

CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK
GEMEENTERAAD VAN SCHAARBEEK

SEANCE DU 28 MARS 2018
VERGADERING VAN 28 MAART 2018

PRÉSENTS-AANWEZIG : M.-h. Bernard Clerfayt, Bourgmestre-Président-Burgemeester-Voorzitter; MM.-hh. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Échevins-Schepenen; M.-h. Frederic Nimal, Echevin f.f.-Schepen wnd.; MM.-hh. Etienne Noel, Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mme-mevr. Adelheid Byttebier, Échevins-Schepenen; MM.-hh. Georges Verzin, Ibrahim Dönmez, Mme-mevr. Mahinur Ozdemir, MM.-hh. Abobakre Bouhjar, Yvan de Beaufort, Mohamed Echouel, Hasan Koyuncu, Mmes-mevr. Döne Sönmez, Sophie Querton, Debora Lorenzino, MM.-hh. Axel Bernard, Seydi Sag, Mmes-mevr. Lorraine de Fierlant, Joëlle van Zuylen, M.-h. Quentin van den Hove, Mmes-mevr. Barbara Trachte, Asma Mettioui, M.-h. Thomas Eraly, Mme-mevr. Bernadette Vriamont, Conseillers communaux-Gemeenteraadsleden; M.-h. Youssef Abslimou Ouadrassi, Conseiller Communal-Gemeenteraadslid; M.-h. Arnaud Verstraete, Conseiller communal-Gemeenteraadslid; M.-h. Taoufik Ben Addi, Conseiller Communal-Gemeenteraadslid; M.-h. David Neuprez, Secrétaire Communal-Gemeentesecretaris.

ABSENTS-AFWEZIG : M.-h. Halis Kökten, Mmes-mevr. Derya Alic, Filiz Güles, Jamila Sanhayi, MM.-hh. Burim Demiri, Abdallah Kanfaoui, Ahmed El Maslouhi, Abdelkrim Ayad, Conseillers communaux-Gemeenteraadsleden.

EXCUSÉS-VERONTSCHULDIGD : MM.-hh. Jean-Pierre Van Gorp, Emin Ozkara, Conseillers communaux-Gemeenteraadsleden.

EN DÉBUT DE SÉANCE-IN HET BEGIN VAN DE VERGADERING : Mmes-mevr. Cécile C.J. Jodogne, Angelina Chan, M.-h. Mohamed Reghif, Mme-mevr. Fatiha El Khattabi, Conseillers communaux-Gemeenteraadsleden.

M. Clerfayt, Bourgmestre, préside l'assemblée qu'il ouvre en séance publique à **18 heures et 45 minutes**.

De openbare vergadering wordt geopend om **18.45 uur** onder voorzitterschap van **mhr.**

Clerfayt, Burgemeester.

Il est satisfait au prescrit de l'article 89 de la nouvelle loi communale et le procès-verbal de la séance du **28/02/2018 (18:30)** est tenu sur le bureau à la disposition des membres du Conseil.

Er wordt voldaan aan de voorschriften van artikel 89 van de nieuwe gemeentewet en de notulen van de vergadering van **28/02/2018 (18:30)** zijn ter beschikking van de raadsleden ter tafel neergelegd.

...est désigné par le sort pour voter le premier lors du vote par appel nominal.

...is door het lot aangewezen om als eerste te stemmen bij hoofdelijke stemming.

La traduction simultanée des débats est assurée par ...

De vertaling staande vergadering wordt door ...verzekerd.

SEANCE PUBLIQUE - OPENBARE VERGADERING

SECRÉTAIRE COMMUNAL -- GEMEENTESECRETARIS

Assemblées -- Vergaderingen

SP 1.- Port de Bruxelles - Fusion par absorption de la SA Bruport Invest par la Société Régionale du Port de Bruxelles - Pour information -- De Haven van Brussel - Fusie door overneming van Bruport Invest NV door de gewestelijke vennootschap De Haven van Brussel - Ter informatie.

SP 2.- Procès-verbal du Conseil précédent - Approbation -- Notulen van de vorige gemeenteraad - Goedkeuring

FINANCES -- FINANCIËN

Enrôlement et règlement -- Inkohieringen en reglementen

SP 3.- Primes d'accompagnement social - Exercice 2018 -- Sociale begeleidingspremie - Dienstjaar 2018

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 117, alinéa 1^{er} et 118, alinéa 1^{er} ;
Revu sa délibération du 30 novembre 2016 renouvelant le règlement sur les primes d'accompagnement social pour l'exercice 2017 ;
Vu sa délibération du 28 mars 2001 fixant la taxe additionnelle à l'impôt des personnes physiques à 7,5% pour l'exercice 2001 ;
Vu sa délibération du 30 novembre 2016 fixant la taxe additionnelle à l'impôt des personnes physiques à 6,2% pour l'exercice 2017 ;
Vu sa délibération du 28 mars 2001 fixant à 2.570 pour 2001 les centimes additionnels communaux au précompte immobilier à charge des propriétaires de biens immobiliers imposables dans la commune au 1^{er} janvier ;
Vu sa délibération du 29 novembre 2017 fixant à 3.390 pour 2018 les centimes additionnels communaux au précompte immobilier à charge des propriétaires de biens immobiliers imposables dans la commune au 1^{er} janvier ;
Considérant l'écart existant entre le taux des centimes additionnels au précompte immobilier d'application en notre commune et la moyenne générale des communes bruxelloises, un effort de la commune doit être consenti pour ne pas pénaliser les Schaerbeekois à revenus modestes, propriétaires d'un seul bien immobilier ;
Considérant que, dans cette optique, une prime destinée à atténuer la hausse des centimes additionnels communaux au précompte immobilier peut être établie au bénéfice des administrés se trouvant dans une maison de repos ;
Considérant que, également, le propriétaire qui est obligé de mettre en location une partie de son bien unique afin de supporter les charges quotidiennes et qui par ailleurs s'engage aussi à la lutte contre les immeubles inoccupés peut bénéficier de cette prime, néanmoins adaptée ;
Considérant, en outre, que la Commune souhaite aussi intervenir envers les propriétaires qui confient la gestion d'un autre logement à une Agence Immobilière Sociale, parce que le revenu locatif provenant de celles-ci n'est pas du tout lucratif ;
Vu, pour le surplus, les rapports des Collège des Bourgmestre et Echevins des 20 février et du 13 mars 2018 et le dossier administratif ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

ARRETE :

Article 1

Sur requête, une prime d'accompagnement social destinée à atténuer la hausse des centimes additionnels au précompte immobilier est octroyée pour l'exercice 2018 conformément aux prescriptions définies ci-après.

Pour pouvoir bénéficier de cette prime, il faut que le demandeur soit soumis à l'impôt des personnes physiques à Schaerbeek, et que le revenu globalement imposable du ménage n'excède pas 79.129,01€.

Le demandeur doit se trouver dans l'une des situations suivantes :

- être titulaire d'un droit de propriété, ou d'usufruit ou d'emphytéose, sur un bien immeuble situé à Schaerbeek et occuper ce bien immeuble personnellement, à l'exclusion de tout droit de propriété ou d'usufruit ou d'emphytéose sur un autre bien immeuble situé en Belgique, et de tout droit réel sur un autre bien immeuble situé à l'étranger, à moins que ce(t)(s) autre(s) bien(s) immobilier(s) situé(s) en Belgique soi(en)t confié(s) en gestion à une Agence Immobilière Sociale ;
- être titulaire d'un droit de propriété, ou d'usufruit ou d'emphytéose, sur un bien immeuble situé à Schaerbeek et pour lequel aucun revenu locatif n'a été reçu au cours de la période pendant laquelle le titulaire séjourne en maison de repos, à l'exclusion de tout droit de propriété ou d'usufruit ou d'emphytéose sur un autre bien immeuble situé en Belgique, et de tout droit réel sur un autre bien immeuble situé à l'étranger ;

Article 2

La prime est octroyée annuellement

Elle est égale à la différence entre le montant qui découle de l'application, sur le revenu cadastral indexé, d'un pourcentage de 10,25, et le montant qui résulte de la diminution, par rapport à l'exercice 2001, de la part communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques (1,3%) réclamée au ménage.

Le chiffre de 10,25 est fixé en référence à la différence entre l'augmentation, par rapport à 2001, du taux communal schaerbeekois en matière d'additionnels au précompte immobilier (32,13) et le taux voté par le Conseil Communal pour l'exercice 2018 (42,38).

À chaque calcul de prime positif, un montant forfaitaire de 45€ sera ajouté. Le montant total de la prime reste toutefois limité à 345€.

Lorsque ladite propriété se compose de plusieurs copropriétaires, chaque copropriétaire doit satisfaire aux conditions visées à l'article 1 du présent règlement. Dans le cas contraire, la prime sera calculée selon la part virile dans la co-propriété.

Lorsque l'immeuble n'est pas occupé dans son intégralité par le propriétaire et son ménage, la prime sera accordée à 50%.

Article 3

A titre de preuve, le requérant fournira à l'administration communale de Schaerbeek :

1. une attestation du Receveur de l'Enregistrement et des Domaines établissant qu'il est titulaire d'un seul droit de propriété, ou d'usufruit ou d'emphytéose, sur un bien immeuble situé en Belgique ;
2. une déclaration sur l'honneur certifiant qu'il n'est titulaire d'aucun droit réel sur un bien immeuble à l'étranger ;
3. une déclaration sur l'honneur établissant qu'il occupe - ou le ménage dont il fait partie - le bien immeuble personnellement.

Pour le demandeur séjournant en maison de repos, ou qui a confié la gestion de son bien à une Agence Immobilière sociale, le demandeur fournira à l'administration une attestation de l'organisme.

Article 4

En complément à sa demande, le requérant doit déposer une copie simple des avertissements extraits de rôle en matière d'impôt des personnes physiques de l'exercice d'imposition précédent et, en matière de précompte immobilier, relatif à l'exercice d'imposition propre.

Article 5

La demande de prime devra être introduite dans les trois mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle en matière de précompte immobilier.

Article 6

Les cas non prévus par le présent règlement seront soumis à l'examen du Collège des Bourgmestre et Echevins pour décision.

Article 7

Le Collège des Bourgmestre et Echevins est chargé des modalités d'application et de l'exécution du présent règlement.

Article 8

Le présent règlement entre en vigueur au 1^{er} janvier 2018.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

Gelet op de nieuwe Gemeentewet namelijk artikel 117 alinea 1 en artikel 118, alinea 1;

Herziende zijn raadsbesluit van 30 november 2016 hernieuwend het reglement op de sociale begeleidingspremie voor het dienstjaar 2017;

Gelet zijn raadsbesluit van 28 maart 2001 vaststellend de aanvullende gemeentebelasting geheven op de personenbelasting voor het dienstjaar 2001 op 7,5 %;

Gelet zijn raadsbesluit van 30 november 2016 vaststellend de aanvullende gemeentebelasting geheven op de personenbelasting voor het dienstjaar 2017 op 6,2 %;

Gelet zijn raadsbesluit van 28 maart 2001 vaststellend de gemeentelijke opcentiemen voor het dienstjaar 2001 inzake de onroerende voorheffing op 2.570, ten laste van eigenaars van onroerende goederen welke belast worden in de gemeente op 1 januari;

Gelet zijn raadsbesluit van 29 november 2017 vaststellend de gemeentelijke opcentiemen voor het dienstjaar 2018 inzake de onroerende voorheffing op 3.390, ten laste van eigenaars van onroerende goederen welke belast worden in de gemeente op 1 januari;

Overwegende het verschil tussen de gemeentelijke opcentiemen inzake de onroerende voorheffing van toepassing in onze gemeente en het algemene gemiddelde van de Brusselse gemeenten moet met een inspanning van de gemeente worden ingestemd om de Schaarbekenaren met bescheiden inkomens en eigenaar van één enkele eigendom, niet te straffen;

Overwegende dat, vanuit dit standpunt, een premie bedoeld om deze verhoging van de gemeentelijke opcentiemen bij de onroerende voorheffing te verzachten, kan ingevoerd worden ten voordele van de burgers die zich in een rusthuis bevinden;

Overwegende dat ook de eigenaar die genoodzaakt is een deel van zijn enige woning te verhuren om zo de dagdagelijkse lasten te kunnen dragen en hierdoor ook de strijd aangaat tegen de leegstand van woongelegenheden, beroep kan doen op deze premie, weliswaar aangepast;

Overwegende, bovendien, dat de Gemeente ook wenst tegemoet te komen bij eigenaars die het beheer van (een) andere woning(en) toevertrouwen aan Sociale Verhuurkantoren, omdat de huurinkomsten hieruit voortspruitend niet winstgevend zijn;

Gelet bovendien, op de verslagen van het College van Burgemeester en Schepenen van 20 februari en 13 maart 2018 en het administratief dossier;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1

Op verzoek wordt een sociale begeleidingspremie met als doel de verhoging van de opcentiemen op de onroerende voorheffing af te zwakken, toegekend voor het dienstjaar 2018 in overeenstemming met de voorschriften hierna bepaald.

Om in aanmerking te komen voor deze premie, moet de aanvrager onderworpen zijn aan de personenbelasting te Schaarbeek, waarvan het globaal belastbaar gezinsinkomen de 79.129,01€ niet overschrijdt.

De aanvrager moet zich in één van de volgende situaties bevinden:

- titularis zijn van een eigendomsrecht of vruchtgebruik of erfpacht op een onroerende goed gelegen te Schaarbeek en het onroerend goed zelf bewonen, met uitsluiting van ieder ander eigendomsrecht of vruchtgebruik of erfpacht van een onroerend goed gelegen in België of van ieder zakelijk recht op een ander onroerend goed in het buitenland, tenzij dit/deze andere onroerende goed(eren) gelegen in België toevertrouwd is/zijn aan het beheer van een Sociaal Verhuurkantoor;
- titularis zijn van een eigendomsrecht of vruchtgebruik of erfpacht op een onroerende goed gelegen te Schaarbeek en waarvoor geen huurgelden worden ontvangen tijdens de periode dat de titularis zich in een rusthuis bevindt, met uitsluiting van ieder ander eigendomsrecht of vruchtgebruik of erfpacht van een onroerend goed gelegen in België of van ieder zakelijk recht op een ander onroerend goed in het buitenland;

Artikel 2

Deze premie wordt jaarlijks toegekend.

Zij komt overeen met het verschil tussen het bedrag dat voortvloeit door het toepassen bij het kadastraal inkomen, van een percentage van 10,25 en het bedrag dat voortvloeit uit de vermindering, ten opzichte van het dienstjaar 2001, van het gemeentelijke aandeel in de aanvullende gemeentebelasting op de personenbelasting (1,3%) van het gezin. Het cijfer van 10,25 komt overeen met het verschil tussen de verhoging ten opzichte van 2001 van de Schaarbeekse gemeentelijke aanslagvoet (32,13) inzake de opcentiemen op de onroerende voorheffing en de aanslagvoet gestemd door de Gemeenteraad voor het dienstjaar 2018 (42,38).

Bij elke positieve premieberekening wordt een forfaitair bedrag van 45€ toegevoegd. De totale som van de premie blijft beperkt tot 345 €.

Wanneer de bedoelde eigendom bestaat uit meerdere mede-eigenaars, moet iedere mede-eigenaar voldoen aan de voorwaarden voorzien in artikel 1 van huidig reglement. In het andere geval zal de premie berekend worden à rato het aandeel in de mede-eigendom.

Wanneer het onroerende goed niet in zijn geheel wordt bewoond door de eigenaar en zijn gezin, zal de premie slechts voor 50% worden toegekend.

Artikel 3

Als bewijsmiddel zal de aanvrager de hiernavolgende elementen overmaken aan het Gemeentebestuur van Schaarbeek:

1. een attest, afgeleverd door de Ontvanger van de Registratie en Domeinen, vermeldend dat hij titularis is van één enkel eigendomsrecht of vruchtgebruik of erfpacht op een vastgoed gelegen in België;
2. een verklaring op eer, bevestigend geen titularis te zijn van een zakelijk recht op een vastgoed in het buitenland;
3. een verklaring op eer, vermeldend dat hij of het gezin waartoe hij behoort, het gebouw persoonlijk bewoont.

Voor de aanvrager zich bevindend in een rusthuis of die het beheer van zijn goed heeft toevertrouwd aan een Sociaal Verhuurkantoor, levert hij aan het gemeentebestuur een attest van de instelling.

Artikel 4

Ter vervolledigen van zijn aanvraag dient de aanvrager een éénvoudig afschrift van de aanslagbiljetten inzake personenbelasting van het vorige aanslagjaar en inzake de onroerende voorheffing betreffende het aanslagjaar zelf, in te dienen.

Artikel 5

De aanvraag voor de toekenning van de premie moet geschieden binnen de drie maanden vanaf de datum van verzending van het aanslagbiljet betreffende de onroerende voorheffing.

Artikel 6

De gevallen niet voorzien door huidig reglement worden onderworpen aan het onderzoek van het College van Burgemeester en Schepenen voor beslissing.

Artikel 7

Het College van Burgemeester en Schepenen is bevoegd voor de toepassingsmodaliteiten en de uitvoering van huidig reglement.

Artikel 8

Dit reglement treedt in voege op 1 januari 2018.

Contrôle et stratégie -- Controle en strategie

**SP 4.- ASBL Crèches de Schaerbeek - Avenant à la convention du 20 décembre 2017 -
Approbation -- VZW Crèches de Schaerbeek - Aanhangsel bij de overeenkomst van
20 décembre 2017 – Goedkeuring**

DÉCISION DU CONSEIL --- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté --- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale;
Vu la Loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certains subsides;
Vu la délibération du Conseil communal du 25 juin 2014 adoptant le règlement relatif à l'octroi, l'emploi et le contrôle de subventions communales;
Vu la délibération du Conseil communal du 20 décembre 2017 adoptant la convention liant la Commune et l'Asbl "Crèches de Schaerbeek"
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins du 13 mars 2018 ;
DECIDE :
d'approuver l'avenant à la convention liant la Commune et l'ASBL "Crèches de Schaerbeek".

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

Gelet op artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning van het gebruik van sommige toelagen;
Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 25 juni 2014 goedkeurend het règlement betreffende de uitreiking, het gebruik en de controle van gemeentelijke toelagen,
Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 20 december 2017 goedkeurend de overeenkomst tussen de gemeente en de Vzw "Crèches de Schaerbeek"
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 13 maart 2018;
BESLIST :
de aanhangsel bij de overeenkomst tussen de gemeente en de VZW "Crèches de Schaerbeek" goed te keuren.

SP 5.- ASBL Explore Brussels - comptes 2016 - prise d'acte --- VZW Explore Brussels - rekeningen 2017 - akte nemen

DÉCISION DU CONSEIL --- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté --- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale.
Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions.
Vu les délibérations du Conseil communal du 25 juin 2014 et du 23 mars 2016 adoptant le règlement relatif aux subventions communales.
Considérant que les comptes de l'ASBL «Explore Brussels» affichent un résultat positif de 1.495,95 € et des fonds propres négatifs s'élevant à -1.543,81 € pour l'exercice 2016.
Vu la décision du 20 mars 2018 par laquelle le Collège prend acte du résultat positif de 1.495,95 € et des fonds propres négatifs s'élevant à -1.543,81 € pour l'exercice 2016.
Prend acte :
Des comptes 2016 de l'ASBL «Explore Brussels», déposés au dossier, qui affichent un résultat positif de 1.495,95 € et des fonds propres négatifs s'élevant à -1.543,81 €.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

Gelet op artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet.
Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van sommige toelagen.
Gelet op de beraadslagingen van de Gemeenteraad van 25 juni 2014 en van 23 maart 2016 goedkeurend het règlement betreffende de gemeentelijke toelagen.
Overwegende dat de rekeningen van de VZW "Explore Brussels" een positief saldo van 1.495,95 € en negatief eigen vermogen ter waarde van -1.543,81 € voor het dienstjaar 2016 vertonen.
Gelet op de beslissing van 20 maart 2018 waar het College akte neemt van het positief saldo van 1.495,95 € en negatief eigen vermogen van -1.543,81 € voor het dienstjaar 2016.

Neemt akte van:

De rekeningen 2016 van de VZW "Explore Brussels", bij het dossier gehecht, die een positief saldo van 1.495,95 € en negatief eigen vermogen van -1.543,81 € vertonen.

SP 6.- ASBL Maison Autrique - comptes 2017 - prise d'acte ==- VZW Maison Autrique - rekeningen 2017 - akte nemen

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté ==- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale.

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions.

Vu les délibérations du Conseil communal du 25 juin 2014 et du 23 mars 2016 adoptant le règlement relatif aux subventions communales.

Considérant que les comptes de l'ASBL «Maison Autrique» affichent un résultat positif de 31.685,67€ et des fonds propres positifs s'élevant à 4.881,01€ pour l'exercice 2017.

Vu la décision du 20 mars 2018 par laquelle le Collège prend acte du résultat positif de 31.685,67€ et des fonds propres positifs s'élevant à 4.881,01€ pour l'exercice 2017.

Prend acte :

Des comptes 2017 de l'ASBL «Maison Autrique», déposés au dossier, qui affichent un résultat positif de 31.685,67€ et des fonds propres positifs s'élevant à 4.881,08€.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

Gelet op artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet.

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van sommige toelagen.

Gelet op de beraadslagingen van de Gemeenteraad van 25 juni 2014 en van 23 maart 2016 goedkeurend het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen.

Overwegende dat de rekeningen van de VZW "Maison Autrique" een positief saldo van 31.685,67€ en positieve eigen vermogen ter waarde van 4.881,01€ voor het dienstjaar 2017 vertonen.

Gelet op de beslissing van 20 maart 2018 waar het College akte neemt van het positief saldo van 31.685,67€ en positieve eigen vermogen van 4.881,01€ voor het dienstjaar 2017.

Neemt akte van:

De rekeningen 2017 van de VZW "Maison Autrique", bij het dossier gehecht, die een positief saldo van 31.685,67€ en positieve eigen vermogen van 4.881,08€ vertonen.

SP 7.- Règlement relatif à l'octroi, l'emploi et le contrôle des subventions communales ==- Reglement betreffende de toekenning, de aanwending en de controle van gemeentelijke subsidies

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté ==- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté

Vu les articles 117, 119 et 123,4° de la nouvelle loi communale;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions;

Vu la circulaire 30 novembre 2006 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions accordées par les Communes;

Considérant la décision du Conseil communal du 23 mars 2016;

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins du 20 mars 2018;

DECIDE :

D'approuver le nouveau règlement comme suit

Règlement relatif à l'octroi, l'emploi et le contrôle des subventions communales

Titre I	Champ d'application
Titre II	Bénéficiaires d'une subvention
Titre III	Demande d'une subvention – Forme et délais
Titre IV	Décision d'octroi de subventions
Titre V	Conventions
Titre VI	Modalités de contrôle de la subvention

Titre VII	Pièces justificatives à fournir
Titre VIII	Modalités de paiement de la subvention
Titre IX	Récupérations des subventions & litige
Titre X	Dispositions finales

Titre I : Champ d'application

Article 1

§1. Le présent règlement s'applique à toute subvention accordée par la Commune de Schaerbeek (ci-après dénommée «la Commune»)

§2. Le règlement ne s'applique pas dans le cadre de subventions qu'une disposition légale met obligatoirement à charge du budget communal

Article 2

Par subvention, il y a lieu d'entendre toute contribution, avantage ou aide accordée par la Commune, quelles qu'en soient la forme ou la dénomination.

Titre II : Bénéficiaires d'une subvention

Article 3

Toute personne physique ou morale, ainsi que toute association de personnes physiques ou morales, peut introduire une demande de subvention en vue de soutenir un projet ou initiative visant à améliorer la qualité de vie des Schaerbeekois.

Titre III : Demande d'une subvention – Forme et délais

Article 4

§1. Hormis les dispositions particulières prévues dans des réglementations spécifiques, la demande de subvention doit être introduite et adressée au Collège des Bourgmestre et Echevins soit:

- par courrier postal (Place Colignon, 1 à 1030 Schaerbeek);
- par courriel aux adresses électroniques renseignées en fonction de la subvention ou prime demandée;
- en remplissant un formulaire de circonstance via l'espace personnel sur le site web de la Commune (www.schaerbeek.be).

§2. Hormis le cas où la demande de subvention concerne une prime spécifique ou un projet pour lequel une autre autorité publique a arrêté des délais spécifiques, la demande doit être introduite dans les délais suivants:

1. S'il s'agit d'une demande liée à un projet ponctuel et isolé dans le temps tel que braderie, brocante, fête de quartier, marché unique et spécifique, la demande devra parvenir au Collège des Bourgmestre et Echevins de la Commune de Schaerbeek **30 jourscalendrier** au moins avant la date de l'évènement.
2. S'il s'agit d'une demande liée à un projet s'étalant dans le temps, la demande ne pourra porter que sur une année civile et devra parvenir au Collège des Bourgmestre et Echevins au plus tard pour **le 1er octobre de l'année qui précède** celle pour laquelle la subvention est sollicitée.
3. S'il était impossible de satisfaire à ces délais et/ou que la demande est justifiée par l'urgence ou par une demande du Collège des Bourgmestre et Echevins, une dérogation aux deux points qui précèdent pourrait être accordée par ce même Collège.

Article 5

Sans préjudice de dérogation prévue dans un règlement spécifique à une subvention pour lesquelles des formulaires ad hoc sont prévus, la demande de subvention doit comporter:

1. Les coordonnées complètes du demandeur;
2. Une description du projet ou de la raison pour laquelle la subvention est sollicitée, précisant la période exacte sur laquelle il porte;
3. Le montant de la subvention demandée et sa justification;
4. Si la subvention est en tout ou en partie non numéraire, le demandeur devra en préciser la nature exacte (prêt de matériel, mise à disposition d'une salle, intervention des services communaux, transport, etc.) afin de permettre à l'administration d'en estimer le coût réel pour la Commune ;

Titre IV : Décision d'octroi de subvention

Article 6

La décision d'octroi d'une subvention communale est laissée à la libre appréciation de la Commune, dans le respect du principe d'égalité et non-discrimination et des dispositions légales et réglementaires en vigueur, en fonction des priorités qu'elle a définies et dans les limites des crédits budgétaires disponibles. La Commune motivera par ailleurs les éventuels refus d'octroi de subvention

Titre V : Conventions

Article 7

§ 1. Toute personne définie à l'article 3 qui bénéficie d'une **subvention nominative au budget communal, supérieure à 4.500,00 €** par an, **devra signer une convention de partenariat avec la Commune de Schaerbeek.**

a. Si la subvention est récurrente sur plusieurs exercices,

Le bénéficiaire signera avec la Commune une convention cadre pluriannuelle dont la durée ne pourra excéder 5 années. Les conventions cadres pluriannuelles définiront le cadre des relations entre la Commune et les bénéficiaires. Pour chaque exercice couvert par la

convention, il sera annexé à cette convention cadre pluriannuelle un plan d'objectifs annuel. Ce plan d'objectifs annuel sera approuvé chaque année par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Le plan d'objectifs annuel annexé à la convention cadre pluriannuelle définira:

1. Le montant de la subvention pour l'exercice budgétaire en cours approuvé par le Conseil communal;
2. Les objectifs annuels à atteindre, les tâches que cela implique et les indicateurs permettant d'évaluer le degré de réalisation de ces objectifs ;
3. L'accord des parties concernées.

b. Si la subvention n'est pas récurrente

Le bénéficiaire signera avec la Commune une convention annuelle de partenariat.

§ 2. Les conventions préciseront notamment :

1. Les informations concernant les parties prenantes;
2. La période couverte par la convention cadre pluriannuelle ou convention annuelle;
3. Les missions et tâches à réaliser par le bénéficiaire pour pouvoir prétendre à la subvention communale;
4. La nature, l'étendue, les conditions d'utilisation ainsi que les justifications exigées du bénéficiaire et les délais dans lesquels ces justifications doivent être produites;
5. Les dispositions particulières liées à l'octroi de subside(s) indirect(s) ou avantage(s) en nature;
6. Le montant estimé des subvention(s) indirecte(s) et/ou, le cas échéant, la description précise du type d'avantage(s) fourni(s) à titre de subvention par la Commune et l'estimation de leur coût réel pour la Commune;
7. Le montant:
 - de la subvention, en cas de convention annuelle;
 - estimé des subventions pour les exercices concernés, en cas de convention cadre pluriannuelle;
8. Les objectifs à atteindre et les indicateurs permettant d'évaluer le degré de réalisation des objectifs
 - dans la convention annuelle, si la subvention n'est pas récurrente sur plusieurs exercices
 - dans le plan d'objectifs annuel annexé à la convention cadre pluriannuelle, si la subvention est récurrente durant plusieurs exercices;
9. Que la liquidation de la subvention est subordonnée:
 - pour les subventions non-récurrentes, à la conformité des justificatifs comptables requis;
 - pour les subventions récurrentes sur plusieurs exercices, à la conformité des justificatifs comptables requis et à l'approbation du Collège des Bourgmestre et Echevins donnée sur base du rapport d'évaluation annuel de réalisation des objectifs lors de l'exercice social écoulé «N-1». Cette disposition n'est cependant pas applicable pour le premier exercice couvert par la convention cadre pluriannuelle;
10. Que le bénéficiaire s'engage (par signature de ladite convention) à respecter les législations et règlements en tous domaines dans le cadre de son action (règlements sociaux, dispositions réglementaires en matière de rémunération, en matière de marchés publics, etc.) ;
11. Que le bénéficiaire a pris connaissance du présent règlement et qu'il a déclaré en accepter toutes les dispositions

Titre VI : Modalités de contrôle de la subvention

Article 8

§ 1. La Commune vérifie si les subventions sont utilisées aux fins pour lesquelles elles ont été octroyées et si la subvention a été utilisée de façon appropriée.

§ 2. La Commune a le droit de procéder à un contrôle sur place de l'emploi de la subvention qu'elle a octroyée. Elle peut solliciter toutes pièces justificatives complémentaires qui n'auraient pas été déposées par le demandeur.

§ 3. Lorsque plusieurs subventions sont octroyées par la Commune à un même organisme bénéficiaire, l'ensemble des subventions sont considérées comme une seule et unique subvention pour l'application des modalités de contrôle détaillées en l'article 8 et obligations à respecter en matière de transmission des pièces justificatives listées dans les articles 9 à 12 du présent règlement.

§ 4. Si la Commune intervient comme autorité subsidiaire complémentaire à un projet subventionné par une autre autorité publique exerçant déjà des procédures de contrôle, la Commune peut renoncer à l'application des modalités de contrôle du présent article pour autant que la subvention s'inscrive dans la même utilisation et en vertu des mêmes fins.

Titre VII : Pièces justificatives à fournir

Article 9

§ 1. Les exigences relatives aux pièces justificatives à fournir diffèrent selon les critères suivants :

- les subventions d'une valeur inférieure ou égale à 1.250,00€ par an;

- les subventions d'une valeur comprises entre 1.250,00€ et 4.500,00 € par an;
- les subventions nominatives au budget communal d'une valeur supérieure à 4.500,00€ par an;
- les enveloppes de subventions non nominatives au budget communal d'une valeur supérieure à 4.500,00€ par an;

§2. Les justificatifs seront transmis au service de l'Administration communale en charge des relations avec la personne ou organisation bénéficiaire, soit par voie postale, soit par courriel ou via l'espace personnel accessible sur le site www.schaerbeek.be.

Article 10

Pour les subventions d'une valeur inférieure ou égale à 1.250,00€ par an, le bénéficiaire de la subvention transmettra, selon les cas, les pièces nécessaires à la production du dossier et/ou les justificatifs prouvant que la subvention a été utilisée aux fins pour lesquelles elle a été accordée, selon les modalités détaillées dans les règlements spécifiques à certaines primes ou subventions. La Commune pourrait procéder au contrôle de ces éléments.

Article 11

Pour les subventions d'une valeur comprise entre 1.250,00€ et 4.500,00€ par an, hormis les dispositions particulières prévues dans des réglementations spécifiques exigeant la production de justificatifs complémentaires, le bénéficiaire de la subvention doit transmettre à la Commune les pièces nécessaires à la production du dossier et/ou les justificatifs prouvant que la subvention de l'exercice social écoulé «N-1» a été utilisée aux fins pour lesquelles elle a été accordée (sauf si pas de subvention en «N-1»). La Commune pourrait procéder au contrôle de ces éléments.

Article 12

§1. Pour les subventions d'une valeur supérieure à 4.500,00 € par an, le bénéficiaire de la subvention doit transmettre avant le 15 septembre de l'année (au cours de laquelle la subvention est inscrite au budget communal) au service de l'Administration communale en charges des relations avec bénéficiaire:

1. Les statuts de la personne morale définie à l'article 3 du présent Règlement tels que publiés au Moniteur belge. Lorsque la personne morale a déjà bénéficié d'un subside et déposé ses statuts, elle ne doit transmettre ceux-ci qu'en cas de modification de ces derniers, en attirant l'attention sur la modification.
2. Les comptes de l'exercice social écoulé «N-1» selon le modèle imposé par la législation en vigueur pour les personnes morales définies à l'article 3 du présent Règlement;
3. La balance des comptes généraux de l'exercice social écoulé «N-1» (sauf si le bénéficiaire tient une comptabilité simplifiée);
4. Le budget prévisionnel de l'exercice courant mentionnant les autres subventions à percevoir et sources de financement éventuelles ;
5. Le procès-verbal de l'Assemblée Générale de la personne morale définie à l'article 3 du présent Règlement approuvant les comptes de l'exercice social écoulé «N-1» et le budget prévisionnel ;
6. La preuve que les comptes de l'exercice social écoulé «N-1» ont été déposés à la BNB (Très Grande ASBL, Grande ASBL, Société à finalité sociale et Intercommunales) et au greffe du tribunal de Commerce (Petite ASBL) ;
7. Un rapport d'activité rendant explicite la politique globale de la personne définie à l'article 3 du présent Règlement
8. Un rapport de gestion et de la situation financière qui commente les comptes (affectation et utilisation du résultat de l'exercice et du résultat cumulé) en vue d'exposer d'une manière fidèle l'évolution de la situation financière de la personne morale définie à l'article 3 du présent Règlement

§2. Pour les personnes morales définies à l'article 3 du présent Règlement dont les activités :

- soit sont majoritairement financées par les autorités communales,
- soit sont soumises à la tutelle de la Commune,
- soit dont plus de la moitié des membres du Conseil d'administration ou de l'assemblée générale sont des mandataires publics,

le rapport de gestion contiendra impérativement un chapitre énumérant les mesures prises pour assurer la bonne gouvernance de l'organisme subventionné fournissant des informations:

- Quant au régime financier appliqué à leurs mandataires, à savoir: le montant des rémunérations, jetons de présence, les avantages de toute nature et frais de représentation dont ils bénéficient;
- Sur le taux de présence des mandataires aux différentes réunions sous forme de relevé, ainsi que le montant total des jetons de présence ;
- Sur les montants versés annuellement à chacun des mandataires.

§3. Pour les subventions d'une valeur supérieure à 4.500,00 € par an nominatives au budget, le bénéficiaire de la subvention doit, en plus des justificatifs cités au paragraphe 1, également transmettre :

1. Une convention de partenariat approuvée par le Conseil communal (conformément à l'article 7 du présent Règlement) **et le plan d'objectifs annuel approuvé par le Collège des Bourgmestre et Echevins pour l'exercice N quand la subvention est**

récurrente sur plusieurs exercices.

2. Lorsque le bénéficiaire a bénéficié d'une subvention nominative de plus de 4.500€ lors de l'exercice social écoulé «N-1», il remettra un rapport sur le degré de réalisation des objectifs annuels au cours de l'exercice social écoulé «N-1».

Article 13

Lorsque les comptes annuels du bénéficiaire affichent en fin d'exercice:

§1. un solde positif supérieur au montant de la subvention annuelle, la Commune demandera au bénéficiaire, qu'un rapport sur l'origine et l'affectation de ce boni soit fourni en même temps que les comptes annuels. Sur base de ce rapport, le Collège des Bourgmestre et Echevins se réserve le droit soit de diminuer le montant de la subvention, soit de suspendre l'attribution de la subvention et ceci jusqu'à ce que le boni cumulé soit inférieur à la subvention annuelle.

§2. un solde négatif en fin d'exercice supérieur au montant de la subvention communale, la Commune demandera au bénéficiaire qu'un plan financier soit fourni en même temps que les comptes annuels et que soient précisées les mesures prises pour atteindre l'équilibre financier.

Titre VIII : Modalités de paiement de la subvention

Article 14

§1. La Commune applique des procédures et modalités de paiement différentes en fonction du montant total de la subvention.

§2. Pour les subventions d'une valeur inférieure ou égale à 1.250,00€ par an, la Commune procède au paiement complet de la subvention, après contrôle – sauf application de l'article 8 §4 et hormis les dispositions particulières prévues dans des réglementations spécifiques - de la validité des justificatifs et pièces transmis par le bénéficiaire en application de l'article 10.

§3 Pour les subventions d'une valeur comprise entre 1.250,00€ et 4.500,00€ par an, la Commune procède au paiement complet de la subvention, après contrôle – sauf application de l'article 8 §4 et hormis les dispositions particulières prévues dans des réglementations spécifiques - de la validité des justificatifs et pièces transmis par le bénéficiaire en application de l'article 11, sans préjudice éventuel des dispositions particulières prévues dans des réglementations spécifiques exigeant la production de justificatifs complémentaires.

§4. Pour les subventions récurrentes d'un montant supérieur à 4.500,00 € par an, la liquidation est également subordonnée à l'évaluation (consignée dans un rapport) du degré de réalisation des objectifs lors de l'exercice social écoulé «N-1» détaillés dans le plan d'objectifs annuel établi pour cet exercice «N-1» par le service communal en charge des relations avec la personne bénéficiaire (**à l'exception du premier exercice couvert par la convention cadre pluriannuelle**).

Le Collège des Bourgmestre et Echevins adaptera le montant de la subvention à liquider en fonction du degré de réalisation des objectifs fixés.

Cette modalité n'est pas d'application pour le premier exercice concerné par la convention cadre pluriannuelle.

§5. En cas d'irrespect des conditions d'utilisation de la subvention ou de l'absence des justifications de dépenses, la subvention octroyée en «N-1» devra être remboursée au cours de l'exercice «N»

Article 15

La liquidation d'une subvention doit correspondre à l'année à laquelle elle se rapporte. Une limite d'un exercice supplémentaire (N+1) est fixée pour le report des crédits budgétaires. Au-delà de ce délai, soit au 31 décembre de l'exercice N+1, l'exigibilité d'une subvention est nulle.

Article 16

§1. Les bénéficiaires dont les charges de fonctionnement sont, pour l'exercice social écoulé, supérieures aux 2/3 des charges d'exploitation inscrites au compte de résultats et/ou reçoivent une subvention égale ou supérieure à 7.000,00 € peuvent demander de l'Administration communale de Schaerbeek, de se voir accorder la liquidation de 80% de la subvention de l'année N soit par douzième (mensuellement) ou en une fois, en remettant un rapport motivé sur la nécessité de recevoir l'entièreté de l'avance.

Cette liquidation de l'avance est sujette à l'accord préalable du Collège des Bourgmestre et Echevins et peut être demandée une fois le budget communal rendu exécutoire par l'approbation de ce dernier par l'Autorité supérieure.

§2. L'avance perçue devra être intégralement remboursée à la Commune si les justificatifs détaillés aux articles 11 et 12 du présent Règlement n'ont pas été introduits auprès de la Commune pour le 31 juillet de l'exercice suivant l'exercice au cours duquel une subvention communale avait été accordée.

Titre IX : Récupération des subventions & litiges

Article 17

Le bénéficiaire d'une subvention est tenu de la restituer, en tout ou en partie, dans les cas mentionnés :

§1. À l'article 7 de la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions accordées par les Communes.

§2. Aux articles 8§1, 14§5 et 16§2 du présent règlement.

§3. Il sera sursis à l'octroi de nouvelles subventions dans les cas mentionnés à l'article 8 de la loi mentionnée au paragraphe 1.

Article 18

Tout bénéficiaire perdra le bénéfice de la subvention dans les cas suivants:

1. Le double subventionnement pour une même dépense;

2. La confusion entre les comptes du bénéficiaire et de ceux des dirigeants;
3. La confusion entre les comptes de plusieurs bénéficiaires;
4. Le non-respect de la loi sur les ASBL, les fondations, les sociétés à finalité sociale ou les intercommunales;
5. Le non-respect des règles prescrites dans les arrêtés de subventionnement;
6. Le non-respect des lois fiscales, sociales et comptables;
7. Le non-respect de la législation en matière de marchés publics;
8. Le non-respect des lois et réglementations sectorielles;
9. La non-fiabilité des comptes annuels;
10. Le non-respect du présent règlement;
11. La mise en liquidation du bénéficiaire, antérieure à l'utilisation de la subvention

Article 19

Aucune compensation ne peut être opérée par le bénéficiaire d'une subvention envers la Commune du chef des montants dont il serait redevable envers la Commune.

Titre X : Dispositions finales

Article 20

Le Collège des Bourgmestre et Echevins peut indexer les montants fixés par le présent règlement.

Article 21

§1. L'entrée en vigueur de ce règlement est immédiate après son approbation par le Conseil Communal pour les subventions ponctuelles.

§2. L'entrée en vigueur de ce règlement est partielle pour les autres subventions; Les dispositions contenues dans ce Règlement seront appliquées immédiatement après son approbation par le Conseil Communal, à l'exception des modalités contenues dans les articles 4 et 5 qui ne s'appliqueront qu'à partir des subventions octroyées au budget communal 2019.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

Gelet op artikel 117, 119 en 123,4° van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige subsidies;

Gelet op de omzendbrief van 30 november 2006 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van subsidies verleend door de gemeenten;

Overwegende het besluit van de gemeenteraad van 23 maart 2016;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 20 maart 2018;

BESLUIT:

Om het nieuwe reglement als volgt goed te keuren

Reglement betreffende de toekenning, aanwending en controle van gemeentelijke subsidies

Titel I:	Toepassingsgebied
Titel II:	Begunstigden van een subsidie
Titel III:	Aanvraag van een subsidie – Vorm en termijnen
Titel IV:	Beslissing om een subsidie toe te kennen
Titel V:	Overeenkomsten
Titel VI:	Modaliteiten voor de controle op subsidies
Titel VII:	Te verstrekken bewijsstukken
Titel VIII:	Modaliteiten voor de betaling van subsidies
Titel IX:	Terugvordering van subsidies & geschillen
Titel X:	Slotbepalingen

Titel I: Toepassingsgebied

Artikel 1

§1. Het onderhavige reglement is van toepassing op elke subsidie die door de Gemeente Schaarbeek wordt toegekend (hierna "de Gemeente" genoemd)

§2. Het reglement is niet van toepassing op subsidies die volgens een wettelijke bepaling verplicht ten laste van de gemeentelijke begroting zijn.

Artikel 2

Onder subsidie verstaat men elke bijdrage, elk voordeel of elke steun die door de Gemeente wordt toegekend, ongeacht de vorm of naam ervan.

Titel II : Begunstigden van een subsidie

Artikel 3

Elke natuurlijke of rechtspersoon, alsook elke vereniging van natuurlijke of rechtspersonen, kan een subsidie aanvragen voor een project of initiatief om de levenskwaliteit van de Schaarbekenaren te verbeteren.

Titel III: Aanvraag van een subsidie – Vorm en termijnen

Artikel 4

§1. Behoudens de bijzondere bepalingen die in specifieke reglementen zijn voorzien, moet de aanvraag voor een subsidie als volgt worden ingediend bij en gericht aan het College van Burgemeester en Schepenen:

- via de post (Colignonplein 1 te 1030 Schaarbeek);
- via e-mail aan de daartoe voorziene e-mailadressen, naargelang van de gevraagde

premie of subsidie;

- door het gepaste formulier in te vullen via de persoonlijke ruimte op de website van de Gemeente (www.schaarbeek.be).

§2. Behoudens het geval waarin de aanvraag voor een subsidie betrekking heeft op een specifieke premie of een project waarvoor een andere overheidsinstantie specifieke termijnen heeft vastgelegd, moet de aanvraag binnen de volgende termijnen worden ingediend:

1. Als het gaat om een aanvraag in verband met een eenmalig en in de tijd beperkt project, zoals een braderie, rommelmarkt, wijkfeest, eenmalige en specifieke markt, moet de aanvraag minstens **30 kalenderdagen** vóór de datum van het evenement worden ingediend bij het College van Burgemeester en Schepenen van de Gemeente Schaarbeek.
2. Als het gaat om een aanvraag in verband met een project dat zich in de tijd uitstrekt, mag de aanvraag slechts betrekking hebben op één kalenderjaar en moet ze uiterlijk op **1 oktober van het jaar dat vooraf gaat aan** het jaar waarvoor de subsidie wordt aangevraagd, worden ingediend bij het College van Burgemeester en Schepenen.
3. Als deze termijnen niet konden worden nageleefd en/of de aanvraag gerechtvaardigd is wegens hoogdringendheid of een aanvraag van het College van Burgemeester en Schepenen, kan het College een afwijking op de twee voorgaande punten toestaan.

Artikel 5

Onverminderd de afwijking die is voorzien in een specifiek reglement voor een subsidie waarvoor ad hoc formulieren zijn voorzien, moet de aanvraag het volgende bevatten:

1. De volledige gegevens van de aanvrager;
2. Een beschrijving van het project of de reden waarom de subsidie wordt aangevraagd, met vermelding van de precieze periode waarop ze betrekking heeft;
3. Het bedrag van de aangevraagde subsidie en de rechtvaardiging ervan;
4. Als het geheel of gedeeltelijk om een niet-geldelijke subsidie gaat, moet de aanvrager de precieze aard vermelden (lenen van materiaal, ter beschikking stellen van een zaal, tussenkomst van de gemeentelijke diensten, vervoer, enz.), zodat het gemeentebestuur de werkelijke kosten voor de Gemeente kan inschatten;

Titel IV: Beslissing om een subsidie toe te kennen

Artikel 6

De beslissing om een gemeentelijke subsidie toe te kennen wordt overgelaten aan de Gemeente, met respect voor het gelijkheids- en non-discriminatiebeginsel en de geldende wettelijke en regelgevende bepalingen, naargelang van de prioriteiten van de Gemeente en binnen de grenzen van de beschikbare begrotingsmiddelen. Overigens zal de Gemeente een eventuele weigering van een subsidie motiveren.

Titel V: Overeenkomsten

Artikel 7

§ 1. Iedere in artikel 3 bepaalde persoon die geniet van een **subsidie die onder de gemeentelijke begroting valt, van meer dan 4.500,00 €** per jaar, moet een **partnerschapsovereenkomst ondertekenen met de Gemeente Schaarbeek**.

a. Als de subsidie in meerdere boekjaren wordt toegekend,

De begunstigde zal met de Gemeente een raamovereenkomst voor meerdere jaren ondertekenen, die niet langer dan 5 jaar mag duren. In de raamovereenkomsten voor meerdere jaren zullen de relaties tussen de Gemeente en de begunstigten worden vastgelegd. Voor elk boekjaar waarop de overeenkomst betrekking heeft, zal een jaarlijks plan met doelstellingen bij deze raamovereenkomst voor meerdere jaren worden gevoegd. Het College van Burgemeester en Schepenen zal dit jaarlijks plan met doelstellingen ieder jaar goedkeuren. In het jaarlijks plan met doelstellingen dat bij de raamovereenkomst voor meerdere jaren wordt gevoegd, zal het volgende worden vastgelegd:

1. Het bedrag van de subsidie voor het lopende begrotingsjaar, goedgekeurd door de Gemeenteraad;
2. De doelstellingen die ieder jaar moeten worden gehaald, de taken die hiervoor nodig zijn en de indicatoren waarmee de realisatiegraad van deze doelstellingen kan worden bepaald
3. Het akkoord van de betrokken partijen.

b. Als de subsidie eenmalig is

De begunstigde zal met de Gemeente een jaarlijkse partnerschapsovereenkomst ondertekenen.

§ 2. In de overeenkomsten zal het volgende worden vastgelegd:

1. De informatie over de betrokken partijen
2. De periode waarop de raamovereenkomst voor meerdere jaren of de jaarlijkse overeenkomst betrekking heeft;
3. De opdrachten en taken die de begunstigde moet uitvoeren om aanspraak te kunnen maken op de gemeentelijke subsidie;
4. De aard, omvang, gebruiksvoorwaarden en bewijsstukken die van de begunstigde worden gevraagd en de termijnen waarbinnen deze bewijsstukken moeten worden voorgelegd;
5. De bijzondere bepalingen in verband met de toekenning van onrechtstreekse subsidies of voordelen in natura;
6. Het geraamde bedrag van de onrechtstreekse subsidie(en) en/of, desgevallend, de

precieze beschrijving van het soort voordeel dat als subsidie wordt verstrekt door de Gemeente en de raming van de werkelijke kosten voor de Gemeente;

7. Het bedrag:
 - van de subsidie, in geval van een jaarlijkse overeenkomst,
 - geschat voor de boekjaren in kwestie, in geval van een raamovereenkomst voor meerdere jaren;
8. De te behalen doelstellingen en de indicatoren waarmee de realisatiegraad van de doelstellingen kan worden bepaald
 - in de jaarlijkse overeenkomst, als de subsidie niet in meerdere boekjaren wordt toegekend
 - in het jaarlijkse plan met doelstellingen dat bij de raamovereenkomst voor meerdere jaren wordt gevoegd, als de subsidie in meerdere jaren wordt toegekend;
9. Dat de uitbetaling van de subsidie onderworpen is:
 - wat eenmalige subsidies betreft, aan de gelijkvormigheid van de vereiste boekhoudkundige stukken
 - wat subsidies over verscheidene boekjaren betreft, aan de gelijkvormigheid van de vereiste boekhoudkundige stukken en aan de goedkeuring van het College van Burgemeester en Schepenen, op basis van het jaarlijkse evaluatierapport over de realisatie van de doelstellingen tijdens het verstreken boekjaar "N-1". Deze bepaling geldt echter niet voor het eerste boekjaar waarop de raamovereenkomst voor meerdere jaren betrekking heeft
10. Dat de begunstigde zich ertoe verbindt (door de voornoemde overeenkomst te ondertekenen) om de wetgeving en regelgeving op alle domeinen in het kader van zijn actie na te leven (sociale regelgeving, regelgevende bepalingen op het vlak van vergoedingen, regelgevende bepalingen op het vlak van overheidsopdrachten, enz.);
11. Dat de begunstigde kennis heeft genomen van het onderhavige reglement en dat hij heeft verklaard alle bepalingen ervan te aanvaarden.

Titel VI: Modaliteiten voor de controle op subsidies

Artikel 8

§ 1. De Gemeente controleert of de subsidies worden aangewend voor de doeleinden waarvoor ze werden toegekend en of de subsidie op de gepaste manier werd aangewend.

§ 2. De Gemeente heeft het recht om een controle uit te voeren op de plaats waar de door haar toegekende subsidie wordt aangewend. Ze kan alle aanvullende bewijsstukken opvragen die de aanvrager niet heeft voorgelegd.

§ 3. Wanneer de Gemeente verscheidene subsidies toekent aan eenzelfde begunstigde organisatie, worden alle subsidies samen als één enkele subsidie beschouwd wat betreft de toepassing van de controlemodaliteiten uit artikel 8 en de verplichtingen in verband met het voorleggen van de bewijsstukken uit artikel 9 tot 12 van het onderhavige reglement.

§ 4. Als de Gemeente optreedt als aanvullende subsidiërende instantie voor een project dat wordt gesubsidieerd door een andere overheidsinstantie die al controleprocedures toepast, kan de Gemeente afzien van de toepassing van de controlemodaliteiten uit het onderhavige artikel voor zover de subsidie voor hetzelfde gebruik en voor dezelfde doeleinden dient.

Titel VII: Te verstrekken bewijsstukken

Artikel 9

§ 1. De vereisten inzake de te verstrekken bewijsstukken verschillen naargelang van de volgende criteria:

- subsidies met een waarde van minder dan of gelijk aan 1.250,00€ per jaar;
- subsidies met een waarde van 1.250,00€ tot 4.500,00€ per jaar;
- in de gemeentelijke begroting nominatief ingeschreven subsidies met een waarde van meer dan 4.500,00€ per jaar;
- niet-nominatieve subsidieringskredieten met een waarde van meer dan 4.500,00€ per jaar.

§2. De bewijsstukken moeten worden voorgelegd aan de gemeentelijke dienst die instaat voor de relaties met de begunstigde persoon of organisatie, ofwel via de post, ofwel via e-mail of via de persoonlijke ruimte op de website www.schaarbeek.be.

Artikel 10

Voor subsidies met een waarde van minder dan of gelijk aan 1.250,00€ per jaar zal de begunstigde van de subsidie, naargelang van het geval, de nodige stukken voorleggen voor de opmaak van het dossier en/of de bewijsstukken waaruit blijkt dat de subsidie werd aangewend voor de doeleinden waarvoor ze werd toegekend, volgens de modaliteiten uit de specifieke reglementen voor bepaalde premies of subsidies. De Gemeente kan deze elementen controleren.

Artikel 11

Voor subsidies met een waarde van 1.250,00€ tot 4.500,00€ per jaar zal de begunstigde van de subsidie, behoudens de bijzondere bepalingen uit de specifieke reglementen inzake het voorleggen van aanvullende bewijsstukken, aan de Gemeente de nodige stukken bezorgen voor de opmaak van het dossier en/of de bewijsstukken waaruit blijkt dat de subsidie voor het verstreken boekjaar "N-1" werd aangewend voor de doeleinden waarvoor ze werd toegekend

(tenzij er geen subsidie in "N-1" wordt toegekend). De Gemeente kan deze elementen controleren.

Artikel 12

§1. Voor subsidies met een waarde van meer dan 4.500,00 € per jaar moet de begunstigde van de subsidie vóór 15 september van het jaar (waarin de subsidie wordt ingeschreven in de gemeentelijke begroting) het volgende voorleggen aan de gemeentelijke dienst die instaat voor de relaties met de begunstigde:

1. De statuten van de rechtspersoon die in artikel 3 van het onderhavige Reglement wordt bepaald, zoals gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad. Wanneer de rechtspersoon al een subsidie heeft genoten en zijn statuten heeft neergelegd, moet ze die enkel voorleggen in het geval van een wijziging hiervan, door de aandacht te vestigen op de wijziging.
2. De rekeningen voor het verstreken boekjaar "N-1" volgens het wettelijk voorziene model voor rechtspersonen, bepaald in artikel 3 van het onderhavige Reglement;
3. De balans van de algemene rekeningen voor het verstreken boekjaar "N-1" (behalve als de begunstigde een vereenvoudigde boekhouding voert);
4. De voorlopige begroting voor het lopende boekjaar, met vermelding van de andere te ontvangen subsidies en eventuele financieringsbronnen;
5. De notulen van de Algemene Vergadering van de rechtspersoon, bepaald in artikel 3 van het onderhavige Reglement, waarin de rekeningen voor het verstreken boekjaar "N-1" en de voorlopige begroting worden goedgekeurd;
6. Het bewijs dat de rekeningen voor het verstreken boekjaar "N-1" werden neergelegd bij de NBB (Zeer Grote VZW, Grote VZW, Vennootschap met Sociaal Oogmerk en Intercommunales) en bij de griffie van de rechtbank van koophandel (Kleine VZW);
7. Een activiteitenverslag waarin het globale beleid van de rechtspersoon uit artikel 3 van het onderhavige Reglement wordt uiteengezet
8. Een verslag over het beheer en de financiële toestand met toelichtingen bij de rekeningen (bestemming en aanwending van het resultaat voor het boekjaar en het gecumuleerde resultaat), om een getrouw beeld te schetsen van de evolutie van de financiële toestand van de rechtspersoon, bepaald in artikel 3 van het onderhavige Reglement;

§2. Voor de rechtspersonen uit artikel 3 van het onderhavige Reglement waarvan de activiteiten:

- ofwel overwegend worden gefinancierd door de gemeentelijke instanties,
- ofwel onder toezicht staan van de Gemeente,
- ofwel waarbij meer dan de helft van de leden van de Raad van Bestuur en de algemene vergadering openbare mandatarissen zijn,

moet het bestuursverslag een hoofdstuk bevatten over de maatregelen die worden genomen om het goede bestuur te verzekeren van het gesubsidieerde organisme dat de informatie verstrekt:

- Wat betreft de financiële regeling voor hun mandatarissen, namelijk: het bedrag van de vergoedingen, zitpenningen, voordelen van alle aard en representatiekosten die ze ontvangen;
- Over het aanwezigheidspercentage van de mandatarissen op de verschillende vergaderingen, onder de vorm van een overzicht, alsook het totale bedrag van de zitpenningen;
- Over de bedragen die jaarlijks worden gestort aan elk van de mandatarissen.

§3. Voor de in de gemeentelijke begroting nominatief ingeschreven subsidies moet de begunstigde, naast de in paragraaf 1 vermelde bewijsstukken, ook het volgende voorleggen:

1. Een door de Gemeenteraad goedgekeurde partnerschapsovereenkomst (krachtens artikel 7 van het onderhavige Reglement) **en het jaarlijkse plan met doelstellingen, goedgekeurd door het College van Burgemeester en Schepenen voor boekjaar N, wanneer de subsidie in meerdere jaren wordt toegekend.**
2. Wanneer de begunstigde een nominatieve subsidie van meer dan 4.500€ genoot in het verstreken boekjaar "N-1", zal hij een verslag voorleggen over de realisatiegraad van de jaarlijkse doelstellingen in de loop van het verstreken boekjaar "N-1".

Artikel 13

Wanneer uit de jaarrekeningen van de begunstigde op het einde van het boekjaar blijkt dat:

§1. er een positief saldo van meer dan het bedrag van de jaarlijkse subsidie is, zal de Gemeente aan de begunstigde vragen om een verslag voor te leggen over de herkomst en bestemming van deze tegoeden, samen met de jaarrekeningen. Op basis van dit verslag behoudt het College van Burgemeester en Schepenen zich het recht voor om ofwel het bedrag van de subsidie te verlagen, ofwel de toekenning van de subsidie op te schorten en dit tot de gecumuleerde tegoeden lager zijn dan de jaarlijkse subsidie.

§2. er een negatief saldo van meer dan het bedrag van de gemeentelijke subsidie is op het einde van het boekjaar, zal de Gemeente aan de begunstigde vragen om samen met de jaarrekeningen een financieel plan voor te leggen en om de maatregelen toe te lichten die worden genomen met het oog op een financieel evenwicht.

Titel VIII: Modaliteiten voor de betaling van subsidies

Artikel 14

§1. De Gemeente past verschillende betalingsprocedures en -modaliteiten toe, naargelang van het totaalbedrag van de subsidie.

§2. Voor subsidies met een waarde van minder dan of gelijk aan 1.250,00€ per jaar, betaalt de Gemeente de volledige subsidie na controle – behoudens toepassing van artikel 8 §4 en behoudens de bijzondere bepalingen uit specifieke reglementen - van de geldigheid van de bewijsstukken en documenten die overeenkomstig artikel 10 worden voorgelegd door de begunstigde.

§3 Voor subsidies met een waarde van 1.250,00€ tot 4.500,00€ per jaar, betaalt de Gemeente de volledige subsidie na controle – behoudens toepassing van artikel 8 §4 en behoudens de bijzondere bepalingen uit specifieke reglementen - van de geldigheid van de bewijsstukken en documenten die overeenkomstig artikel 11 worden voorgelegd door de begunstigde, onverminderd de bijzondere bepalingen uit specifieke reglementen waarin wordt geëist dat aanvullende bewijsstukken worden voorgelegd.

§4. Voor terugkerende subsidies met een waarde van meer dan 4.500,00 € per jaar, is de betaling ook onderworpen aan de evaluatie (vastgelegd in een verslag) van de realisatiegraad van de doelstellingen in de loop van het verstreken boekjaar "N-1", zoals die in het jaarlijkse plan met doelstellingen voor dit boekjaar "N-1" zijn vastgelegd door de gemeentelijke dienst die instaat voor de relaties met de begunstigde (**uitgezonderd het eerste boekjaar waarop de raamovereenkomst voor meerdere jaren betrekking heeft**).

Het College van Burgemeester en Schepenen zal het bedrag van de te betalen subsidie aanpassen afhankelijk van de realisatiegraad van de vastgelegde doelstellingen.

Deze modaliteit geldt niet voor het eerste boekjaar waarop de raamovereenkomst voor meerdere jaren betrekking heeft.

§5. In geval van niet-naleving van de gebruiksvoorwaarden voor de subsidie of afwezigheid van bewijsstukken in verband met de uitgaven, moet de in "N-1" toegekende subsidie worden terugbetaald in boekjaar "N".

Artikel 15

De betaling van een subsidie moet overeenkomen met het jaar waarop ze betrekking heeft. Voor de overdracht van begrotingskredieten geldt een limiet van één bijkomend boekjaar (N+1). Na deze termijn, d.w.z. op 31 december van boekjaar N+1, is een subsidie niet langer opeisbaar.

Artikel 16

§1. De begunstigden wiens werkingskosten, voor het verstreken boekjaar, meer dan 2/3 van het totaal van de bedrijfskosten ingeschreven in de resultatenrekening bedragen en/of die een subsidie ontvangen gelijk aan of groter dan 7.000,00 €, kunnen aan het gemeentebestuur van Schaarbeek vragen om 80% van de subsidie voor het jaar N in twaalf (maandelijkse) schijven of in één keer uit te betalen, door een verslag voor te leggen over de noodzaak om het volledige voorschot te ontvangen.

Deze voorschotbetaling is onderworpen aan de voorafgaande goedkeuring van het College van Burgemeester en Schepenen en kan worden aangevraagd van zodra de gemeentelijke begroting uitvoerbaar is verklaard door middel van de goedkeuring hiervan door de hogere instantie.

§2. Het ontvangen voorschot moet integraal worden terugbetaald aan de Gemeente indien de bewijsstukken uit artikel 11 en 12 van het onderhavige Reglement niet aan de Gemeente werden voorgelegd op uiterlijk 31 juli van het boekjaar volgend op het boekjaar waarin een gemeentelijke subsidie werd toegekend.

Titel IX: Terugvordering van subsidies & geschillen

Artikel 17

De begunstigde van een subsidie moet deze geheel of gedeeltelijk terugbetalen in de gevallen die worden vermeld:

§1. In artikel 7 van de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige subsidies verleend door de gemeenten.

§2. In artikel 8§1, 14§5 en 16§2 van het onderhavige Reglement.

§3. De toekenning van nieuwe subsidies zal worden opgeschort in de gevallen die worden vermeld in artikel 8 van de in paragraaf 1 vernoemde wet.

Artikel 18

Elke begunstigde zal in de volgende gevallen het genot van de subsidie verliezen:

1. Een dubbele subsidie voor eenzelfde uitgave;
2. Verwarring tussen de rekeningen van de begunstigde en die van de bestuurders;
3. Verwarring tussen de rekeningen van verscheidene begunstigden;
4. Niet-naleving van de wet betreffende vzw's, stichtingen, vennootschappen met een sociaal oogmerk of intercommunales;
5. Niet-naleving van de regels die in subsidiebesluiten zijn vastgelegd;
6. Niet-naleving van de fiscale, sociale en boekhoudingswetten;
7. Niet-naleving van de wetgeving inzake overheidsopdrachten;
8. Niet-naleving van de sectoriële wetten en regels;
9. Onbetrouwbaarheid van de jaarrekeningen;
10. Niet-naleving van het onderhavige Reglement;
11. Liquidatie van de begunstigde, vóór de subsidie wordt aangewend.

Artikel 19

De begunstigde van een subsidie kan geen enkele vergoeding eisen van de Gemeente uit

hoofde van de bedragen die hij verschuldigd zou zijn aan de Gemeente.

Titel X: Slotbepalingen

Artikel 20

Het College van Burgemeester en Schepenen kan de in het onderhavige Reglement vastgelegde bedragen indexeren.

Artikel 21

§1. Dit Reglement zal onmiddellijk na de goedkeuring door de Gemeenteraad in werking treden voor eenmalige subsidies.

§2. Voor de andere subsidies zal dit Reglement deels in werking treden; de bepalingen uit dit Reglement zullen onmiddellijk na de goedkeuring door de Gemeenteraad worden toegepast, uitgezonderd de modaliteiten uit artikel 4 en 5 die pas vanaf de subsidies in het kader van de gemeentelijke begroting voor 2019 van toepassing zullen zijn.

DÉVELOPPEMENT STRATÉGIQUE ET DURABLE -- STRATEGISCHE EN DUURZAME ONTWIKKELING

Programme de prévention urbaine -- Programma voor stadspreventie

SP 8.- Développement Stratégique et Durable- Programme de Prévention Urbaine - Plan stratégique de sécurité et de prévention (PSSP) 2018-2019 -- Strategische en duurzame ontwikkeling - Stedelijk preventie programma - Strategisch veiligheids- en Preventieplan (SVPP) 2018-2019

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté

Vu l'obligation pour la Commune de respecter ses engagements contractuels vis-à-vis des pouvoirs subsidiaires ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'arrêté royal du 7 novembre 2013 relatif aux plans stratégiques de sécurité et de prévention et aux dispositifs Gardiens de la Paix 2014-2017 ;

Vu l'arrêté royal du 25 décembre 2017 relatif à la prolongation 2018-2019 des plans stratégiques de sécurité et de prévention 2014-2017

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins du 06.03/2018 ;

DECIDE :

1. D'approuver le projet de convention du Plan stratégique de sécurité et de prévention 2018-2019
2. De donner délégation au Collège des Bourgmestres et Echevins pour signer les conventions particulières d'exécution avec les partenaires locaux.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

Gelet op de verplichting, voor de Gemeente, om haar contractuele verbintenissen tegenover de subsidiërende overheid na te komen;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 november 2013 betreffende de strategische veiligheids- en preventieplannen en van de dispositieven Gemeenschapwachten voor 2014-2017 ;

Gelet op het Koninklijk besluit van 25 december 2017 betreffende de verlenging 2018-2019 van de strategische veiligheids-en preventieplannen 2014-2017 ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 06.03/2018;

BESLUIT :

1. het voorstel van overeenkomst aan het strategisch veiligheids- en preventieplan voor 2018-2019 goed te keuren.
2. Aan het College van Burgemeester en Schepenen volmacht te geven om de overeenkomsten met de partners te ondertekenen.

* * *

Les personnes suivantes entrent en séance: Angelina Chan, Cécile C.J. Jodogne, Fatiha El Khattabi -- De volgende personen treden ter vergadering: Angelina Chan, Cécile C.J. Jodogne, Fatiha El Khattabi.

* * *

SP 9.- Programme de Cohésion sociale : modification du décret – Avis officiel de la commune -- Programma voor Sociale Cohesie: Wijziging van het decreet - Officieel advies van de gemeente

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté

Vu les articles 117 et 123 de la nouvelle loi communale ;

Vu le décret du 13 mai 2004 du Collège de la Commission communautaire française (COCOF) relatif à l'octroi de subventions aux communes pour la Cohésion sociale et fixant les critères d'octroi de la dite subvention ;

Vu l'avant-projet de décret relatif à la Cohésion sociale adopté en 1^{re} lecture par le Collège de la COCOF le 23 novembre 2017;

Vu le Contrat communal 2016-2020 approuvé en séance du Collège le 16 juin 2015;

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins en sa séance du 20 mars 2018;

DECIDE :

d'approuver l'avis relatif à l'avant-projet de décret Cohésion sociale à présenter à la COCOF le 10 avril 2018.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

Gelet op artikels 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het besluit van 13 mei 2004 van het College van de Franse communautaire

Commissie (COCOF) betreffende de toekenning van subsidies aan de gemeenten voor de Sociale Cohésie en dat de toekenningscriteria van bovenvermelde subsidie bepaalt;

Gelet op het voorontwerp van décret betreffende Sociale Cohésie in eerste lezing door het COCOF-college van 23 november 2018 goedgekeurd;

Gelet op het gemeentecontract 2016-2020 door het College van 16 juni 2015 goedgekeurd;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 20 maart 2018;

BESLUIT :

het advies, over het voorontwerp van het Sociale Cohésie-decreet dat op 10 april 2018 aan COCOF zal worden voorgelegd, goed te keuren.

Eco-conseil -- Milieuraadgeving

SP 10.- Charte communale relative à l'installation de bacs potagers aux pieds d'arbres -

Approbation -- Gemeentelijke handvest voor de plaatsing van moestuinbakken aan de voet van bomen - Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu le projet de « charte relative à l'installation de bacs potagers aux pieds d'arbres », jointe en annexe ;

Considérant que cette charte vise à définir les modalités de mise à disposition d'une fosse

d'arbre à un (ou plusieurs) habitant(s) pour y placer un bac potager et/ou fleuri ;

Considérant que cette démarche citoyenne vise généralement à embellir le quartier et limiter les dépôts de poubelles et autres débris aux pieds des arbres, lesquels dégradent les fosses d'arbres suite aux écoulements ;

Considérant que la charte a été soumise pour approbation au service des Espaces Verts et que celui-ci a rendu un avis positif ;

Vu la décision du collège des Bourgmestres et Echevins du 20 mars 2018 ;

DECIDE

D'approuver et de signer la charte relative à l'installation de bacs potagers aux pieds d'arbres :

INSTALLATION DE BACS POTAGERS AUX PIEDS D'ARBRES

CHARTRE DE PARTENARIAT

1. **Contexte**

Dans le cadre de sa politique de développement durable, le Collège des Bourgmestres et Echevins de Schaerbeek souhaite encourager les initiatives citoyennes visant à réintroduire la biodiversité en ville et à favoriser une alimentation plus durable. A ce titre, les Schaerbeekois.es sont autorisés.es à placer des bacs potagers au pied des arbres qui se trouvent dans leur rue. Cette autorisation est délivrée sous réserve du respect des règles en vigueur, (notamment le règlement Général de Police en matière de sécurité des usagers de la voie publique), ainsi que des modalités de mise en œuvre qui suivent.

1. **Engagements du partenaire**

Les riverains qui souhaitent placer et gérer un ou des bac(s) sont, ci-après, dénommés « les participants » :

Article 1:

Les participants s'engagent à placer les bacs potagers sur les fosses d'arbres, sans empiéter sur le trottoir, sans abimer les racines des arbres, sans enlever les arceaux métalliques protecteurs, et le cas échéant, en maintenant accessible le système d'arrosage des arbres. Les participants s'engagent à respecter les prescriptions établies préalablement (lors de l'examen des demandes) par service Espaces Verts en termes de contraintes techniques (les arbres trop jeunes ne pourront accueillir de bac au sein de leur fosse) et de sécurité (les fosses trop exposées à une circulation rapide ne pourront accueillir de bacs).

Article 2:

Les participants s'engagent à cultiver leurs bacs potager de façon écologique sans utilisation d'engrais de synthèse, ni pesticides ;

Article 3:

Les participants cultivent, distribuent et échangent leur culture maraîchère gratuitement ;

Article 4:

Dans l'exercice de leurs activités, les participants s'engagent à ne pas nuire à la tranquillité de leurs voisins ;

Article 5:

Les participants veilleront à ce qu'aucun détritrus, récipients, outils, ne traîne dans le(s) bac(s) ou aux abords ;

Article 6:

Les participants s'engagent à placer des bacs potagers amovibles et à les déplacer si la commune leur en fait la demande, (en cas d'interventions des gestionnaires des impétrants par exemple) ;

Article 7:

Les participants s'engagent à placer les bacs potagers de sorte qu'ils ne gênent en aucun cas la circulation piétonne et la sortie des occupants des véhicules garés. Pour ce faire, les bacs devront laisser 1.50 m minimum de largeur de passage aux piétons et 0.90 m minimum de passage entre les bacs potagers et les véhicules garés pour ne pas gêner l'ouverture des portières ;

Article 8:

Les participants font le choix d'un matériau durable pour leur bac (exemple bois FSC, PEFC) uniforme et d'une dimension identique pour chaque bac placé. Ils veillent à la bonne tenue de l'aménagement de leurs bacs sur le long terme ;

Article 9:

Les participants désignent une personne garante du bon entretien des bacs installés, dénommée la personne responsable. La personne responsable assure le suivi vers la commune et communique sur tout changement qui surviendrait ou toute autre information utile permettant le bon déroulement du projet sur le long terme et son évaluation à court et moyen terme ;

Article 10:

Tout litige concernant les obligations nées des dispositions de la présente charte peut être réglé de commun accord. A défaut, Le Collège des Bourgmestre et Échevins est chargé de résoudre, dans le respect du principe d'égalité, de non-discrimination et des dispositions légales et réglementaires en vigueur, toute contestation qui pourrait survenir dans l'application de la présente charte.

1. **Fin du partenariat**

La commune se réserve le droit de mettre fin au partenariat si les participants ne respectent pas leurs engagements, sans que ceux-ci ne puissent réclamer une quelconque indemnité. De même, les participants sont tenus d'informer par écrit le service Espaces Verts, de leur volonté de mettre fin au partenariat, minimum 2 mois à l'avance. Le cas échéant, la commune se réserve le droit d'exiger en fin de partenariat la restauration des fosses d'arbres dans leur état primitif.

En cas de résiliation du partenariat à leurs torts et griefs, les participants devront supporter tous les frais, débours et dépens provenant de cette résiliation.

1. **Coordonnées de contact**

Pour la commune de Schaerbeek:

Service Espaces verts : proprete@schaerbeek.irisnet.be
0800/939.88

Pour le partenaire :

Numéro d'identification du/des arbres :

.....

Adresse postale du lieu d'accueil du/des bacs :

.....

Nom et contact (mail, tél.) de la personne de contact principale :

.....

.....

Nom et contact (mail, tél.) de la personne de contact suppléante :

.....
...
.....
...

1. **Acceptation de la charte**

Les participants approuvent la présente charte.
Le Collège des Bourgmestres et Echevins reste compétent pour prendre position pour toutes dispositions qui n'auraient pas été prévues dans la présente charte.
Signé à Schaerbeek, le

Les participants, représentés par :

.....
(Signature + Nom et Prénom)

La commune de Schaerbeek, agissant sous condition suspensive de la décision à prendre par le Conseil communal et de la non annulation de cette décision par l'autorité de Tutelle

Par Ordonnance, Le Secrétaire Communal, David NEUPREZ	Le Bourgmestre Bernard CLERFAYT
---	--

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

DE GEMEENTERAAD

Gelet op de artikelen 117 en 123 van de Nieuwe Gemeentewet;
Gelet op het ontwerp van een "charter voor de plaatsing van moestuinbakken aan de voet van bomen", hierbij gevoegd;
Overwegende dat dit charter bedoeld is om de modaliteiten vast te leggen voor de terbeschikkingstelling van een boomperk aan een (of meer) bewoner(s) om daar een moestuin- of bloembak te plaatsen;
Overwegende dat dit burgerinitiatief over het algemeen bedoeld is om de wijk te verfraaien en te voorkomen dat vuilbakken en ander afval aan de voet van bomen wordt geplaatst, die de boomperken beschadigen wanneer ze lekken;
Overwegende dat het charter ter goedkeuring werd voorgelegd aan de dienst Groene Ruimtes en dat deze dienst een positief advies gaf;
Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 20 maart 2018;
BESLUIT

Om het charter voor de plaatsing van moestuinbakken aan de voet van bomen goed te keuren en te ondertekenen:

**PLAATSING VAN MOESTUINBAKKEN AAN DE VOET VAN BOMEN
PARTNERSCHAPSCHARTER**

1. **Context**

In het kader van zijn beleid inzake duurzame ontwikkeling wil het Schaerbeekse College van Burgemeester en Schepenen burgerinitiatieven aanmoedigen die opnieuw voor biodiversiteit in de stad zorgen en een duurzamere voeding promoten. Hiertoe is het de Schaarbekenaren toegelaten om moestuinbakken te plaatsen aan de voet van de bomen in hun straat. Deze toelating wordt gegeven onder voorbehoud van de naleving van de geldende regels (meer bepaald het algemeen politiereglement betreffende de veiligheid van gebruikers van de openbare weg), alsook de onderstaande uitvoeringsmodaliteiten.

1. **Verbintenissen van de partner**

De buurtbewoners die een of meer bakken willen plaatsen en beheren, worden hierna "de deelnemers" genoemd:

Artikel 1:

De deelnemers verbinden zich ertoe om de moestuinbakken in de boomperken te plaatsen, zonder het voetpad in te nemen, zonder de wortels van de bomen te beschadigen, zonder de metalen beschermbogen te verwijderen en, desgevallend, door het boomirrigatiesysteem toegankelijk te houden.

De deelnemers verbinden zich ertoe om de voorschriften na te leven die voorafgaandelijk (bij het onderzoek van de aanvragen) werden vastgelegd door de dienst Groene Ruimtes met betrekking tot technische beperkingen (er mag geen bak worden geplaatst in het boomperk van te jonge bomen) en veiligheidsbeperkingen (er mogen geen bakken worden geplaatst waar snel wordt gereden).

Artikel 2:

De deelnemers verbinden zich ertoe om hun moestuinbakken ecologisch te cultiveren, zonder kunstmeststoffen of pesticiden te gebruiken;

Artikel 3:

De deelnemers zullen hun oogst gratis cultiveren, verdelen en uitwisselen;

Artikel 4:

De deelnemers verbinden zich ertoe om de rust van hun buren niet te verstoren tijdens het uitoefenen van hun activiteiten;

Artikel 5:

De deelnemers zullen er op toezien dat er geen afval, verpakkingen of gereedschap in hun bak(ken) of errond ligt;

Artikel 6:

De deelnemers verbinden zich ertoe om verwijderbare moestuinbakken te plaatsen en deze te verplaatsen als de gemeente dat vraagt (bijvoorbeeld in geval van interventies door nutsbedrijven);

Artikel 7:

De deelnemers verbinden zich ertoe om de moestuinbakken zodanig te plaatsen dat ze in geen geval het voetgangersverkeer of het verlaten van parkeerplaatsen verhinderen. Hiertoe moeten de bakken een doorgang laten van minstens 1,50 m breed voor voetgangers en minstens 0,90 m tussen de bakken en de geparkeerde voertuigen, zodat de deuren geopend kunnen worden;

Artikel 8:

De deelnemers kiezen een uniform en duurzaam materiaal voor hun bak (bijvoorbeeld FSC-, PEFC-hout); ook zal elke bak dezelfde afmetingen hebben. Ze zien toe op de goede staat van hun bakken op lange termijn;

Artikel 9:

De deelnemers duiden een verantwoordelijke aan die zal instaan voor het onderhoud van de geplaatste bakken. Deze verantwoordelijke zorgt voor de opvolging naar de gemeente toe en communiceert over elke mogelijke wijziging of alle andere nuttige informatie voor het goede verloop van het project op lange termijn en de evaluatie hiervan op korte en middellange termijn;

Artikel 10:

Elk geschil over de verplichtingen die voortvloeien uit de bepalingen van dit charter, kan in wederzijds overleg worden beslecht. Bij gebreke hieraan is het College van Burgemeester en Schepenen bevoegd om, in overeenstemming met het gelijkheidsbeginsel, het non-discriminatiebeginsel en de geldende wettelijke en regelgevende bepalingen, elk geschil te beslechten dat kan optreden bij de toepassing van het onderhavige charter.

1. **Einde van het partnerschap**

De gemeente behoudt zich het recht voor om het partnerschap te beëindigen indien de deelnemers hun verbintenissen niet nakomen, zonder dat deze laatsten enige schadevergoeding kunnen eisen.

De deelnemers dienen eveneens de dienst Groene Ruimtes minstens 2 maanden op voorhand schriftelijk op de hoogte te brengen van hun intentie om het partnerschap te beëindigen.

Desgevallend behoudt de gemeente zich het recht voor om aan het einde van het partnerschap te eisen dat de boomperken in hun oorspronkelijke staat worden hersteld.

In geval van ontbinding van het partnerschap te hunnen laste moeten de deelnemers alle kosten en uitgaven dragen die voortvloeien uit deze ontbinding.

1. **Contactgegevens**

Voor de gemeente Schaarbeek:

Dienst Groene Ruimtes: netheid@schaarbeek.irisnet.be

0800/939.88

Voor de partner:

Identificatienummer van de boom/bomen:

.....

Postadres van de plaats van de bak(ken):

.....

Naam en contactgegevens (e-mail, tel.) van de hoofcontactpersoon:

.....

.....

.....

Naam en contactgegevens (e-mail, tel.) van de vervanger:

.....

...

.....

...

1. **Aanvaarding van het charter**

De deelnemers keuren het onderhavige charter goed.

Het College van Burgemeester en Schepenen blijft bevoegd om een standpunt in te nemen over alle bepalingen die niet in het onderhavige charter voorzien zouden zijn.

Ondertekend te Schaarbeek, op

De deelnemers, vertegenwoordigd door:

.....

(Handtekening + Naam en Voornaam)

De gemeente Schaarbeek, die optreedt onder de opschortende voorwaarde van de door de gemeenteraad te nemen beslissing en het niet annuleren van deze beslissing door de

toezichthoudende overheid

In opdracht, De gemeentesecretaris, David NEUPREZ	De burgemeester. Bernard CLERFAYT
---	--

SP 11.- Prime communale aux initiatives citoyennes visant à démarrer une initiative de développement durable- Modification du règlement. -- Gemeentelijke premie voor burgerinitiatieven om een lokaal en duurzaam ontwikkelingsproject te starten.- Reglementswijziging.

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117 et 119 de la nouvelle loi communale;

Considérant qu'une prime communale aux initiatives citoyennes visant à démarrer un projet local de développement durable a pour objectif d'encourager les Schaerbeekoïses à contribuer de manière active à l'évolution de la société et plus modestement à l'évolution de leur quartier et de leur commune;

Considérant qu'un montant de 15.000 € est inscrit à l'article 930/332-02/-/23 du budget ordinaire 2018 au titre de " Subsidies aux organismes au service des ménages";

Qu'il y a lieu de destiner annuellement ce montant à l'octroi d'une prime communale aux initiatives citoyennes visant à démarrer un projet local de développement durable;

Considérant qu'il y a lieu de mettre le règlement relatif à cette prime en conformité avec le nouveau règlement général relatif à l'octroi, l'emploi et le contrôle des subventions communales, adopté par le Collège communal le 6 février 2018;

Vu le rapport du Collège des Bourgmestres et Echevins en date du 13 mars 2018;

Considérant qu'il y a lieu de faire droit aux conclusions de ce rapport;

DECIDE:

D'adopter le texte suivant, portant

Règlement relatif à l'octroi d'une prime communale aux initiatives citoyennes visant à démarrer un projet de développement durable.

Article 1 : Champ d'application

Une prime communale peut être octroyée à toute association de personnes physiques ou morales en vue de contribuer au démarrage d'une initiative émergente et originale qui s'inscrit dans le cadre du développement durable visant à améliorer la qualité de vie des Schaerbeekoïses. Cette prime ne peut être octroyée qu'une seule fois, pour lancer un nouveau projet. Le montant de ce soutien communal ne dépassera pas 3000€.

Article 2 : Bénéficiaires

L'appel est ouvert aux acteurs locaux suivants :

- Associations de fait (tout groupe de deux ou plusieurs personnes qui s'associent pour poursuivre une but d'intérêt général).
- Associations sans but lucratif (ASBL).

Article 3 : Conditions d'octroi

- Le projet sera présenté par écrit au Collège des Bourgmestres et Échevins et devra comprendre au minimum les éléments suivants :
 - Identité(s) du ou des porteur(s) de projet et numéro de compte sur lequel le soutien financier pourra être versé ;
 - Présentation succincte de l'idée émergente ;
 - Description détaillée du budget envisagé avec, le cas échéant, les devis y relatifs ;
 - Objectifs poursuivis, constats et arguments établissant qu'il s'agit d'un projet de développement durable (équilibre entre les objectifs environnementaux, économiques et sociaux) visant à améliorer la qualité de vie des Schaerbeekoïses.
- Le projet devra être original, innovant et collectif. Le caractère pérenne des projets au-delà de la période de soutien constitue un atout.
- Les demandeurs s'engagent à prendre les dispositions réglementaires et les assurances nécessaires à la réalisation de leur projet et/ou activités qui s'exerceront

sous leur entière responsabilité.

Article 4 : Procédure administrative

1°) Les demandes de primes communales aux initiatives citoyennes devront être adressées au Collège des Bourgmestre et Échevins de la commune de Schaerbeek sur base du formulaire spécifique, dûment complété et signé par les porteurs du projet.

2°) Les demandes de primes pourront être introduites tout au long de l'année.

3°) Le dossier de demande de prime sera soumis à l'approbation du Collège des Bourgmestre et Échevins qui au vu de ce dossier décidera d'une part si le projet en question peut bénéficier de la prime et d'autre part du montant qui pourra être octroyé à ce projet. Sa décision sera notifiée au demandeur. Elle sera définitive et sans appel.

Article 5 : Dépenses éligibles

Toutes les dépenses d'investissements et de fonctionnement directement liées au projet sont éligibles, à l'exclusion des dépenses de personnel de la structure (ex : le porteur ne peut pas être rémunéré) et des frais de gestion inhérents à la structure du porteur de projet (ex : frais bancaires).

Les dépenses recevables seront datées au plus tard du mois de juin de l'année civile suivant celle de l'octroi du subsidie.

Article 6 : Modalités de paiement et de contrôle

La prime sera liquidée directement sur le numéro de compte repris dans la demande.

La prime est liquidée à 90% dès la décision d'octroi par le Collège des Bourgmestre et Échevins.

La seconde partie du subsidie (10%) sera liquidée après la remise du rapport d'activité du projet, du rapport financier et de toutes les pièces justificatives du projet (factures, tickets de caisse, versements,...). A défaut, les bénéficiaires de la prime sont tenus de restituer le montant versé.

Article 7 : Non-exécution du projet

En cas de non-exécution totale ou partielle du projet, les montants non dépensés ou relatifs à des dépenses non acceptées, seront réclamés aux porteurs du projet.

Article 8 : Contestations

Le Collège des Bourgmestre et Échevins est chargé de résoudre, dans le respect du principe d'égalité, de non-discrimination et des dispositions légales et réglementaires en vigueur, toute contestation qui pourrait survenir de l'application du présent règlement.

Article 9 : Applicabilité

L'application du présent règlement est subordonnée à l'approbation, par l'Autorité de tutelle, du crédit inscrit à cet effet au budget communal annuel, et à son non-épuisement.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

DE GEMEENTERAAD

Gelet op de artikelen 117 en 119 van de nieuwe gemeentewet;

Overwegende dat een gemeentelijke premie voor burgerinitiatieven om een lokaal en duurzaam ontwikkelingsproject te starten is bedoeld, met weinig kosten, om de inwoners te stimuleren om actief tot de evolutie van de maatschappij bij te dragen en bescheidener tot de evolutie van hun wijk en hun gemeente;

Overwegende dat een bedrag van 15.000€ ingeschreven is op het artikel 930/332-02/-/23 van de gewone begroting van 2018 " Subsidies aan instellingen ten dienste van gezinnen ";

Dat jaarlijks dit bedrag bestemd wordt voor gemeentelijke premie voor burgerinitiatieven om een lokaal en duurzaam ontwikkelingsproject te starten;

Overwegende dat het noodzakelijk is om de reglement voor deze premie in overeenstemming te brengen met de nieuwe algemene verordening inzake de toekenning, de tewerkstelling en de controle van de gemeentelijke subsidies, aangenomen door het College van Burgemeester en Schepenen van 6 februari 2018;

Gelet op het verslag van het College van Burgemeester en Schepenen van 13 maart 2018;

Overwegende dat het past recht te laten gelden aan dit verslag;

BESLUIT:

De volgende tekst goed te keuren, geldende

Reglement voor gemeentelijke premie voor burgerinitiatieven om een lokale en duurzaam ontwikkelingsproject te starten.

Artikel 1: Toepassingsgebied

Een gemeentelijke premie kan worden toegekend aan elke vereniging van natuurlijke of rechtspersonen als bijdrage aan de opstart van een nieuw en origineel initiatief in het kader van duurzame ontwikkeling, bedoeld om de levenskwaliteit van de Schaarbekenaren te verbeteren. Deze premie kan slechts eenmaal worden toegekend, om een nieuw project op te starten. Het bedrag van de gemeentelijke steun zal maximaal 3000 € bedragen.

Artikel 2: Begunstigden

Deze premie kan worden toegekend aan de volgende lokale actoren:

- Feitelijke verenigingen (elke groep van twee of meer personen die zich verenigen voor een doel van algemeen belang).
- Verenigingen zonder winstoogmerk (vzw).

Artikel 3: Toekenningsvoorwaarden

- Het project zal schriftelijk aan het College van Burgemeester en Schepenen worden voorgelegd en moet minstens de volgende elementen bevatten:
 - Identiteit van de projectverantwoordelijken en het rekeningnummer waarop de financiële steun kan worden gestort;
 - Beknopte voorstelling van het nieuwe idee;
 - Gedetailleerde beschrijving van het beoogde budget en, desgevallend, de daarmee verband houdende bestekken;
 - Nagestreefde doelen, vaststellingen en argumenten die aantonen dat het om een project rond duurzame ontwikkeling gaat (evenwicht tussen de milieu-, economische en sociale doelstellingen) om de levenskwaliteit van de Schaarbekenaren te verbeteren.
- Het project moet origineel, vernieuwend en collectief zijn. De duurzaamheid van projecten na de ondersteuningsperiode is een troef.
- De aanvragers verbinden zich ertoe om de reglementaire bepalingen na te leven en de nodige verzekeringen af te sluiten voor hun project en/of activiteiten die op hun volledige verantwoordelijkheid zullen plaatsvinden.

Artikel 4: Administratieve procedure

1°) Aanvragen voor een gemeentelijke premie voor burgerinitiatieven moeten aan het College van Burgemeester en Schepenen van de gemeente Schaarbeek worden gericht, aan de hand van het daartoe voorziene formulier, behoorlijk ingevuld en ondertekend door de projectverantwoordelijken.

2°) Premieaanvragen kunnen heel het jaar door worden ingediend.

3°) Het dossier voor de premieaanvraag zal ter goedkeuring worden voorgelegd aan het College van Burgemeester en Schepenen dat op basis van dit dossier enerzijds zal beslissen of het project in kwestie in aanmerking komt voor de premie en anderzijds zal beslissen over het bedrag dat aan dit project kan worden toegekend. De beslissing zal aan de aanvrager worden meegedeeld. Ze zal definitief en onherroepelijk zijn.

Artikel 5: In aanmerking komende uitgaven

Alle investerings- en werkingskosten die rechtstreeks verband houden met het project, komen in aanmerking, met uitsluiting van de kosten in verband met het personeel van de structuur (bv.: de verantwoordelijke kan niet worden vergoed) en de beheerskosten die inherent zijn aan de structuur van de projectverantwoordelijke (bv.: bankkosten).

De ontvankelijke uitgaven moeten uiterlijk in juni van het jaar volgend op de toekenning van de premie gedateerd zijn.

Artikel 6: Betalings- en controlemodaliteiten

De premie zal rechtstreeks op het in de aanvraag vermelde rekeningnummer worden gestort. Na de toekenningsbeslissing van het College van Burgemeester en Schepenen zal 90% van de premie worden betaald.

Het tweede deel van de premie (10%) zal worden betaald na indiening van het activiteitenverslag over het project, het financieel verslag en alle bewijsstukken voor het project (facturen, kassatickets, stortingen,...). Bij gebreke hieraan zullen de begunstigden van de premie het gestorte bedrag moeten terugbetalen.

Artikel 7: Niet-uitvoering van het project

In geval van de volledige of gedeeltelijke niet-uitvoering van het project, zullen de niet-uitgegeven bedragen of de bedragen in verband met niet-aanvaarde uitgaven worden teruggevorderd van de projectverantwoordelijken.

Artikel 8: Geschillen

Het College van Burgemeester en Schepenen is bevoegd om, in overeenstemming met het gelijkheidsbeginsel, het non-discriminatiebeginsel en de geldende wettelijke en regelgevende bepalingen, elk geschil te beslechten dat kan optreden bij de toepassing van het onderhavige reglement.

Artikel 9: Toepasselijkheid

De toepassing van het onderhavige reglement is onderworpen aan de goedkeuring door de toezichthoudende overheid van het krediet dat te dien einde wordt ingeschreven in de jaarlijkse gemeentebegroting, en aan de beschikbare begrotingskredieten.

* * *

Mohamed Reghif entre en séance -- Mohamed Reghif treedt ter vergadering.

* * *

SP 12.- Prime communale à l'aménagement des jardins de façade- Modification du règlement. -- Gemeentelijke premie voor de inrichting van voortuintjes - Reglementswijziging.

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117 et 119 de la nouvelle loi communale;

Considérant qu'une prime communale à l'aménagement des jardinets de façade aurait pour objectif d'inciter tout propriétaire ou occupant d'un immeuble situé sur le territoire de Schaerbeek à restituer à la zone de recul sa fonction et caractère d'origine et à augmenter la superficie perméable de la zone de recul;

Considérant qu'un montant de 15.000 € est inscrit à l'article 930/331-01/-/23 du budget ordinaire 2018 au titre de " Subsidés aux organismes au service des ménages ";

Qu'il y a lieu de destiner annuellement une partie de ce montant à l'octroi d'une prime relative à l'aménagement des jardinets de façade ;

Considérant qu'un tel article sera inscrit chaque année au budget;

Considérant qu'il y a lieu de mettre le règlement spécifique relatif à l'attribution de cette prime en conformité avec le nouveau règlement général sur l'octroi, l'emploi et le contrôle des subventions communales, adopté par le Collège communal en date du 6 février 2018.

Vu le rapport du Collège des Bourgmestres et Echevins en date du 13 mars 2018;

Considérant qu'il y a lieu de faire droit aux conclusions de ce rapport;

DECIDE:

D'adopter le texte suivant, portant

Règlement relatif à l'octroi d'une prime communale à l'aménagement des jardinets de façade

Article 1 : Champ d'application

Dans les limites du présent règlement et des crédits budgétaires disponibles, la commune de Schaerbeek octroie une prime à tout propriétaire ou occupant d'un immeuble situé sur le territoire de Schaerbeek qui effectue des travaux:

restituant à la zone de recul sa fonction d'origine;

augmentant la superficie perméable de la zone de recul.

Article 2: Conditions d'octroi et montant

L'aménagement sera réalisé dans le respect des règles en vigueur, notamment le Règlement Communal d'Urbanisme, le Règlement Régional d'Urbanisme et le Code Rural.

Au minimum deux tiers de la superficie totale de la zone de recul devront être perméables, lorsque la configuration le permet.

La prime ne sera pas octroyée dans le cas où l'aménagement actuel de la zone de recul est contraire à la réglementation urbanistique et fait l'objet d'un constat d'infraction notifié par procès-verbal au nom du demandeur de la prime.

La prime ne peut couvrir tout ou partie des frais de travaux couverts, en tout ou en partie, par une prime octroyée par une autre autorité publique, notamment par la Région bruxelloise.

Lorsque les travaux visent à restituer à la zone de recul sa fonction d'origine de jardinets, le montant de la prime est fixé à 50% du montant total des travaux admis par le Collège des Bourgmestres et Echevins, avec un maximum de 750€ par demande et par période de cinq ans ;

Lorsque les travaux visent à rendre perméables au minimum les deux tiers de la superficie totale de la zone de recul, le montant de la prime est fixé à 50% du montant total des travaux de perméabilisation admis par le Collège des Bourgmestres et Echevins, avec un maximum de 150 € par demande et par période de cinq ans.

Article 3: Formes, délais et pièces justificatives

1°) La demande de prime doit être adressée au Collège des Bourgmestres et Echevins avant le début des travaux.

2°) La demande de prime est introduite au moyen du formulaire spécifique, complété. Ce formulaire est accompagné d'une photo couleur de la façade et du jardinets ainsi que du plan d'aménagement avec une vue en plan et une vue en élévation, d'un descriptif de la clôture, qui devra être réalisée en matériaux d'origine, durables et résistants, et, le cas échéant, d'un plan d'aménagement et d'un descriptif sommaires des végétaux qui seront plantés.

3°) La demande sera soumise à l'approbation du Collège des Bourgmestres et Echevins, qui peut, le cas échéant, assortir son approbation de conditions.

Article 4 : Modalités de contrôle et de paiement

1°) Au terme des travaux, le demandeur transmettra à l'administration communale les factures et autres justificatifs relatifs aux travaux, ainsi que des photos des travaux, dans l'année civile qui suit leur approbation. À défaut, les travaux seront d'office réputés ne pas avoir été effectués.

2°) Le délégué communal déterminera, le cas échéant par une visite sur place, si les travaux effectués correspondent au projet approuvé par le Collège, aux règlements communaux et régionaux, et rédigera un avis à ce sujet.

3°) Le Collège des Bourgmestres et Echevins, au vu des pièces justificatives et de l'avis suite à l'éventuelle visite du délégué communal, décidera de la liquidation de la prime communale. Sa décision sera notifiée au demandeur dans le mois ; elle sera définitive et sans appel.

4°) Le cas échéant, la prime visée sera liquidée directement au demandeur.

Article 5 : Contestations

Le Collège des Bourgmestres et Echevins est chargé de résoudre, dans le respect du principe d'égalité, de non-discrimination et des dispositions légales et réglementaires en vigueur, toute

contestation qui pourrait survenir dans l'application du présent règlement.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

DE GEMEENTERAAD

Gelet op de artikelen 117 en 119 van de nieuwe gemeentewet;

Overwegende dat een gemeentelijke toelage voor de inrichting van voortuintjes tot doel zou hebben, met weinig kosten, om elke eigenaar of bewoner van een gebouw gelegen op het grondgebied van Schaarbeek te stimuleren om de achteruitbouwstrook in zijn originele staat te herstellen en de waterdoorlatende oppervlakte van het achteruitbouwstrook te vergroten;

Overwegende dat een bedrag van 15.000€ ingeschreven is op het artikel 930/331-01/-/23 van de gewone begroting van 2018 "Subsidies aan instellingen ten dienste van gezinnen";

Dat jaarlijks een gedeelte van dit bedrag bestemd wordt voor de beplanting van voorgevels;

Overwegende dat dit artikel elk jaar in de begroting wordt ingeschreven;

Overwegende dat het noodzakelijk is om de specifieke reglement voor de toekenning van deze premie in overeenstemming te brengen met de nieuwe algemene verordening inzake de toekenning, de tewerkstelling en de controle van de gemeentelijke subsidies, aangenomen door het College van Burgemeester en Schepenen van 6 februari 2018;

Gelet op het verslag van het College van Burgemeester en Schepenen van 13 maart 2018;

Overwegende dat het past recht te laten gelden aan dit verslag;

BESLUIT:

De volgende tekst goed te keuren, geldende

Reglement voor gemeentelijke premie voor de inrichting van voortuintjes

Artikel 1: Toepassingsgebied

Binnen de grenzen van het onderhavige reglement en de beschikbare begrotingskredieten kent de gemeente Schaarbeek een premie toe aan elke eigenaar of bewoner van een gebouw op het grondgebied van Schaarbeek die werken uitvoert:

om de oorspronkelijke functie van de achteruitbouwstrook te herstellen;

om de waterdoorlatende oppervlakte van de achteruitbouwstrook te vergroten.

Artikel 2: Toekenningsvoorwaarden en bedrag

De aanleg moet worden uitgevoerd volgens de geldende regels, meer bepaald de Gemeentelijke Stedenbouwkundige Verordening, de Gewestelijke Stedenbouwkundige Verordening en het Veldwetboek.

Minstens twee derde van de totale oppervlakte van de achteruitbouwstrook moet waterdoorlatend zijn, wanneer de configuratie dat toelaat.

De premie zal niet worden toegekend wanneer de huidige aanleg van de achteruitbouwstrook in strijd is met de stedenbouwkundige regels en het voorwerp uitmaakt van een vastgestelde inbreuk waarvoor een proces-verbaal werd opgemaakt tegen de aanvrager van de premie.

De premie dekt niet alle of een deel van de kosten die, geheel of gedeeltelijk, worden gedekt door een premie die door een andere openbare instantie werd toegekend, meer bepaald het Brussels Gewest.

Wanneer de werken bedoeld zijn om de oorspronkelijke functie van de achteruitbouwstrook te herstellen, bedraagt de premie 50% van het totale bedrag van de werken die door het College van Burgemeester en Schepenen zijn toegestaan, met een maximum van 750 € per aanvraag en per periode van vijf jaar;

Wanneer de werken bedoeld zijn om minstens twee derde van de totale oppervlakte van de achteruitbouwstrook waterdoorlatend te maken, bedraagt de premie 50% van het totale bedrag van de werken die door het College van Burgemeester en Schepenen zijn toegestaan, met een maximum van 150 € per aanvraag en per periode van vijf jaar.

Artikel 3: Vormen, termijnen en bewijsstukken

1°) De premieaanvraag moet vóór het begin van de werken aan het College van Burgemeester en Schepenen worden gericht.

2°) De premieaanvraag moet worden ingediend middels het daartoe voorziene, ingevulde formulier. Bij dit formulier moet een kleurenfoto van de gevel en het tuintje worden gevoegd, alsook het aanlegplan met vooraanzicht en bovenaanzicht, een beschrijving van de afsluiting die uit een origineel, duurzaam en bestendig materiaal moet bestaan, en desgevallend een aanlegplan en een korte beschrijving van de planten die zullen worden gebruikt.

3°) De aanvraag moet ter goedkeuring worden voorgelegd aan het College van Burgemeester en Schepenen dat, desgevallend, voorwaarden kan verbinden aan zijn goedkeuring.

Artikel 4: Controle- en betalingsmodaliteiten

1°) Na afloop van de werken zal de aanvrager de facturen en andere bewijsstukken in verband met de werken, alsook de foto's van de werken, bezorgen aan het gemeentebestuur, in het kalenderjaar volgend op de goedkeuring ervan. Bij gebreke hieraan zullen de werken ambtshalve worden beschouwd als niet uitgevoerd.

2°) De afgevaardigde van de gemeente zal bepalen, desgevallend door middel van een plaatsbezoek, of de uitgevoerde werken overeenkomen met het door het College goedgekeurde project, de gemeentelijke en gewestelijke verordeningen, en zal hierover een verslag opmaken.

3°) Op basis van de bewijsstukken en het eventuele verslag na het bezoek van de afgevaardigde van de gemeente, zal het College van Burgemeester en Schepenen een

beslissing nemen over de uitbetaling van de gemeentelijke premie. Deze beslissing zal aan de aanvrager worden meegedeeld in de maand waarin ze definitief en onherroepelijk zal zijn.

4°) Desgevallend zal de beoogde premie rechtstreeks aan de aanvrager worden betaald.

Artikel 5: Geschillen

Het College van Burgemeester en Schepenen is bevoegd om, in overeenstemming met het gelijkheidsbeginsel, het non-discriminatiebeginsel en de geldende wettelijke en regelgevende bepalingen, elk geschil te beslechten dat kan optreden bij de toepassing van het onderhavige reglement.

SP 13.- Prime communale à l'achat d'une compostière-Modification du règlement. -- Gemeentelijke premie voor de aankoop van een compostvat - Reglementswijziging.

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117 et 119 de la nouvelle loi communale;

Considérant qu'une prime communale à l'achat d'une compostière a pour objectif d'inciter tout propriétaire ou occupant d'un immeuble situé sur le territoire de Schaerbeek à composter ses déchets organiques;

Considérant qu'un montant de 15.000 € est inscrit à l'article 930/331-01/-/23 du budget ordinaire 2018 au titre de " Subsidies aux organismes au service des ménages ";

Qu'il y a lieu de destiner annuellement une partie de ce montant à l'octroi d'une prime relative à l'achat de compostière ;

Considérant qu'un tel article sera inscrit chaque année au budget;

Considérant qu'il y a lieu de mettre le règlement relatif aux primes communales à l'achat d'une compostière en conformité avec le nouveau règlement général relatif à l'octroi, l'emploi et le contrôle des subventions communales, adopté par le Collège communal le 6 février 2018;

Vu le rapport du Collège des Bourgmestres et Echevins en date du 13 mars 2018;

Considérant qu'il y a lieu de faire droit aux conclusions de ce rapport;

DECIDE:

D'adopter le texte suivant, portant

Règlement relatif à l'octroi d'une prime communale à l'achat d'une compostière

Article 1 : Champ d'application

Dans les limites du présent règlement et des crédits budgétaires disponibles, la commune de Schaerbeek, dans le cadre de la prévention et de la gestion des déchets ménagers, octroie une prime pour l'achat d'une compostière individuelle.

Article 2 : Définition

Pour l'application du présent règlement, on entend par "compostière" tout dispositif destiné à la transformation de la matière organique en matière minérale (fût, silo, bac à compost, vermicompostière...).

Article 3 : Bénéficiaires

La prime est octroyée à toute personne physique ou association de personnes physiques domiciliée à Schaerbeek, ainsi qu'à toute personne morale ou associations de personnes morales, à l'exclusion des sociétés commerciales, ayant son siège social à Schaerbeek, qui a acheté une compostière et s'engage à réaliser le compostage de ses déchets organiques (de cuisine, de jardin...).

Article 4 : Montant

Le montant de la prime communale est limité à 75% du prix d'achat avec un maximum de 75 euros par compostière ou vermicompostière et par ménage. L'éventuelle tige d'aération constitue une dépense éligible.

Article 5 : Forme, délai

La demande de prime doit être introduite par écrit (courrier postal, courrier électronique ou formulaire en ligne) auprès de l'administration communale de Schaerbeek sur base du formulaire spécifique, au plus tard dans les trois mois qui suivent la date d'achat.

Article 6 : Pièces justificatives

Pour être recevable, la demande de prime doit contenir :

- Le formulaire de demande de prime dûment rempli ;
- Une copie de la facture d'achat, avec mention des coordonnées du demandeur ;
- Un document permettant d'établir que le demandeur est domicilié à Schaerbeek (tel qu'une facture d'eau, une facture d'électricité ou une copie recto-verso de la carte d'identité).

Article 7 : Modalités de contrôle et de paiement

La prime communale sera liquidée après examen du dossier de demande de prime et décision du Collège des Bourgmestres et Échevins.

Article 8 : Contestations

Le Collège des Bourgmestres et Échevins est chargé de résoudre, dans le respect du principe d'égalité, de non-discrimination et des dispositions légales et réglementaires en vigueur, toute

contestation qui pourrait survenir de l'application du présent règlement.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

DE GEMEENTERAAD

Gelet op de artikelen 117 en 119 van de nieuwe gemeentewet;

Overwegende dat een gemeentelijke toelage voor de aankoop van een compostvat is bedoeld, met weinig kosten, om elke eigenaar of bewoner van een gebouw gelegen op het grondgebied van Schaarbeek te stimuleren hun organisch afval te composteren;

Overwegende dat een bedrag van 15.000€ ingeschreven is op het artikel 930/331-01/-/23 van de gewone begroting van 2018 "Subsidies aan instellingen ten dienste van gezinnen";

Dat jaarlijks een gedeelte van dit bedrag bestemd wordt voor de aankoop van een compostvat;

Overwegende dat dit artikel elk jaar in de begroting wordt ingeschreven;

Overwegende dat het noodzakelijk is om de reglement voor gemeentelijke premie voor de aankoop van een compostvat in overeenstemming te brengen met de nieuwe algemene verordening inzake de toekenning, de tewerkstelling en de controle van de gemeentelijke subsidies, aangenomen door het College van Burgemeester en Schepenen van 6 februari 2018;

Gelet op het verslag van het College van Burgemeester en Schepenen van 13 maart 2018;

Overwegende dat het past recht te laten gelden aan dit verslag;

BESLUIT:

De volgende tekst goed te keuren, geldende

Reglement voor gemeentelijke premie voor de aankoop van een compostvat

Artikel 1: Toepassingsgebied

Binnen de grenzen van het onderhavige reglement en de beschikbare begrotingskredieten kent de gemeente Schaarbeek, in het kader van de preventie en het beheer van huishoudelijk afval, een premie toe voor de aankoop van een individueel compostvat.

Artikel 2: Definitie

Voor de toepassing van het onderhavige reglement wordt onder een "compostvat" verstaan: elk systeem waarbij organisch materiaal wordt omgezet in mineraal materiaal (vat, silo, compostbak, wormenbak...).

Artikel 3: Begunstigden

De premie wordt toegekend aan elke natuurlijke persoon of vereniging van natuurlijke personen, gedomicilieerd in Schaarbeek, alsook aan elke rechtspersoon of vereniging van rechtspersonen, met uitsluiting van commerciële bedrijven, die hun maatschappelijke zetel in Schaarbeek hebben, die een compostvat hebben gekocht en die zich ertoe verbinden om hun organisch afval te composteren (keukenafval, tuinafval...).

Artikel 4: Bedrag

Het bedrag van de gemeentelijke premie is beperkt tot 75% van de aankoopprijs, met een maximum van 75 euro per compostvat of wormenbak en per huishouden. Een eventuele beluchtingsstok komt ook in aanmerking.

Artikel 5: Vorm, termijn

De premieaanvraag moet schriftelijk (post, e-mail of online formulier) en aan de hand van het daartoe voorziene formulier worden ingediend bij het gemeentebestuur van Schaarbeek, uiterlijk binnen de drie maanden na de datum van aankoop.

Artikel 6: Bewijsstukken

Om ontvankelijk te zijn moet de premieaanvraag het volgende bevatten:

- Het behoorlijk ingevulde formulier voor de premieaanvraag;
- Een kopie van de aankoopfactuur, met vermelding van de gegevens van de aanvrager;
- Een document waaruit blijkt dat de aanvrager gedomicilieerd is in Schaarbeek (zoals een waterfactuur, een elektriciteitsfactuur of een recto-versokopie van de identiteitskaart).

Artikel 7: Controle- en betalingsmodaliteiten

De gemeentelijke premie zal worden gestort na onderzoek van het dossier voor de premieaanvraag en na de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen.

Artikel 8: Geschillen

Het College van Burgemeester en Schepenen is bevoegd om, in overeenstemming met het gelijkheidsbeginsel, het non-discriminatiebeginsel en de geldende wettelijke en regelgevende bepalingen, elk geschil te beslechten dat kan optreden bij de toepassing van het onderhavige reglement.

SP 14.- Soutien communal à la plantation en façade - modification du règlement ==- Gemeentelijke ondersteuning voor de aanleg van een geveltuin- Reglementswijziging

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté ==- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté

Vu les articles 117 et 119 de la nouvelle loi communale ;
Considérant qu'un soutien financier communal à la plantation en façade a pour objectif d'encourager les Schaerbeekoïses à planter en façade, ce qui contribue notamment à l'assainissement de l'air, à l'enrichissement de la biodiversité, au renforcement du "Maillage vert" et à l'embellissement du quartier en rendant le cadre de vie plus agréable ;
Considérant qu'un montant de 15.000 € est inscrit à l'article 930/332-01/-/23 du budget ordinaire 2018 au titre de " Subsidés aux organismes au service des ménages " ;
Qu'il y a lieu de destiner annuellement une partie de ce montant à l'octroi d'un soutien communal à la plantation en façade ;
Considérant que la procédure de soutien communal à la plantation en façade a été modifiée de sorte d'en augmenter l'attractivité ;
Considérant qu'il y a lieu d'adapter ce règlement à cette nouvelle procédure ;
Considérant qu'il y a, par ailleurs, lieu de rendre ce règlement conforme au nouveau règlement général sur l'octroi, l'emploi et le contrôle des subventions communales, adopté par le Collège communal en date du 6 février 2018 ;
Vu le rapport du Collège des Bourgmestres et Echevins en date du 20 mars 2017 ;
Considérant qu'il y a lieu de faire droit aux conclusions de ce rapport ;

DECIDE:

D'adopter le texte suivant, portant

Règlement relatif à l'octroi d'un soutien communal à la plantation en façade

Article 1 : Champ d'application

Dans les limites du présent règlement et des crédits budgétaires disponibles, un soutien à la plantation en façade est octroyé à tout propriétaire ou occupant d'un immeuble situé sur le territoire de Schaerbeek, qui souhaite placer une plantation en façade, protégée par une bordure. Ce soutien est octroyé sous forme d'un service : l'administration se charge de l'ouverture du trottoir, du placement d'une bordure et du placement des câbles tuteurs en façade. L'achat de la plante et du terreau sont à charge du demandeur.

Article 2 : Conditions d'octroi

Sans préjudice du respect des prescriptions des règlements d'urbanisme régionaux, communaux, et du règlement général de police, les demandes de plantation en façade sont soumises à l'autorisation du Collège des Bourgmestres et Échevins. Cette autorisation n'est octroyée qu'aux conditions suivantes :

- Les plantations doivent être effectuées directement en pleine terre, sans construction d'aucune sorte formant saillie sur le trottoir, ou qui empêche de recueillir les eaux de ruissellement ;
- Le demandeur fait son choix de plantes dans la liste des variétés autorisées, établie par l'administration communale. Les plantes à épines, telle que rosier, houx, aubépine sont interdites, ainsi que les plantes invasives et les plantes toxiques ;
- Les plantes doivent être régulièrement entretenues et taillées et les trottoirs nettoyés, de sorte de ne causer aucune gêne ou danger pour le passage des piétons ou aucun trouble de jouissance pour les propriétés voisines, conformément au règlement général de police (passage libre de minimum 1,50m), ni abîmer les descentes d'eau ou les câbles électriques ;
- Les plantations en façade doivent être entretenues de sorte de ne pas masquer les dispositifs d'intérêt publics tels que plaques de rue, éclairage public, panneaux de signalisation ;
- Les demandeurs s'engagent à entretenir la plante grimpante sans faire l'usage de produits phytosanitaires

Article 3 : Procédure administrative

1°) La demande de soutien à la plantation en façade doit être adressée au Collège des Bourgmestres et Échevins de la commune de Schaerbeek au moyen du formulaire prévu à cet effet, dûment complété et signé. Le cas échéant, la demande sera accompagnée de l'accord du propriétaire.

2°) La demande de soutien à la plantation en façade sera soumise à l'approbation du Collège des Bourgmestres et Échevins qui évaluera la pertinence de la demande au regard du contexte architectural et des impératifs techniques locaux. Sa décision sera notifiée au demandeur dans les deux mois qui suivent la date de réception de la demande. Elle sera définitive et sans appel.

Article 4 : Engagement du propriétaire ou de l'occupant

1°) Le bénéficiaire du soutien communal à la plantation en façade est tenu de respecter les engagements décrits à l'article 2. En cas de mutation de propriétaire ou d'occupant, le bénéficiaire s'engage à en informer l'administration communale. Celle-ci prendra contact avec le nouvel occupant afin de vérifier qu'il assurera l'entretien de la plantation, selon les engagements précités.

2°) Si la plante occasionne quelque nuisance que ce soit, le bénéficiaire du soutien communal sera averti par l'administration et sera tenu d'y remédier.

3°) Si le bénéficiaire laisse la jardinière vide ou manque à ses engagements, la commune se réserve le droit de lui retirer l'autorisation de plantation en façade. Le cas échéant, la remise en état du trottoir lors de la suppression de la plantation sera effectuée par l'administration communale aux frais du bénéficiaire si cette remise en état intervient dans les 5 ans de l'octroi

du soutien communal.

Article 5 : Travaux

En cas d'intervention sur la voie publique, l'administration communale se réserve le droit d'enlever les jardinières. Hormis les cas où les travaux ou les réaménagements justifient la suppression ou le déplacement de la plantation, l'administration ou le concessionnaire d'utilité publique s'engage à remettre l'emprise du chantier et ses abords immédiats en l'état initial au terme du chantier. En cas de suppression de la jardinière, l'administration communale prendra contact avec le bénéficiaire pour lui restituer la plantation, s'il le souhaite. Le bénéficiaire ne pourra prétendre à aucune autre indemnité.

Article 6 : Contestations

Le Collège des Bourgmestres et Échevins est chargé de résoudre, dans le respect du principe d'égalité, de non-discrimination et des dispositions légales et réglementaires en vigueur, toute contestation qui pourrait survenir de l'application du présent règlement.

Article 7 : Applicabilité

L'application du présent règlement est subordonnée à l'approbation, par l'Autorité de tutelle, du crédit inscrit à cet effet au budget communal annuel, et à son non-épuisement.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

Gelet op de artikelen 117 en 119 van de Nieuwe Gemeentewet;

Overwegende dat de gemeentelijke financiële steun voor gevelbeplanting bedoeld is om de Schaarbekenaren aan te moedigen hun gevel te beplanten, wat meer bepaald bijdraagt tot een gezondere lucht, een rijkere biodiversiteit, een sterker "groen netwerk" en een mooiere wijk door de leefomgeving gezelliger te maken;

Overwegende dat een bedrag van 15 000 euro is ingeschreven onder artikel 930/332-01/-/23 van de gewone begroting voor 2018, als "Subsidies voor organismen ten dienste van huishoudens";

Dat een deel van dit bedrag jaarlijks moet worden aangewend voor de toekenning van gemeentelijke steun voor gevelbeplanting;

Overwegende dat de procedure in verband met de gemeentelijke steun voor gevelbeplanting werd gewijzigd om deze aantrekkelijker te maken;

Overwegende dat het onderhavige reglement aan deze nieuwe procedure moet worden aangepast;

Overwegende dat het onderhavige reglement bovendien moet worden afgestemd op het nieuwe algemene reglement voor de toekenning, aanwending en controle van gemeentelijke subsidies, dat op 6 februari 2018 werd goedgekeurd door het gemeentelijke College;

Gelet op het verslag van het College van Burgemeester en Schepenen de dato 20 maart 2017;

Overwegende dat gevolg moet worden gegeven aan de conclusies van dit verslag;

BESLUIT:

De volgende tekst goed te keuren, met betrekking tot

Reglement over de toekenning van gemeentelijke steun voor gevelbeplanting

Artikel 1: Toepassingsgebied

Binnen de grenzen van het onderhavige reglement en de beschikbare begrotingskredieten wordt een gemeentelijke steun voor gevelbeplanting toegekend aan elke eigenaar of bewoner van een gebouw op het Schaarbeekse grondgebied die zijn gevel wil beplanten, beschermd met een boordsteen. Deze steun wordt toegekend onder de vorm van een dienst: het gemeentebestuur zal het voetpad openleggen, een boordsteen plaatsen en leikabels aan de gevel bevestigen. De aankoop van de plant en potgrond zijn voor rekening van de aanvrager.

Artikel 2: Toekenningsvoorwaarden

Onverminderd de naleving van de bepalingen uit de gewestelijke en gemeentelijke stedenbouwkundige reglementen, en uit het algemeen politiereglement, worden de aanvragen voor gevelbeplanting ter goedkeuring voorgelegd aan het College van Burgemeester en Schepenen. Deze goedkeuring wordt enkel onder de volgende voorwaarden gegeven:

- De beplanting moet in de volle grond worden uitgevoerd, zonder enige constructie die uitsteekt op het voetpad, of die de verzameling van regenwater verhindert;
- De aanvrager kiest planten uit de lijst met goedgekeurde variëteiten, opgemaakt door het gemeentebestuur. Stekelige planten zoals rozelaar, hulst en meidoorn zijn verboden, net als invasieve en giftige planten;
- De planten moeten regelmatig worden onderhouden en gesnoeid en het voetpad moet worden schoongemaakt, zodat hinder of gevaar voor voetgangers wordt vermeden en zodat de burens van hun eigendom kunnen genieten, in overeenstemming met het algemeen politiereglement (vrije doorgang van minstens 1,50 m). Waterafvoeren of elektriciteitskabels mogen evenmin worden beschadigd;
- De gevelbeplanting moet zodanig worden onderhouden dat voorzieningen van openbaar nut, zoals straatnamen, openbare verlichting en signalisatieborden, vrij blijven;
- De aanvragers verbinden zich ertoe om klimplanten te onderhouden zonder het gebruik van fytosanitaire producten.

Artikel 3: Administratieve procedure

1°) De aanvraag voor steun voor gevelbeplanting moet aan het College van Burgemeester en

Schepenen van de gemeente Schaarbeek worden gericht, door middel van het daartoe voorziene, behoorlijk ingevulde en ondertekende formulier. Desgevallend moet bij de aanvraag het akkoord van de eigenaar worden gevoegd.

2°) De aanvraag voor steun voor gevelbeplanting zal ter goedkeuring worden voorgelegd aan het College van Burgemeester en Schepenen, dat de relevantie van de aanvraag zal onderzoeken met betrekking tot de architecturale context en de plaatselijke technische omstandigheden. Zijn beslissing zal binnen de twee maanden na ontvangst van de aanvraag worden meegedeeld aan de aanvrager. Ze zal definitief en onherroepelijk zijn.

Artikel 4: Verbintenis van de eigenaar of bewoner

1°) De begunstigde van de gemeentelijke steun voor gevelbeplanting moet de in artikel 2 beschreven verbintenissen nakomen. In geval van verandering van eigenaar of bewoner, verbindt de begunstigde zich ertoe om het gemeentebestuur daarvan op de hoogte te brengen. Deze laatste zal de nieuwe bewoner contacteren, om na te gaan of die zal instaan voor het onderhoud van de beplanting, volgens de voornoemde verbintenissen.

2°) Indien de beplanting overlast veroorzaakt, zal de begunstigde van de gemeentelijke steun hiervan op de hoogte worden gebracht door het gemeentebestuur en moet hij dit verhelpen.

3°) Indien de begunstigde de bloembak leeg laat of zijn verbintenissen niet nakomt, behoudt de gemeente zich het recht voor om haar toestemming voor gevelbeplanting in te trekken. Desgevallend, wanneer de beplanting wordt verwijderd, zal het gemeentebestuur het voetpad in de oorspronkelijke staat herstellen op kosten van de begunstigde, indien dit herstel zou gebeuren binnen de 5 jaar na de toekenning van de gemeentelijke steun.

Artikel 5: Werken

In geval van werken aan de openbare weg, behoudt het gemeentebestuur zich het recht voor om de bloembakken te verwijderen. Naast de gevallen waarin de werken of heraanleg de verwijdering of verplaatsing van de beplanting rechtvaardigen, verbindt het gemeentebestuur of de concessiehouder van openbaar nut zich ertoe om de plaats van de werken en hun onmiddellijke omgeving in de oorspronkelijke staat te herstellen na de werken. Indien de bloembak wordt verwijderd, zal het gemeentebestuur de begunstigde contacteren om de beplanting terug te bezorgen, indien hij dat wenst. De begunstigde zal geen recht hebben op eender welke andere schadevergoeding.

Artikel 6: Geschillen

Het College van Burgemeester en Schepenen is bevoegd om, in overeenstemming met het gelijkheidsbeginsel, het non-discriminatiebeginsel en de geldende wettelijke en regelgevende bepalingen, elk geschil te beslechten dat kan optreden bij de toepassing van het onderhavige reglement.

Artikel 7: Toepasselijkheid

De toepassing van het onderhavige reglement is onderworpen aan de goedkeuring door de toezichthoudende overheid van het krediet dat te dien einde wordt ingeschreven in de jaarlijkse gemeentebegroting, en aan de beschikbare begrotingskredieten.

Développement Urbain et Mobilité -- Stedelijke ontwikkeling en mobiliteit

SP 15.- Contrat de quartier durable Stephenson : Constitution de la Commission de Quartier -- Duurzaam Wijkcontract Stephenson: samenstelling van de wijkcommissie

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'Ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 06.10.2016 ;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 24 novembre 2016 portant exécution de cette ordonnance ;

Vu la décision du Gouvernement de la région Bruxelles-capitale du 16.11.2017 de lancer en partenariat avec la Commune un nouveau contrat de quartier durable sur le périmètre Stephenson;

Vu l'obligation d'approuver la désignation des membres de la commission de quartier "habitants" du quartier et "secteur associatif et scolaire" par le conseil communal ;

Considérant que l'Assemblée Générale, qui s'est tenue le 22.02.2018 a permis aux habitants et acteurs associatifs et scolaires et économiques de se porter candidats à la commission de quartier;

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins en date du 13 mars 2018 ;

DECIDE :

de désigner les membres «habitants» et les personnes issues des secteurs associatif et scolaire et économique de la commission de quartier du CQD Stephenson dont la liste est jointe au dossier ;

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op de ordonnantie van 6 oktober 2016 houdende organisatie van de stedelijke herwardering;
Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 24 november 2016 tot uitvoering van deze ordonnantie;
Gelet op de beslissing van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijke Gewest van 16.11.2017 om in partnerschap met de Gemeente, een nieuw duurzaam wijkcontract te lanceren voor de perimeter stephenson;
Gelet op de verplichting om de leden van de wijkcommissie die, enerzijds, de wijkbewoners en anderzijds, de vereniging- school en economischeselector vertegenwoordigen, te doen goedkeuren door de Gemeenteraad;
Overwegende dat de Algemene Vergadering die plaats vond op 22.02.2018 aan de bewoners en de actoren van de verenigingen en de scholen heeft toegelaten om zich kandidaat te stellen voor de wijkcommissie;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen op datum van 13 maart 2018;

BESLIST :

de leden «bewoners» en de personen komende van het verenigingsleven, onderwijs en economischeselector die zullen deel uitmaken van de wijkcommissie van de Duurzaam Wijkcontract Stephenson aan te duiden – de lijst hiervan werd bij het dossier gevoegd

SP 16.- Contrat de quartier durable Stephenson : Mission d'élaboration d'un Rapport des Incidences environnementales du SQD Stephenson, mode de passation et condition du marché - Pour information -- Duurzaam wijkcontract Stephenson : Verwezenlijking van milieueffectenrapport (MER) met betrekking tot de DWC Stephenson, wijze van gunnen voorwaarden van opdracht - Ter informatie

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale;
Vu la loi du 17 juin 2016 - en particulier son article 42, §1er, 1°, a - relative aux marchés publics, telle qu'elle a été modifiée à ce jour;
Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, tel qu'il a été modifié à ce jour;
Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour;
Vu l'Ordonnance du 6 octobre 2016 organique de la revitalisation urbaine;
Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 novembre 2016, portant exécution de cette Ordonnance;
Considérant que la candidature de Schaerbeek a été retenue par la Région pour l'obtention d'un contrat de quartier durable pour le périmètre Stephenson;
Considérant qu'un rapport des Incidences environnementales doit accompagner l'étude préalable, prévue par l'Ordonnance du 6 octobre 2016;
Considérant qu'il convient de confier cette étude à un bureau agréé;
Considérant que la dépense de 40.000€ TVA comprise, sera entièrement subsidiée;
Considérant que l'ordonnance du 6 octobre 2016 prévoit que les communes disposent d'un délai de dix mois à compter de la notification de la Région pour transmettre leur programme et RIE au Gouvernement;
Vu la décision du 27/02/2018 par laquelle le Collège des Bourgmestre et Echevins

PREND POUR INFORMATION

1. d'approuver le principe de lancer un marché pour la réalisation d'un rapport des incidences environnementales (RIE) lié au contrat de quartier Stephenson;
2. de confier la mission à un bureau agréé;
3. d'approuver le mode de passation du marché de services par procédure négociée sans publication préalable de min 3 bureaux ;
4. d'arrêter les termes du projet de cahier spécial des charges CQD Stephenson RIE/01 pour la réalisation de ce rapport (RIE);
5. d'imputer la dépense de 40.000 € TVA comprise pour frais d'études, subsidiée à 100 % à l'article 930/747 - 60/10 - 57 du budget extraordinaire de 2018;

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 - in het bijzonder zijn artikel 42, §1, 1° a - betreffende de overheidsopdrachten, zoals tot op heden gewijzigd;
 Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, zoals tot op heden gewijzigd;
 Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot vaststelling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals tot op heden gewijzigd;
 Gelet op de ordonnantie van 6 oktober 2016 houdende organisatie van de stedelijke herwardering;
 Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 24 november 2016 tot uitvoering van deze ordonnantie;
 Overwegende dat de kandidatuur van Schaarbeek voor het bekomen van een duurzaam wijkcontract voor de perimeter "Stephenson" door het Gewest werd weerhouden;
 Overwegende dat een milieueffectenrapport (MER) met betrekking tot de duurzame wijkcontract Stephenson moet uitmaken, voorzien door de ordonnantie van 6 oktober 2016;
 Overwegende dat het aangewezen is deze studie aan een erkende studiebureau toe te vertrouwen;
 Overwegende dat de uitgave, begrensd tot 40.000 € BTW inbegrepen, volledig zal worden betaald;
 Overwegende dat de ordonnantie van 6 oktober 2016 voorziet dat de gemeenten over een termijn van tien maanden beschikken te rekenen vanaf de kennisgeving van het besluit van de Regio om hun programma en MER aan de Regering te bezorgen;
 Overwegende dat gelet op de zeer korte termijn, het aangewezen is om nu al de gunningswijze en de voorwaarden van de studieopdracht te bepalen;
 Gelet op het besluit van het College van Burgemeester en Schepenen van 27/02/2018

NEEMT TER INFORMATIE

1. goedkeuring van het principe van de opstart van een milieueffectenrapport (MER) met betrekking van de wijkcontract Stephenson goed te keuren;
2. de opdracht aan een, erkende studiebureau toe te vertrouwen;
3. goedkeuring van de gunningswijze van de opdracht van de studieopdracht bij voorafgaande bekendmaking na raadpleging van min 3 bureau's;
4. de tekst van de bij het dossier gevoegde ontwerpen van bijzonder lastenboek nr. CQD stephenson RIE /01 ontwerper voor de uitvoering van deze rapport (MER) vast te leggen;
5. de studiekosten, voor 100 % betaald en begrensd tot 40.000€ BTW inbegrepen, in te schrijven op artikel 930/747 - 60/ 10 - 57 van de begroting 2018,

SERVICES GÉNÉRAUX -- ALGEMENE ZAKEN

Gestion immobilière technique -- Technisch vastgoedbeheer

**SP 17.- Règlement général pour l'occupation des locaux et terrains communaux -
 Modification de la convention-type des espaces de proximité - Approbation --
 Algemeen reglement voor de bezetting van gemeentelijke lokalen en terreinen -
 Wijziging van de gebruiksovereenkomst-type van de buurtruimtes - Goedkeuring**

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale

Vu sa délibération du 17.12.2014

Vu la décision du Collège des Bourgmestres et Echevins du 13.03.2018

Considérant qu'il y a lieu de faire droit aux conclusions de cette décision

DECIDE

1. d'adopter la nouvelle convention-type déposée au dossier pour l'occupation des espaces de proximité

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

Gelet op het artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet

Gelet haar beraadslaging dd. 17.12.2014

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen dd. 13.03.2018

Overwegend dat het betaamt gevolg te geven aan deze beslissing

BESLUIT

1. de nieuwe gebruiksovereenkomst-type neergelegd in het dossier voor de bezetting van de buurtruimtes aan te nemen

RESSOURCES HUMAINES -- HUMAN RESOURCES

Service du Personnel -- Personeelsdienst

SP 18.- Règlement établissant les conditions d'admission au poste d'inspecteur pédagogique de l'enseignement communal néerlandophone - Approbation -- Reglement tot vaststelling van de toegangsvoorwaarden tot de functie van pedagogisch inspecteur van het Nederlandstalig gemeentelijk onderwijs — Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté

Vu les articles 117, 119 et 145 de la nouvelle loi communale;

Vu la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 10 décembre 2013 et la délibération du Conseil Communal du 18 décembre 2013, relatives au règlement déterminant les conditions d'admission au poste d'inspecteur pédagogique de l'enseignement communal francophone;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 27 juin 2017 relative à la fonction d'« inspecteur pédagogique » dans le cadres des « priorités 2017-2018 » (réf. P18-NLOND3) ;

Considérant qu'il est conforme à l'organisation du département de l'enseignement communal néerlandophone, de faire une distinction entre les domaines administratif et pédagogique;

Considérant que, en 2018, le nombre d'écoles néerlandophones augmente de 1 à 2 établissements et que, outre le cadre administratif existant, cela nécessite également une inspection pédagogique;

Considérant que l'inspecteur pédagogique assure la gestion pédagogique de l'enseignement communal néerlandophone, qu'il est chargé de veiller à sa cohérence, à l'introduction de stratégies d'enseignement innovantes, de réaliser des activités éducatives et de guider les directions scolaires dans la mission éducative, d'assurer les relations pédagogiques avec les autorités publiques et les syndicats et de la surveillance en matière de prévention et de bien-être au travail.

Vu le protocole d'accord unanime signé en séance du 21 mars 2018 par le Comité particulier de négociation ;

Decide d'approuver le règlement suivant

Article 1

Un poste d'inspecteur pédagogique à mi-temps est prévu au cadre du personnel de l'enseignement communal néerlandophone.

Article 2

La poste d'inspecteur pédagogique est accessible par recrutement et/ou promotion aux titulaires d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement supérieur ou universitaire (master / licence) disposant d'un certificat d'aptitude pédagogique et d'une expérience de trois ans minimum dans un contexte enseignant ; ainsi qu'aux titulaires d'un diplôme du premier cycle de l'enseignement supérieur ou universitaire (bachelor / candidature / régendat) disposant d'un certificat d'aptitude pédagogique et d'une expérience de cinq ans minimum dans un contexte enseignant.

L'exercice d'une fonction de direction ou sous-direction d'un établissement d'enseignement sera prise en considération dans la comparaison des titres et mérites des candidats.

Article 3

La procédure d'engagement se fait en collaboration avec le OVSG - Onderwijkskoepel van steden en gemeenten.

Article 4

La procédure d'engagement consiste en un test écrit et un test oral. Le test écrit consiste en une partie légale, une partie pédagogique et une étude de cas. Durant l'épreuve orale, on abordera le contenu de l'épreuve écrite ainsi que la motivation et le CV.

Article 5

La constitution du jury se fait en collaboration avec le OVSG - Onderwijkskoepel van steden en gemeenten - et consiste de:

- 2 membres de l'OVSG
- 2 experts externes
- 1 fonctionnaire de la commune de Schaarbeek

Article 6

Lors de l'appel à candidatures, les candidats par rapport à l'inspecteur pédagogique seront invités à accompagner leur lettre de candidature d'un résumé de leur carrière professionnelle (curriculum vitae).

Article 7

L'échelle salariale A5 sera attribuée au poste d'inspecteur pédagogique.

Article 8

Une période de stage d'un an est prévue, qui prend cours lors de l'engagement en septembre 2018.

Fin juillet 2019 l'inspecteur pédagogique remet un rapport concernant ses résultats de l'année scolaire passée à la directrice Vie Citoyenne, qui évaluera l'inspecteur à la fin de sa période de stage.

Le candidat sera nommé en tant que statutaire à titre définitif en fonction du résultat de l'évaluation.

Article 9

Le présent règlement entre en vigueur à la date d'approbation par le conseil communal.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

Gelet op de artikelen 117, 119 en 145 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 10 december 2013 en op het Gemeenteraadsbesluit van 18 december 2013 betreffende het reglement tot vaststelling van de toelatingsvoorwaarden tot de functie van pedagogisch inspecteur van het Franstalig gemeentelijk onderwijs;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 27 juni 2017 betreffende de invulling van de functie 'pedagogisch inspecteur' in het kader van de prioriteiten 2017-2018 (ref. P18-NLOND3);

Overwegende dat het past, conform de organisatie van het departement Franstalig gemeentelijk onderwijs, een onderscheid te maken tussen het administratieve en het pedagogische domein;

Overwegende dat het aantal Nederlandstalige scholen in 2018 uitbreidt van 1 naar 2 instellingen en dat dit naast de bestaande administratieve omkadering, ook een pedagogische inspectie noodzaakt;

Overwegende dat de pedagogisch inspecteur instaat voor de pedagogische leiding van het Nederlandstalig gemeentelijk onderwijs, het waken over haar coherentie, het invoeren van vernieuwende pedagogische strategieën, het realiseren van pedagogische activiteiten en het begeleiden van de schooldirecties in hun pedagogische missie, het verzekeren van de pedagogische relaties met de overheidsinstellingen en de vakbonden en het waken over de preventie en het welzijn op het werk;

Gelet op het protocol van unaniem akkoord ondertekend in vergadering van het onderhandelingscomité op datum van 21 maart 2018;

Besluit het volgende reglement goed te keuren

Artikel 1

Een betrekking van halftijds pedagogisch inspecteur wordt voorzien in de personeelsformatie van het Nederlandstalig gemeentelijk onderwijs.

Artikel 2

De betrekking van pedagogisch inspecteur is via aanwerving en/of via bevordering toegankelijk voor de houder van een diploma van de tweede cyclus van het hoger of universitair onderwijs (master/licentiaat) en een pedagogisch bekwaamheidsbewijs, met een ervaring van minstens drie jaar in een onderwijsomgeving; alsook voor de houder van een diploma van de eerste cyclus van het hoger of universitair onderwijs (bachelor / kandidatuur/regentaat) en een pedagogisch bekwaamheidsbewijs met een ervaring van minstens vijf jaar in een onderwijsomgeving. De uitoefening van een directeurs of onderdirecteursfunctie in een onderwijsinstelling wordt in aanmerking genomen in de vergelijking van de titels en verdiensten van de kandidaten.

Artikel 3

De aanwervingsprocedure verloopt in samenwerking met het OVSG – de onderwijskoepel van stedelijk en gemeentelijk openbaar onderwijs.

Artikel 4

De aanwervingsprocedure bestaat uit een schriftelijke en een mondelinge proef. De schriftelijke proef omvat een juridisch en een pedagogisch gedeelte, alsook een case study. Tijdens de mondelinge proef wordt teruggekoppeld naar de schriftelijke proef, alsook de motivatie en de CV overlopen.

Artikel 5

De jury wordt samengesteld in samenwerking met het OVSG – de onderwijskoepel van stedelijk en gemeentelijk openbaar onderwijs – en bestaat uit:

- 2 leden van het OVSG
- 2 externe experts
- 1 ambtenaar van de gemeente Schaarbeek

Artikel 6

Bij de oproep tot kandidaten, worden de kandidaten tot betrekking van pedagogisch inspecteur uitgenodigd om hun kandidatuursbrief te begeleiden met een samenvatting van hun loopbaan

(curriculum vitae).

Artikel 7

Aan de betrekking van pedagogisch inspecteur wordt het barema A5 toegekend.

Artikel 8

Er wordt een stageperiode van 1 jaar voorzien die start bij de indiensttreding in september 2018.

Eind juli 2019 dient de pedagogisch inspecteur een rapport in over zijn resultaten van het afgelopen schooljaar bij de directrice Burgerleven, deze zal de inspecteur voor het einde van de stageperiode evalueren.

Afhankelijk van het resultaat van de evaluatie wordt al dan niet overgegaan tot de statutaire vastbenoeming.

Artikel 9

Het huidig reglement treedt in werking op datum van de goedkeuring door de Gemeenteraad.

INFRASTRUCTURES -- INFRASTRUCTUUR

Architecture et Bâtiments -- Architectuur en gebouwen

SP 19.- 9 fontaines communales - Remplacement de la régulation et des équipements défectueux - Majoration de la dépense - pour information -- 9 gemeentefonteinen - Vervanging van de regelsystemen en van de defecte uitrustingen - Verhoging van de uitgave - ter informatie

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, telle qu'elle a été modifiée à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, en particulier ses articles 37 et 80;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de Bruxelles-Capitale telle qu'elle a été modifiée à ce jour;

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 -en particulier son article 27- modifiant la nouvelle loi communale;

Vu le cahier spécial des charges Scha/Infra/2016/033bis concernant le remplacement de la régulation et des équipements défectueux de neuf fontaines communales;

Vu la décision du conseil communal du 26 octobre 2016 approuvant le mode de passation et fixant les conditions du marché;

Considérant que la dépense était initialement estimée à 150.000 € en 2016;

Vu la délibération du collège communal du 30 mai 2017 de ne pas attribuer le marché et de relancer l'appel à la concurrence aux mêmes conditions et selon la même procédure de passation suite à la réception d'une seule offre et au vu de la trop faible participation à ce marché;

Vu la délibération du collège communal du 14 novembre 2017 concernant l'attribution du marché et l'engagement d'une dépense de 244.000 € tenant compte d'une marge de 10% telle que préconisée par la circulaire régionale du 2 août 2006;

Considérant que les travaux ont débuté en février 2018;

Vu le conseil communal du 28 février prenant pour information une première majoration de la dépense à 244.000 €;

Considérant que depuis l'étude du projet en 2016 et le début des travaux en 2018, la situation des fontaines et notamment de l'étanchéité des bassins s'est fortement dégradée suite à des actes de vandalisme répétés;

Vu la proposition de décompte n°1, réf. 5204-18-01 du 20 février 2018, pour travaux supplémentaires, introduite par l'adjudicataire, pour un montant de +12.169,14 € pour l'étanchéité du bassin de la fontaine de la Fontaine de la Jeunesse (Crossing);

Vu la proposition de décompte n°2, réf. 5204-18-02 du 10 mars 2018, pour travaux supplémentaires, introduite par l'adjudicataire, pour un montant de +14.721,55 € pour la réalisation d'une tranchée pour l'alimentation en eau de ladite fontaine;

Considérant que ces décomptes ont été jugés indispensables à la poursuite du chantier par le fonctionnaire-dirigeant en charge du suivi des travaux;

Vu le procès-verbal du collège en sa séance du 20 mars 2018 approuvant ces travaux supplémentaires qui portent le prix global des travaux à 271.000 €

PREND POUR INFORMATION

ladite décision du collège en séance du 20 mars 2018

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten, zoals tot op heden gewijzigd;
Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten klassieke sectoren;
Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, in het bijzonder de artikelen 37 en 80;
Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals zij tot op heden werd gewijzigd;
Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 – in het bijzonder het artikel 27 - tot wijziging van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op het bestek Scha/Infra/2016/033bis betreffende de vervanging van de regelsystemen en de defecte uitrustingen van de negen gemeentefontein en;
Gelet op het raadsbesluit van 26 oktober 2016 houdende goedkeuring van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht;
Overwegende dat in 2016 de uitgave oorspronkelijk op 150.000 € werd geraamd;
Gelet op het collegebesluit van 30 mei 2017 om de opdracht niet te gunnen en een nieuwe oproep tot mededinging te lanceren, aan dezelfde voorwaarden en volgens dezelfde plaatsingsprocedure, nadat slechts één enkele offerte werd ontvangen en de deelnemingsgraad aan deze opdracht dus te laag was;
Gelet op het collegebesluit van 14 november 2017 betreffende de toewijzing van de opdracht en de vastlegging van de uitgave van 244.000 €, rekening houdend met een marge van 10 % zoals aanbevolen in de gewestelijke omzendbrief van 2 augustus 2006;
Overwegende dat de werken in februari 2018 werden aangevat;
Gelet op de gemeenteraad van 28 februari 2018, waarbij een eerste verhoging van de uitgave tot 244.000 € ter informatie werd genomen;
Overwegende dat sinds de studie van het project in 2016 en het begin van de werken in 2018, de toestand van de fontein en met name de waterdichtheid van de bekkens sterk is achteruit gegaan ten gevolge van herhaald vandalisme;
Gelet op het verrekeningsvoorstel nr. 1, ref. 5204-18-01 van 20 februari 2018, voor meerwerken, ingediend door de opdrachtnemer, voor een bedrag van +12.169,14 €, voor de waterdichting van het fonteinbekken van de 'Fontaine de la Jeunesse' (Crossing);
Gelet op het verrekeningsvoorstel nr. 2, ref. 5204-18-02 van 10 maart 2018, voor meerwerken, ingediend door de opdrachtnemer, voor een bedrag van +14.721,55 €, voor het realiseren van een sleuf voor de watervoorziening van genoemde fontein;
Overwegende dat deze verrekeningen door de leidende ambtenaar die belast is met de opvolging van de werken als absoluut noodzakelijk worden beschouwd voor het goede verdere verloop van de werf;
Gelet op het collegebesluit van 20 maart 2018 houdende goedkeuring van deze meerwerken die de totaalprijs van de werken op 271.000 € brengen;
NEEMT TER INFORMATIE
bovenvermeld collegebesluit van 20 maart 2018

SP 20.- Construction d'un nouveau bâtiment pour l'extension de l'école Chazal - Mission d'études - Supplément d'honoraires - Pour information --- Optrekken van een nieuw gebouw voor de uitbreiding van school Chazal - Studieopdracht - Bijkomende erelonen - Ter informatie

DÉCISION DU CONSEIL --- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté --- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale;
Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, telle qu'elle a été modifiée à ce jour;
Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;
Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 - en particulier son article 80- établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics;
Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 modifiant la nouvelle loi communale;
Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins du 9 décembre 2014 de désigner un bureau d'architecture comme équipe "auteur de projet" chargée de concevoir et de suivre l'exécution de la construction d'un nouveau bâtiment pour l'extension de l'école Chazal, pour

une somme de 79.255€ TVAC (dépense estimée à 97.500€ TVAC et pris pour information par le conseil communal du 22/10/2014);

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins du 8 décembre 2015 de désigner une entreprise générale en construction comme adjudicataire pour les travaux susmentionnés, pour une somme de 1.184.206,42€ TVAC et pour un délai d'exécution de 120 jours ouvrables;

Considérant que l'exécution des travaux accuse un retard qui sera *a priori* de l'ordre de 60 jours ouvrables, et ce pour divers facteurs (défaillances dans le suivi de l'entreprise de construction; décomptes; retard dans le planning, etc.);

Considérant que ce retard entraîne un travail supplémentaire pour le bureau d'architecture dans sa mission de suivi de chantier;

Considérant que ce bureau a sollicité des honoraires supplémentaires de la part de l'administration d'un montant de 120.941,10€ TVAC, justifiés d'une part par le délai supplémentaire de la mission, d'autre part par une application du taux d'honoraires sur l'entièreté des décomptes approuvés pour ce chantier, et enfin par une application du taux d'honoraires sur le coût réel des travaux à ce jour;

Considérant que le Service des Travaux et la fonctionnaire dirigeante ont considéré cette demande excessive et disproportionnée;

Considérant néanmoins que la demande d'honoraires supplémentaires paraît en partie justifiée à la fonctionnaire dirigeante de cette mission;

Vu le calcul d'honoraires supplémentaires du Service des Travaux, effectué sur base des honoraires de base pour le suivi du chantier pondéré par le délai supplémentaire;

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins du 27/02/2018:

1. D'accorder un supplément d'honoraires de 16.000€ TVAC au bureau d'architecture en charge de la mission susmentionnée.
2. De financer la dépense par l'emprunt (16.000€ demandés en MB 1).

PREND POUR INFORMATION

l'augmentation de la dépense pour ce projet.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, zoals zij tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 - in het bijzonder het artikel 80- tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 tot wijziging van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het collegebesluit van 9 december 2014 om een architectenbureau aan te duiden te belasten met het ontwerpen en opvolgen van de werken voor het optrekken van een nieuw gebouw als uitbreiding van school Chazal, voor een som van 79.255 €, BTW inbegrepen (uitgave geraamd op 97.500 €, BTW inbegrepen en ter kennis genomen door de gemeenteraad op 22/10/2014);

Gelet op het collegebesluit van 8 december 2015 om een algemene bouwonderneming aan te duiden als opdrachtnemer voor bovenvermelde werken, voor de som van 1.184.206,42 BTW inbegrepen en voor een uitvoeringstermijn van 120 werkdagen;

Overwegende dat de uitvoering van de werken een vertraging heeft opgelopen die *a priori* ongeveer 60 werkdagen zal bedragen, dit omwille van verschillende factoren (gebrekkige opvolging door de bouwonderneming; verrekeningen; vertraging op de planning, enz.);

Overwegende dat deze vertraging bijkomende werken met zich meebrengt voor het architectenbureau, voor wat betreft haar missie aangaande de opvolging van de werken;

Overwegende dat dit bureau bijkomende erelonen heeft aangevraagd bij het gemeentebestuur voor een bedrag van 120.941,10 €, BTW incl., gerechtvaardigd enerzijds door de bijkomende uitvoeringstermijn van de missie en anderzijds door de toepassing van het ereloonpercentage op alle voor deze werf goedgekeurde verrekeningen, en ten slotte door de toepassing van het ereloonpercentage op de werkelijke kosten van de werken tot op heden;

Overwegende dat de Dienst Werken en de leidende ambtenaar deze aanvraag als excessief en disproportioneel beschouwen;

Overwegende niettemin dat de aanvraag voor bijkomende erelonen door de leidende ambtenaar van dit dossier als deels gerechtvaardigd wordt beschouwd;

Gelet op de berekening van de bijkomende erelonen door de Dienst Werken, op basis van het ereloonpercentage voorzien in het basisdossier voor de werfopvolging, in verhouding tot de bijkomende uitvoeringstermijn;

Gelet op het collegebesluit van 27/02/2018:

1. om bijkomende erelonen toe te staan voor een bedrag van 16.000 €, BTW inbegrepen, aan het architectenbureau dat belast is met bovenvermelde missie
2. om de uitgave te financieren met een lening (16.000 € gevraagd in BW 1)

NEEMT TER INFORMATIE

de verhoging van de uitgave voor dit project

SP 21.- Contrat de quartier "Pogge" - Mise hors service de trois citernes à hydrocarbures suite à l'acquisition de l'ancienne station-service située chaussée d'Haecht 366 - Procédure de passation, conditions du marché de travaux - pour information -- Wijkcontract "Pogge" - Buiten dienst stellen van drie brandstoftanks ten gevolge van de aankoop van het vroegere benzinstation gelegen Haachtsesteenweg nr. 366 - Plaatsingsprocedure, voorwaarden van de opdracht van werken - ter informatie

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale;

Vu la loi du 17 juin 2016 - en particulier son article 92 - relative aux marchés publics, telle qu'elle a été modifiée à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, tel qu'il a été modifié à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour;

Vu l'ordonnance du 27 juillet 2017 modifiant la Nouvelle loi communale en vue de préciser les règles de compétences en matière de marchés publics communaux;

Vu l'opération d'acquisition du bien immobilier situé chaussée d'Haecht 366 dans le cadre du contrat de quartier "Pogge";

Vu les résultats d'une étude de reconnaissance d'état du sol, réalisée en mars 2017 sur la parcelle 1906_D_225_F_000_00 et faisant état d'une pollution avérée par hydrocarbures;

Considérant que la commune s'est engagée à prendre en charge toutes les obligations de dépollution qui incombent à l'ancien propriétaire;

Vu les trois citernes d'hydrocarbures restant sur le site de l'ancienne station-service;

Considérant que ces dernières n'ont pas été définitivement mises hors service et restent considérées comme des activités à risque potentiellement polluantes;

Considérant qu'il faut dès lors procéder à la vidange et au nettoyage des trois citernes enterrées et ce, en accord avec l'IBGE, avant le 15 mars 2018;

Considérant que trois sociétés spécialisées ont été consultées à cette fin;

Vu la seule offre reçue d'un montant de 5.523,65 €;

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins du 27 février 2018 qui décide:

1. d'arrêter la procédure de passation et fixer les conditions du marché: procédure de marché à faible montant avec consultation de trois firmes spécialisées.
2. d'engager la dépense de 5.523,65 € l'article 930/724-60/-/51 du budget extraordinaire 2018.
3. de financer la dépense par emprunt.

PREND POUR INFORMATION

la décision précitée du collège des bourgmestre et échevins

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 - in het bijzonder zijn artikel 92 - betreffende de overheidsopdrachten, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot vaststelling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 27 juli 2017 tot wijziging van de nieuwe gemeentewet teneinde de bevoegdheidsregels inzake gemeentelijke overheidsopdrachten te verduidelijken;

Gelet op de aankoopoperatie van het onroerend goed gelegen Haachtsesteenweg nr. 366 in het kader van het wijkcontract "Pogge" ;

Gelet op de resultaten van een verkennend bodemonderzoek, uitgevoerd in maart 2017 op het perceel 1906_D_225_F_000_00, waaruit blijkt dat er zich een koolwaterstofvervuiling op deze site voordoet;

Overwegende dat de gemeente zich ertoe verbonden heeft om alle saneringsverplichtingen die ten laste vielen van de vroegere eigenaar op zich te nemen;

Gelet op de drie brandstoftanks die zich nog steeds op de site van het oude tankstation bevinden;

Overwegende dat deze niet definitief buiten dienst werden gesteld en ze dus nog steeds als mogelijk vervuulende risico-activiteit worden beschouwd;
Overwegende dat bijgevolg het legen en reinigen van deze drie ingegraven tanks moet worden voorzien, en dit volgens het akkoord van het BIM, tegen uiterlijk 15 maart 2018;
Overwegende dat drie gespecialiseerde ondernemingen hiertoe werden geraadpleegd;
Gelet op de enige ontvangen offerte voor een bedrag van 5.523,65 €;
Gelet op het collegebesluit van 27 februari 2018, houdende :
1. vaststelling van de plaatsingsprocedure en van de voorwaarden van de opdracht : overheidsopdracht van beperkte waarde, met raadpleging van drie gespecialiseerde ondernemingen.
2. vastlegging van de uitgave van 5.523,65 €, op artikel 930/724-60/-/51 van de buitengewone begroting over 2018.
3. financiering van de uitgave met een lening.
NEEMT TER INFORMATIE
voormeld collegebesluit

SP 22.- Neutralisation de l'amiante présente dans les bâtiments communaux - procédure de passation et conditions du marché - pour information == Neutralisatie van de asbest aanwezig in verschillende gemeentebouwen - plaatsingsprocedure en opdrachtvoorwaarden - ter informatie

DÉCISION DU CONSEIL == BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté == Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale;
Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics - en particulier son article 42, §1er, 1° a -, telle qu'elle a été modifiée à ce jour;
Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, tel qu'il a été modifié à ce jour;
Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour;
Vu l'ordonnance du 27 juillet 2017 modifiant la Nouvelle loi communale en vue de préciser les règles de compétences en matière de marchés publics communaux;
Vu l'inventaire amiante des différents bâtiments communaux réalisé en 2011 par une société spécialisée, dans le cadre du dossier Scha/Infra/2011/004;
Considérant qu'un programme de désamiantage a été arrêté et initié en 2011;
Considérant qu'il convient de lancer une nouvelle procédure de marché afin d'assurer la continuité de ce programme;
Vu le projet à terme de neutraliser complètement l'amiante présente dans l'entièreté des bâtiments communaux;
Considérant qu'en fonction du budget disponible cette année, le désamiantage sera effectué dans 5 bâtiments et sites communaux;
Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins du 6 mars 2018 par lequel celui-ci décide:
1. D'arrêter la procédure de passation et les conditions du marché sous rubrique: procédure négociée sans publication préalable après consultation de six firmes spécialisées.
2. D'approuver l'envoi du CSC Scha/Infra/2018/005 aux six firmes spécialisées susmentionnées.
3. D'imputer la dépense, estimée à 50.000€ TVAC, à l'article 137/724-60/-/51 du budget extraordinaire 2018.
4. De financer la dépense par l'emprunt.

PREND POUR INFORMATION

la décision précitée du collège des bourgmestre et échevins du 6 mars 2018.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten - inzonderheid artikel 42, § 1, 1° a -, zoals tot op heden gewijzigd;
Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, zoals tot op heden gewijzigd;
Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot vaststelling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals tot op heden gewijzigd;
Gelet op de ordonnantie van 27 juli 2017 tot wijziging van de nieuwe gemeentewet teneinde de

bevoegdheidsregels inzake gemeentelijke overheidsopdrachten te verduidelijken
 Gelet op de asbestinventaris van de verschillende gemeentegebouwen, opgemaakt in 2011 door een gespecialiseerde firma, in het kader van het dossier Scha/Infra/2011/004;
 Overwegende dat in 2011 een asbestverwijderingsprogramma werd vastgelegd en aangevat;
 Overwegende dat, teneinde de continuïteit van dit programma te verzekeren, het past een nieuwe aanbestedingsprocedure op te starten;
 Gelet op de uiteindelijke doelstelling van het project om alle asbest aanwezig in de gemeentegebouwen volledig te neutraliseren;
 Overwegende dat in functie van het dit jaar beschikbare budget, de asbestverwijdering zal worden uitgevoerd in 5 gemeentegebouwen en gemeentelijke sites;
 Gelet op het collegebesluit van 6 maart 2018 houdende:

1. de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking na raadpleging van zes gespecialiseerde firma's te weerhouden als plaatsingsprocedure van de opdracht;
2. goedkeuring om het bijzonder bestek Scha/Infra/2018/005 aan de zes bovenvermelde firma's toe te sturen;
3. aanrekening van de uitgave, geraamd op 50.000 € BTWI, op de artikel 137/724-60/-/51 van de buitengewone begroting over 2018;
5. de kosten te financieren met een lening.

NEEMT TER INFORMATIE
 bovenvermeld collegebesluit van 6 maart 2018.

Comptabilité, espace public, transport -- Boekhouding, openbare ruimte, vervoer
SP 23.- Convention avec la firme Quatra pour le placement de mobilier de collecte et la récolte des graisses et huiles alimentaires -- Overeenkomst met de firma Quatra voor de plaatsing van inzamelcontainers en de inzameling van gebruikt frituurvet en -olie.

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD
 Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL
Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté

Vu les articles 117, 123 et 236 de la Nouvelle Loi Communale ;
 Vu que, en moyenne, plus de 2.900 kilos d'huiles alimentaires sont collectées par SP&EV sur la voie publique chaque année. Et que, outre les frais de collecte (personnel et équipements), les coûts de traitement de ces graisses s'élèvent à près de 2.400 €/an ;
 Considérant que la commune souhaite mettre à disposition de ses citoyens des conteneurs permettant de déposer leurs graisses et huiles de fritures usagées ;
 Que cette volonté est justifiée par la présence de dépôts clandestins de graisses et huiles de fritures et qu'une telle action rentre également dans le cadre de la politique globale de développement durable de la commune de Schaerbeek ;
 Vu que la société Quatra a manifesté son intérêt envers la possibilité de collecter les huiles et graisses alimentaires usagées sur le territoire de la commune de Schaerbeek.
 Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins du 13 mars 2018 ;
 DECIDE :

- De permettre à la firme Quatra d'utiliser de manière privative des parcelles du domaine public de la Commune afin qu'y soient installés des conteneurs de collecte et de récolte des graisses à huiles de fritures
- D'approuver la convention d'autorisation domaniale à signer avec la firme Quatra

DE GEMEENTERAAD
Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

Gelet op artikelen 117, 123 en 236 van de nieuwe gemeentewet;
 Gelet op het feit dat meer dan 2.900 kilo gebruikte voedselolie jaarlijks door SN&GR op openbare domein zijn opgehaald. En dat er bijna 2.400 €/jaar wordt betaald alleen voor oliezuivering (hierbij komen nog de ophalings-, uitrustings- en personeelskosten);
 Overwegende dat de gemeente Schaerbeek wenst inzamelcontainers beschikbaar te stellen opdat de burgers gebruikte vetten en oliën kunnen weggooien;
 Gelet op het feit dat dit een oplossing zou bieden voor het sluikestorten van frituurvetten en – oliën en past binnen het algemeen beleid dat de gemeente voert op het vlak van duurzame ontwikkeling;
 Gelet op het feit dat de firma Quatra interesse heeft om gebruikte oliën en vetten in te zamelen op het grondgebied van de gemeente Schaerbeek.
 Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 13 maart 2018;
 BESLUIT:

- Een vergunning te geven aan de firma Quatra over een bijzondere toe-eigening van delen van het grondgebied om inzamelcontainers van gebruikte frituurvet en –olie op te zetten.

- Overeenkomst over domeinvergunning met firma Quatra goed te keuren.

Equipement == Uitrusting

SP 24.- Acquisition de diverses fournitures et/ou divers services répondant aux besoins des services - Marchés publics de faible montant conclus par factures acceptées - pour information == Aankoop van diverse leveringen en/of diensten die beantwoorden aan de behoeften van de diensten - Overheidsopdrachten van beperkte waarde gesloten door een aanvaarde factuur - ter informatie

DÉCISION DU CONSEIL == BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté == Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté

Vu les articles 117, 234 et 236 de la Nouvelle loi communale;
Vu la loi du 17 juin 2016 – notamment son article 92 - relative aux marchés publics
Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 - notamment ses articles 6, 7 et 124 - relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;
Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics modifié par l'arrêté royal du 22 juin 2017;
Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;
Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;
Vu la décision du 6 mars 2018 du Collège des Bourgmestre et Echevins approuvant le mode de passation et les conditions des marchés ayant pour objet « Acquisition de diverses fournitures et/ou divers services répondant aux besoins des services » ;
Considérant que les dépenses seront financées par emprunts;
Considérant que les crédits nécessaires ont été inscrits à cet effet au budget extraordinaire pour 2018 ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

PREND POUR INFORMATION :

La décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 6 mars 2018 de passer des marchés par facture acceptée, ayant pour objet « Acquisition des diverses fournitures et/ou divers services répondant aux besoins des services » selon la liste suivante :

C	B	Article	Type	Service	Objet de la	Monta	Adjudic
		budgétaire	financement	concerné	dépense	nt TVAC	ataire
	47	421/744-	Emprunt	Voirie	Potelets en	2571,2	Belurba
5	51/14				bois	5	
	44	137/744-	Emprunt	Infra	Plaquettes	1573	Gravogr
5	51/14						aph

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

Gelet op artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op de wet overheidsopdrachten van 17 juni 2016 - in het bijzonder artikel 92 ;
Gelet op het Koninklijk Besluit plaatsing van overheidsopdrachten in klassieke sectoren van 18 april 2017 meerbepaald artikelen 6, 7 en 124 ;
Gelet op het Koninklijk Besluit tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken van 14 januari 2013 zoals gewijzigd bij het KB van 22 juni 2017;
Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten ;
Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brusselse hoofdstedelijke Gewest ;
Gelet op de beslissing van 6 mars 2018 van het College van Burgemeester en Schepenen die de gunningswijze en de voorwaarden goedkeurt voor de opdrachten met als voorwerp "Aankoop van diverse leveringen / diensten die beantwoorden aan de behoeften van de diensten" ;
Overwegende dat de uitgave zal gefinancierd worden door leningen;
Overwegende dat de nodige kredieten hiervoor zijn ingeschreven op de buitengewone begroting van 2018;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;
NEEMT KENNIS VAN :
De beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 6 mars 2018 om opdrachten te plaatsen via een aanvaarde factuur, met als voorwerp "Aankoop van diverse leveringen / diensten die beantwoorden aan de behoeften van de diensten" volgens de

volgende lijst :

B	B	Begroting	Soort	Betrokke	Voorwerp van	Bedr	Opdrac
B	s	artikel	financiering	n dienst	de uitgave	ag BTWI	htnemer
5	47	421/744-51/14	Leningen	Wegen	Houten palen	2571,25	Belurba
5	44	137/744-51/14	Leningen	Infra	Plaketten	1573	Gravog raph

SP 25.- Acquisition de diverses fournitures et/ou divers services répondant aux besoins des services - Marchés publics de faible montant conclus par factures acceptées - pour information -- Aankoop van diverse leveringen en/of diensten die beantwoorden aan de behoeften van de diensten - Overheidsopdrachten van beperkte waarde gesloten door een aanvaarde factuur - ter informatie

DÉCISION DU CONSEIL --- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté --- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté

Vu les articles 117, 234 et 236 de la Nouvelle loi communale;
Vu la loi du 17 juin 2016 – notamment son article 92 - relative aux marchés publics
Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 - notamment ses articles 6, 7 et 124 - relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;
Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics modifié par l'arrêté royal du 22 juin 2017;
Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;
Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;
Vu la décision du 13 mars 2018 du Collège des Bourgmestre et Echevins approuvant le mode de passation et les conditions des marchés ayant pour objet « Acquisition des diverses fournitures et/ou divers services répondant aux besoins des services » ;
Considérant que les dépenses seront financées par emprunts;
Considérant que les crédits nécessaires ont été inscrits à cet effet au budget extraordinaire pour 2017 ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;
PREND POUR INFORMATION :

La décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 13 mars 2018 de passer des marchés par facture acceptée, ayant pour objet « Acquisition des diverses fournitures et/ou divers services répondant aux besoins des services » selon la liste suivante :

B	Article	Type	Service	Objet de la	Monta	Adjudic	
C	budgétaire	financement	concerné	dépense	nt TVAC	ataire	
9	57	137/744-51/14	Emprunt	TS- Chauffage	Armoire métallique	9382,0 3	Cipac

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

Gelet op artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op de wet overheidsopdrachten van 17 juin 2016 - in het bijzonder artikel 92 ;
Gelet op het Koninklijk Besluit plaatsing van overheidsopdrachten in klassieke sectoren van 18 april 2017 meerbepaald artikelen 6, 7 en 124 ;
Gelet op het Koninklijk Besluit tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken van 14 januari 2013 zoals gewijzigd bij het KB van 22 juni 2017;
Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten ;
Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brusselse hoofdstedelijke Gewest ;
Gelet op de beslissing van 13 maart 2018 van het College van Burgemeester en Schepenen die de gunningswijze en de voorwaarden goedkeurt voor de opdrachten met als voorwerp "Aankoop van diverse leveringen / diensten die beantwoorden aan de behoeften van de diensten" ;
Overwegende dat de uitgave zal gefinancierd worden door leningen;
Overwegende dat de nodige kredieten hiervoor zijn ingeschreven op de buitengewone

begroting van 2017;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

NEEMT KENNIS VAN :

De beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 13 maart 2018 om opdrachten te plaatsen via een aanvaarde factuur, met als voorwerp "Aankoop van diverse leveringen / diensten die beantwoorden aan de behoeften van de diensten" volgens de volgende lijst :

B	Begroting	Soort	Betrokke	Voorwerp van	Bedr	Opdrac
B	s	financiering	n dienst	de uitgave	ag BTWI	htnemer
	artikel					
57	137/744-	Leningen	TS-	metalen kast	9382,	Cipac
9	51/14		verwarming		03	

SP 26.- Acquisition de diverses fournitures et/ou divers services répondant aux besoins des services - Marchés publics de faible montant conclus par factures acceptées - pour information --- Aankoop van diverse leveringen en/of diensten die beantwoorden aan de behoeften van de diensten - Overheidsopdrachten van beperkte waarde gesloten door een aanvaarde factuur - ter informatie

DÉCISION DU CONSEIL --- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté --- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté

Vu les articles 117, 234 et 236 de la Nouvelle loi communale;

Vu la loi du 17 juin 2016 – notamment son article 92 - relative aux marchés publics

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 - notamment ses articles 6, 7 et 124 - relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics modifié par l'arrêté royal du 22 juin 2017;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu la décision du 20 mars 2018 du Collège des Bourgmestre et Echevins approuvant le mode de passation et les conditions des marchés ayant pour objet « Acquisition des diverses fournitures et/ou divers services répondant aux besoins des services » ;

Considérant que les dépenses seront financées par emprunts;

Considérant que les crédits nécessaires ont été inscrits à cet effet au budget extraordinaire pour 2018 ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

PREND POUR INFORMATION :

La décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 20 mars 2018 de passer des marchés par facture acceptée, ayant pour objet « Acquisition des diverses fournitures et/ou divers services répondant aux besoins des services » selon la liste suivante :

B	Article	Type	Service	Objet	Monta	Adjudicat
C	budgétaire	financement	concerné		nt TVAC	aire
57	734/744-	Emprunt	IP -AMI	Piano et	12580	Pianos
2	51/14			banquettes		Hanlet
61	734/744-	Emprunt	IP - AMI	Instruments de	6455	Lemca
9	51/14			musique		
62	734/744-	Emprunt	IP - AMI	Instruments de	2057	Mme
1	51/14			musique		Hamelrijk
62	734/744-	Emprunt	IP - AMI	Archet	960	Azzato
3	51/14					
62	734/744-	Emprunt	IP - AMI	8 Guitares +	2528	Hill's
4	51/14			accessoires		Music
62	104/744-	Emprunt	EEP-	3 GSM	728,2	Proximus
2	51/14		Sports-TS		5	Spearit
66	700/741-	Emprunt	IP	TV et blu-Ray	915	Steylema
9	51/14					ns
67	875/741-	Emprunt	EEP	Percolateur 6L	217,8	Verre&Co
2	98/14			45 tasses		uvert
67	104/744-	Emprunt	Entretien	Thermos et	1209,	Verre&Co
3	51/14			Percolateur	7	uvert

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

Gelet op artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;
 Gelet op de wet overheidsopdrachten van 17 juni 2016 - in het bijzonder artikel 92 ;
 Gelet op het Koninklijk Besluit plaatsing van overheidsopdrachten in klassieke sectoren van 18 april 2017 meerbepaald artikelen 6, 7 en 124 ;
 Gelet op het Koninklijk Besluit tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken van 14 januari 2013 zoals gewijzigd bij het KB van 22 juni 2017;
 Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten ;
 Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brusselse hoofdstedelijke Gewest ;
 Gelet op de beslissing van 20 maart 2018 van het College van Burgemeester en Schepenen die de gunningswijze en de voorwaarden goedkeurt voor de opdrachten met als voorwerp "Aankoop van diverse leveringen / diensten die beantwoorden aan de behoeften van de diensten" ;
 Overwegende dat de uitgave zal gefinancierd worden door leningen;
 Overwegende dat de nodige kredieten hiervoor zijn ingeschreven op de buitengewone begroting van 2018;
 Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;
 NEEMT KENNIS VAN :

De beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 20 maart 2018 om opdrachten te plaatsen via een aanvaarde factuur, met als voorwerp "Aankoop van diverse leveringen / diensten die beantwoorden aan de behoeften van de diensten" volgens de volgende lijst :

B	Begroting artikel	Soort financiering	Betrokke n dienst	Voorwerp van de uitgave	Bedr ag BTWI	Opdracht nemer
2	57 734/744- 51/14	Leningen	IP -AMI	Piano et bankets	1258 0	Pianos Hanlet
9	61 734/744- 51/14	Leningen	IP - AMI	muziekinstru- menten	6455	Lemca
1	62 734/744- 51/14	Leningen	IP - AMI	muziekinstru- menten	2057	Mme Hamelrijk
3	62 734/744- 51/14	Leningen	IP - AMI	muziekinstru- menten	960	Azzato
4	62 734/744- 51/14	Leningen	IP - AMI	muziekinstru- menten	2528	Hill's Music
2	62 104/744- 51/14	Leningen	EEP- Sports-TS	3 GSM	728,2 5	Proximus Spearit
9	66 700/741- 51/14	Leningen	IP	TV et blu-Ray	915	Steylema- ns
2	67 875/741- 98/14	Leningen	EEP	filtreerkan 6L 45 cups	217,8	Verre&Co uvert
3	67 104/744- 51/14	Leningen	Onderhou- d	Thermos et filtreerkan	1209, 7	Verre&Co uvert

SP 27.- Direction Infrastructure - Service Equipement - Arrêter le mode de financement des dépenses liées à l'acquisition des fournitures diverses commandées auprès des adjudicataires des contrats cadres conclus en cours et devant être imputées sur le service extra-ordinaire 2018. -- Directie Infrastructuur - Dienst Uitrusting - Vastleggen van de financieringswijze van de uitgaven gelinkt aan de aankoop van diverse leveringen besteld bij de aannemers van de lopende kadercontracten en te boeken op de buitengewone begroting 2018.

DÉCISION DU CONSEIL --- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté --- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté

Considérant que dans le cadre de la réalisation par les services Bâtiments et Techniques Spéciales de certains travaux prévus au budget extraordinaire 2018 la commande des divers matériaux nécessaires se fait auprès des adjudicataires de la commune dans le cadre des contrats cadres conclus et en cours.

Considérant que les bons de commande pour les matériaux tels qu'identifiés par les services Bâtiments et Techniques Spéciales sont émis auprès de ces adjudicataires par le Service Equipement (Magasin Central) au fur et à mesure des besoins à due concurrence du montant

disponible par article budgétaire tel que modifié éventuellement par les différentes MB en 2018. Considérant que s'agissant des dépenses devant être imputées sur le service extra-ordinaire 2018, la Direction Finance souhaite dans le cadre de la liquidation de la facture entrante qui suit le bon de commande émis, disposer **d'une délibération du Conseil Communal arrêtant le mode de financement de ces dépenses.**

Les crédits inscrits à cet effet au budget extraordinaire 2018 et dont les dépenses seront **financées par emprunts** sont:

104/744-51/ -/14 - Achats de machines & matériel d'équipement et d'exploitation		
		1
Achat de fourniture pour travaux extraordinaires : bâtiments administratifs	15.000,0 0	5.000,0 0
		1
Bâtiments administratifs : rénovation locaux ouvriers	10.000,0 0	0.000,0 0
		2
HC - Relighting LED (Phase 4)	20.000,0 0	0.000,0 0
137/744-51/ -/14 - Achats de machines & matériel d'équipement et d'exploitation		
		1
Achat de fourniture pour travaux extraordinaires : bâtiments techniques	10.000,0 0	0.000,0 0
		5
Bâtiments communaux - mise en conformité	50.000,0 0	0.000,0 0
		8
Bâtiments communaux : Achat de matériel de sécurité incendie, anti-effraction, intrusion	80.000,0 0	0.000,0 0
	1	15
Bâtiments communaux : achat de matériel pour les travaux aux installations de chauffage	50.000,0 0	0.000,0 0
	1	10
Bâtiments communaux : Achat de matériel pour rénovation d'installations sanitaires	00.000,0 0	0.000,0 0
		1
Bâtiments communaux : placement de stores ou tentures	10.000,0 0	0.000,0 0
		1
Bâtiments techniques : rénovation locaux ouvriers	10.000,0 0	0.000,0 0
722/744-51/ -/14 - Achats de machines & matériel d'équipement et d'exploitation		
		2
Achat de fourniture pour travaux extraordinaires : bâtiment Kattepoel (avenue Rogier 214)	20.000,0 0	0.000,0 0
	1	10
Achat de fourniture pour travaux extraordinaires : enseignement primaire	00.000,0 0	0.000,0 0
		1
Ecole 1 : Fourniture pour travaux d'aménagement de divers locaux	10.000,0 0	0.000,0 0
		1
Ecole 4/8 : Fourniture pour travaux de rénovation de l'ensemble des classes et de la conciergerie	10.000,0 0	0.000,0 0
		4
Ecoles primaires : rénovation locaux ouvriers	40.000,0 0	0.000,0 0
		1
Ecoles primaires - Relighting LED	15.000,0 0	5.000,0 0
		3
De Kriek (av. Rogier, 214) : installation d'une ventilation	30.000,0 0	0.000,0 0
731/744-51/ -/14 - Achats de machines & matériel d'équipement et d'exploitation		
		5
Achat de fourniture pour travaux extraordinaires : enseignement secondaire	50.000,0 0	0.000,0 0
		1
Ecoles secondaires : rénovation locaux ouvriers	10.000,0	0.000,0

	0	0	1
Ecoles secondaires - Relighting LED	15.000,0	5.000,0	
	0	0	
			2
achat de matériel d'aménagement Salle Berré - Athénée Fernand Blum	20.000,0	0.000,0	
	0	0	
			12
AFB Renan : rénovation de l'ensemble des classes du -1 : fourniture pour travaux	25.000,0	5.000,0	
	0	0	
735/744-51/ - /14 - Achats de machines & matériel d'équipement et d'exploitation			
			2
Achat de fourniture pour travaux extraordinaires : Enseignement professionnel et technique :	20.000,0	0.000,0	
	0	0	
Enseignement professionnel et technique : rénovation locaux ouvriers	5.000,0	5.000,0	
	0	0	
IFF : rénovation vestiaires de la salle de gym	5.000,0	5.000,0	
	0	0	
751/744-51/ - /14 - Achats de machines & matériel d'équipement et d'exploitation			
			5
Achat de fourniture pour travaux extraordinaires : Enseignement primaire spécial	50.000,0	0.000,0	
	0	0	
Enseignement primaire spécial : rénovation locaux ouvriers	5.000,0	5.000,0	
	0	0	
			1
842/744-51/ - /14 - Achats de machines & matériel d'équipement et d'exploitation	10.000,0	0.000,0	
	0	0	
			1
Achat de fourniture pour travaux extraordinaires : Maisons de quartier	10.000,0	0.000,0	
	0	0	
844/744-51/ - /14 - Achats de machines & matériel d'équipement et d'exploitation			
			3
Achat de fourniture pour travaux extraordinaires : Aide familiale (crèches,...)	30.000,0	0.000,0	
	0	0	
700/744-51/ - /14 - Achats de machines & matériel d'équipement et d'exploitation			
			2
Aménagement et équipement des locaux du personnel d'entretien	25.000,0	5.000,0	
	0	0	
			4
Aménagement et équipement des salles des professeurs (22 salles), directions, secrétariats, locaux techniques ...	40.000,0	0.000,0	
	0	0	
			7
Aménagement et équipement des nouvelles salles de gymnastique (4) et salles de psychomotricité	75.000,0	5.000,0	
	0	0	

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

Overwegende dat , in het kader van de uitvoering door de diensten Gebouwen en Speciale Technieken van bepaalde op de buitengewone begroting van 2018 voorziene werken , de bestelling van de noodzakelijke materialen gebeurt bij de aannemers van de gemeente in het kader van afgesloten lopende kadercontracten .

Overwegende dat de bestelbonnen aan deze aannemers van de gemeente mbt de door de diensten Gebouwen en Speciale Technieken opgelijste materialen worden opgemaakt door de Dienst Uitrusting (Centraal Magazijn) al naargelang de behoeften en ten belope van de per begrotingsartikel beschikbare budgetten zoals eventueel gewijzigd in het kader van de verschillende begrotingswijzigingen in 2018.

Overwegende dat aangezien het uitgaven betreft die op de buitengewone dienst van 2018 zullen worden geboekt de Directie Financiën , in het kader van de vereffening van de binnenkomende factuur welke de uitgegeven bestelbon volgt , over **een beraadslaging van de gemeenteraad tot vastlegging van de wijze van financiering van de uitgaven** wenst .

De desbetreffende op de buitengewone begroting van 2018 ingeschreven budgetten waarvoor de uitgaven **gefinancierd** worden **door leningen** zijn :

104/744-51/ - /14 - Aankoop van machines, exploitatiematerieel en

uitrusting		
Aankoop van buitengewone materialen: administratieve gebouwen	00,00	15.0
Gemeentebouwen: renovatie van de lokalen bezet door de arbeiders	00,00	10.0
Gemeentehuis - relighting LED - faze 4		20.0
137/744-51/ - /14 - Aankoop van machines, exploitatiematerieel en	00,00	
uitrusting		
Aankoop van buitengewone materialen: technische gebouwen		10000
Gemeentebouwen: in gelijkvormigheid brengen		50000
Gemeentebouwen: brandbeveiliging, anti-inbraakbeveiliging		80000
Gemeentebouwen: materiaalaankoop voor de werken aan de		150000
verwarmingsinstallaties		
Gemeentebouwen: aankoop van materialen voor de renovatiewerken aan		100000
de sanitaire installaties		
Gemeentebouwen: plaatsen van rolluiken of gordijnen		10000
Technische gebouwen: renovatie van de lokalen bezet door de arbeiders		10000
722/744-51/ - /14 - Aankoop van machines, exploitatiematerieel en		
uitrusting		
Aankoop van buitengewone materialen: Kattepoel (Rogierlaan 241)	00,00	20.0
Aankoop van buitengewone materialen: lager onderwijs	00,00	100.0
School 1 : Werkenmateriaal voor aanpassingwerken van verschillende ruimtes	00,00	10.0
Scholen 4/8 : Werkenmateriaal voor de renovatiewerken van alle klassen en		10.0
van de conciërgeruimte	00,00	
Lagere scholen: renovatie van de lokalen bezet door de arbeiders	00,00	40.0
Lagere scholen - Relighting LED	00,00	15.0
De Kriek (Rogierlaan 214) - installatie van een ventilatie		30.0
731/744-51/ - /14 - Aankoop van machines, exploitatiematerieel en	00,00	
uitrusting		
Aankoop van buitengewone materialen: secundair onderwijs	00,00	50.0
Secundaire scholen: renovatie van de lokalen bezet door de arbeiders	00,00	10.0
Secundair onderwijs - Relighting LED	00,00	15.0
Aankoop van aanpassingmaterieel Bergé zaal - Atheneum Fernand Blum	00,00	20.0
AFB Renan : rénovation van de klassen van de verdieping -1 : werkenmateriaal	00,00	125.0
735/744-51/ - /14 - Achats de machines & matériel d'équipement et		
d'exploitation		
Aankoop van buitengewone materialen: technisch- en beroepsonderwijs	00,00	20.0
Technisch- en beroepsonderwijs: renovatie van de lokalen bezet door de		5.
arbeiders	000,00	
IFF - renovatie van de kleedkamer van de sportzaal	000,00	5.
751/744-51/ - /14 - Aankoop van machines, exploitatiematerieel en		
uitrusting		
Aankoop van buitengewone materialen: buitengewoon lager onderwijs	00,00	50.0
Buitengewoon lager onderwijs: renovatie van de lokalen bezet door de		5.
arbeiders	000,00	
842/744-51/ - /14 - Aankoop van machines, exploitatiematerieel en		10.0
uitrusting	00,00	
Aankoop van buitengewone materialen: buurthuizen	00,00	10.0
844/744-51/ - /14 - Aankoop van machines, exploitatiematerieel en		
uitrusting		
Aankoop van buitengewone materialen: gezinsvoorziening		30.0
(kinderdagverblijven...)	00,00	
700/744-51/ - /14 - Aankoop van machines, exploitatiematerieel en		
uitrusting		
Inrichting en uitrusting van de lokalen van het onderhoudspersoneel		25.0

Aanpassing en uitrusting van de lerarenkamers (22 kamers), directies, secretariaten, technische ruimtes	00,00	40.0
	00,00	
Aanpassing en uitrusting van de nieuwe gymzalen (4) en psychomotoriekszalen	00,00	75.0

SP 28.- Infrastructure (Bâtiment), Affaires générales (Gestion de la relation citoyenne) - Commande de 3 Smartphones et accessoires auprès de Proximus Spearit SA, adjudicataire de la centrale de marché de GIAL - pour information -- Infrastructureur (Gebouwen), Algemene zakken (Beheer van de relatie met de burger) - Aankoop van 3 Smartphones en toebehoren bij Proximus Spearit NV, aannemer van de opdrachtcentrale van GIAL- ter informatie.

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;
Vu la loi du 15 juin 2006 - notamment son article 15 - relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services complétée par l'AR du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et l'AR du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et par la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;
Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;
Vu la décision du 20 mars 2018 du Collège des Bourgmestre et Echevins approuvant la commande de 3 smartphones et accessoires auprès de Proximus Spearit SA, adjudicataire de la centrale de marché de GIAL à laquelle la commune a adhéré ;
Considérant que la dépense sera financée par emprunts;
Considérant que les crédits nécessaires ont été inscrits à cet effet au budget extraordinaire pour 2018 ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

PREND POUR INFORMATION :

La décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 20 mars 2018 d'approuver la commande de 3 smartphones et accessoires auprès de Proximus Spearit SA, adjudicataire de la centrale de marché de GIAL à laquelle la commune a adhéré ;
La dépense de 728,25 € TVAC sera imputée à l'article 104/744-51/14 du budget extraordinaire 2018 et financée par emprunts.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

Gelet op artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op de wet overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten van 15 juni 2006 - in het bijzonder artikel 15 aangevuld met de uitvoeringsbesluiten zijnde het KB plaatsing van overheidsopdrachten in klassieke sectoren van 15 juli 2011, het KB tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken van 14 januari 2013 en met de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten;
Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brusselse hoofdstedelijke Gewest;
Gelet op de beslissing van 20 maart 2018 van het College van Burgemeester en Schepenen om de bestelling van 3 Smartphones en toebehoren te plaatsen bij Proximus Spearit NV, aannemer van de opdrachtcentrale van GIAL waarbij de gemeente is aangesloten;
Overwegende dat de uitgave zal gefinancierd worden door leningen;
Overwegende dat de nodige kredieten hiervoor zijn ingeschreven op de buitengewone begroting van 2018;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

NEEMT KENNIS VAN :

De beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 20 maart 2018 om de bestelling van 3 Smartphones en toebehoren bij Proximus Spearit NV, aannemer van de opdrachtcentrale van GIAL waarbij de gemeente is aangesloten;
De uitgave van 728,25 € BTWI zal geboekt worden op artikel 104/744-51/14 van de buitengewone begroting 2018 en gefinancierd worden door leningen.

Contrats de quartier ==- Wijkcontracten

**SP 29.- Contrat de quartier durable Pogge - Opération 6-2 – « Etude Îlot Jérusalem » -
Marché d'étude : Fixation du mode de passation et des conditions du marché d'étude
==- Duurzaam wijkcontract Pogge - Operatie 6-2 – “Studie huizenblok Jerusalem” -
Studieopdracht – Bepaling van de gunningswijze en de voorwaarden voor de
studieopdracht**

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté ==- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;
Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de service ;
Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;
Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;
Vu l'Ordonnance du 6 octobre 2016, organique de la revitalisation urbaine ;
Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 novembre 2016, relatif aux Contrats de quartier durable ;
Vu l'arrêté de l'Exécutif du 8 décembre 2016 approuvant le programme du contrat de quartier durable Pogge ;
Vu la décision du Ministre-Président du 21 décembre 2017 approuvant la modification du programme du contrat de quartier durable Pogge ;
Considérant que l'étude de développement urbanistique du site « Îlot Jérusalem » constitue l'opération 6-2 de ce programme ;
Considérant que cette étude est à confier à un bureau extérieur ;
Considérant que le coût global de cette étude s'élève à 80.000,00 TVAC, comprenant les honoraires et les frais d'indemnisation au profit des candidats sélectionnés qui auront remis une offre régulière et qui ne se seront pas vu attribuer le marché ;
Considérant que ces frais sont inscrits à l'article 922/747-60-10/57 du budget extraordinaire 2018 et sont subsidiés par la Région à concurrence de 100% ;
Considérant que, après étude des possibilités de division du présent marché en lots et vu la nature des prestations attendues qui forment un tout et sont foncièrement liées, un allotissement n'est pas opportun et pourrait porter préjudice à la cohérence du projet,
Considérant que pour les marchés de fournitures, de services et de travaux dont le montant estimé est inférieur au seuil européen révisable pour la publicité européenne, le pouvoir adjudicateur ne doit pas envisager la division du marché en lots ;
Considérant que les spécifications du marché ne peuvent être établies avec une précision suffisante pour permettre son attribution selon la procédure d'adjudication ou d'appel d'offres ;
Considérant que le marché d'étude peut par conséquent être passé par procédure négociée sans publication préalable conformément à l'article 42§ 1er, 1° de la loi du 17 juin 2016 sur les marchés publics ;
Vu le cahier des charges SCHAE / INFRA / 2018 / CQDPO/6-2 dressé à cette fin ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 20 mars 2018 ;
EST INFORME :
1° de l'approbation du principe d'élaboration d'une étude de définition de programme pour la restructuration et le développement du site « Îlot Jérusalem » ;
2° du mode de passation de ce marché de service par procédure négociée sans publication préalable sur base du cahier des charges SCHAE / INFRA / 2018 / CQDPO / 6-2 ;
3° de l'imputation de la dépense de 80,000-€ TVAC à l'article 922/747-60-10/57 du budget extraordinaire de 2018, subsidiée intégralement par la Région dans le cadre du contrat de quartier durable Pogge ;
4° de la décision de recourir aux services du Maître-Architecte bruxellois (BMA) pour constituer par appel à intérêt la liste des bureaux à consulter.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet
Gelet op de wet van 17 juni 2016 met betrekking tot de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten;
Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren
Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten
Gelet op de ordonnantie van 6 oktober 2016, houdende de organisatie van de Stedelijke

herwaardering;
Gelet op het besluit van de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 24 november 2016, met betrekking tot de duurzame wijkcontracten;
Gelet op het besluit van de Executieve van 8 december 2016 dat het programma van het duurzaam wijkcontract Pogge goedkeurt;
Gelet op de beslissing van de Minister-president van 21 december die de wijziging van het programma van het duurzaam wijkcontract Pogge goedkeurt;
Overwegende dat de studie van de stedenbouwkundige ontwikkeling van de site "huizenblok Jerusalem" code operatie 6-2 van dit programma vormt;
Overwegende dat deze studie moet worden gegund aan een extern bureau;
Overwegende dat de globale kost van de studie 80.000,00 BTWI bedraagt en de erelonen en de vergoedingskosten ten bate van de geselecteerde kandidaten die een regelmatige offerte hebben ingediend en aan wie de opdracht niet gegund werd, omvat;
Overwegende dat deze kost wordt geboekt op artikel 922/747-60-10/57 van de buitengewone begroting 2018 en voor 100% wordt gesubsidieerd door het Gewest;
Overwegende dat, na de studie van de mogelijkheden tot opsplitsing in percelen van de onderhavige opdracht en gezien de aard van de verwachte prestaties die een geheel vormen en die fundamenteel gekoppeld zijn, een verkaveling niet opportuun is en een nadeel zou kunnen berokkenen aan de samenhang van het project;
Overwegende dat voor de opdrachten van leveringen, diensten en werken, waarvan de geraamde waarde lager is dan de herzienbare drempel voor de Europese bekendmaking, moet de aanbestedende overheid de verdeling in percelen niet overwegen;
Overwegende dat de specificaties van de opdracht niet met voldoende details kunnen worden opgesteld om de gunning ervan toe te laten volgens de aanbestedingsprocedure of een offerteaanvraag;
Overwegende dat de studieopdracht bij gevolg moet gegund worden via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking overeenkomstig artikel 42§ 1, 1° van de wet van 17 juni 2016 inzake de overheidsopdrachten;
Gelet op het bestek SCHAE / INFRA / 2018 / CQDRP/6-2 dat hiertoe werd opgesteld;
Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen op 20 maart 2018;
WORDT GEÏNFORMEERD :
1° van de goedkeuring van het principe van het uitwerken van een studie voor de definitie van het programma voor de herstructurering en de ontwikkeling van de site "huizenblok Jerusalem" goed te keuren;
2° van de gunningswijze van de dienstenopdracht via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking op basis van het bestek SCHAE / INFRA / 2018 / CQDPO/6-2;
3° van de boeking van de uitgave van 80.000-€ BTWI op artikel 922/747-60-10/57 van de buitengewone begroting van 2018;
4° inzake de beslissing om beroep te doen op de diensten van de Bouwmeester (BMA) om via een interesseoproep een lijst op te stellen van de te consulteren bureaus

SERVICES COMMUNAUX SPÉCIFIQUES -- SPECIFIEKE DIENSTEN VOOR DE BEVOLKING

Bibliothèque francophone -- Franstalig Biblioteek

SP 30.- Avenant à la Convention de collaboration technique entre Point Culture asbl et la Commune pour la gestion du Comptoir Médiathèque -- Wijzigingsclausule bij de overeenkomst van technische samenwerking tussen Point Culture v.z.w. en de Gemeente voor het beheer van de "Comptoir Médiathèque"

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté

Vu la décision d'approbation de la convention 2018-2022 de la Convention de collaboration technique entre Point Culture asbl et la Commune pour la gestion du Comptoir Médiathèque par le Collège en date du 14 novembre 2017;

Vu la décision d'approbation de la convention 2018-2022 de la Convention de collaboration technique entre Point Culture asbl et la Commune pour la gestion du Comptoir Médiathèque par le Conseil en date du 29 novembre 2017;

Vu la demande de Point Culture de modifier l'article 10 de ladite convention, article concernant la durée : passage de 4 ans à 1 an.

DECIDE

D'approuver l'avenant à la convention de collaboration technique entre Point Culture asbl et la Commune pour la gestion du Comptoir Médiathèque

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

Gelet op het besluit van het College van 14 november 2017, de overeenkomst 2018-2022 van de overeenkomst van technische samenwerking tussen Point Culture v.z.w. en de Gemeente voor het beheer van de "Comptoir Médiathèque" goed te keuren;

Gelet op het besluit van de Gemeenteraad van 29 november 2017, de overeenkomst 2018-2022 van de overeenkomst van technische samenwerking tussen Point Culture v.z.w. en de Gemeente voor het beheer van de "Comptoir Médiathèque" goed te keuren;

Gelet op het verzoek van Point Culture, het artikel 10 van deze overeenkomst te wijzigen, artikel betreffende de duur: van 4 tot 1 jaar.

BESLUIT

De wijzigingsclausule aan de overeenkomst van technische samenwerking tussen Point Culture v.z.w. en de Gemeente voor het beheer van de "Comptoir Médiathèque" goed te keuren

Patrimoine et tourisme -- Erfgoed en Toerisme

SP 31.- ASBL Maison Autrique : Convention - Approbation -- DOUBLON. -- VZW Maison Autrique : Overeenkomst - Goedkeuring -- DUBBEL GEBRUIK.

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions;

Vu la délibération du Conseil communal du 25 juin 2014 adoptant le règlement relatif aux subventions communales et décidant d'appliquer les procédures de contrôle aux bénéficiaires d'une subvention égale ou supérieure à 3.000 €;

Vu délibération du Conseil communal du 29 avril 2009 adoptant l'amendement apporté à l'article 13 du

règlement relatif aux subventions communales;

Vu la délibération du Conseil communal du 27 novembre 2010 adoptant l'amendement apporté aux

articles 2, 4, 5, 8, 9, 10, 12, 13 et 14 du règlement relatif aux subventions communales;

Vu l'article 8 du règlement relatif aux subventions communales qui stipule que toute association qui bénéficie d'une subvention devra signer une convention de partenariat avec la Commune;

Décide :

d'approuver la convention entre la Commune de Schaerbeek et l'ASBL "Maison Autrique"

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

Gelet op de artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van

sommige betoelagingen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 25 juni 2014 tot goedkeuring van het reglement

betreffende de gemeentelijke betoelagingen en tot toepassing van de controleprocedures op de begunstigden van een betoelaging van minstens 3.000€;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 29 april 2009 tot aanneming van de wijziging van artikel 13 van het reglement betreffende de gemeentelijke betoelaging

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 27 november 2010 tot aanneming van de wijziging van de artikelen 2, 4, 5, 8, 9, 10, 12, 13 en 14 van het reglement betreffende de gemeentelijke betoelagingen;

Gelet op het artikel 8 van het reglement betreffende de gemeentesubsidies dat bepaalt dat elke vereniging

die een subsidie ontvangt, een samenwerkingsovereenkomst met de Gemeente moet ondertekenen;

Besluit :

De overeenkomst tussen de Gemeente Schaarbeek en de VZW " Maison Autrique " goedkeuren.

ENSEIGNEMENT COMMUNAL -- GEMEENTELIJK ONDERWIJS

SP 32.- Académie des Arts de la Parole, de la Danse et de la Musique - Convention - Approbation -- Académie des Arts de la Parole, de la Danse et de la Musique - Overeenkomst – Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale;
Vu la Loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certains subsides;
Vu la délibération du Conseil communal du 23 mars 2016 adoptant le règlement relatif à l'octroi, l'emploi et le contrôle de subventions communales;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins du 20 mars 2018;
DECIDE :
d'approuver la convention 2018 liant la Commune et l'Académie des Arts de la Parole, de la Danse et de la Musique

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

Gelet op artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning van het gebruik van sommige toelagen;
Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 23 maart 2016 goedkeurend het règlement betreffende de uitreiking, het gebruik en de controle van gemeentelijke toelagen,
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 20 maart 2018;
BESLIST :
de overeenkomst 2018 tussen de gemeente en de Académie des Arts de la Parole, de la Danse et de la Musique goed te keuren

SP 33.- RCE - Réseau Coordination Enfance - Convention - Approbation -- RCE - Réseau Coordination Enfance- Overeenkomst – Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale;
Vu la Loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certains subsides;
Vu la délibération du Conseil communal du 23 mars 2016 adoptant le règlement relatif à l'octroi, l'emploi et le contrôle de subventions communales;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins du 20 mars 2018;
DECIDE :
d'approuver la convention 2018 liant la Commune et RCE - Réseau Coordination Enfance

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

Gelet op artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning van het gebruik van sommige toelagen;
Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 23 maart 2016 goedkeurend het règlement betreffende de uitreiking, het gebruik en de controle van gemeentelijke toelagen,
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 20 maart 2017;
BESLIST :
de overeenkomst 2018 tussen de gemeente en de RCE - Réseau Coordination Enfance goed te keuren

SECRÉTAIRE COMMUNAL -- GEMEENTESECRETARIS

Assemblées -- Vergaderingen

SP 66.- Faire de Schaerbeek une commune qui bannit le racisme et les discriminations (motion à la demande de M. A.BERNARD) -- Schaarbeek een gemeente die racisme

en discriminatie verbant (motie van de heer A.BERNARD)

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

L'urgence est admise à l'unanimité. -- De dringendheid wordt eenparig aangenomen.
Approuvé à l'unanimité -- Goedgekeurd met eenparigheid

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité!

Motion en vue de faire Schaerbeek une commune qui bannit le racisme et les discriminations

Considérant que le 21 mars dernier était la Journée Internationale pour l'élimination de la discrimination raciale ;
Que plusieurs études qualitatives et quantitatives démontrent que la discrimination est encore bien réelle pour les
Schaerbeekois ayant des racines dans l'immigration ;
Que sur le marché d'emploi bruxellois, jusqu'à une entreprise sur trois favorise des candidats sur base de leurs
apparences ;
Que sur le marché locatif bruxellois, selon un testing réalisé à la demande de la ministre bruxelloise du logement
et de l'environnement, jusqu'à 44% des candidats-locataires au nom à connotation nord-africaine sont discriminés
;
Que la Région de Bruxelles-Capitale a voté le 16 novembre 2017 une ordonnance visant à lutter contre les
discriminations en matière d'emploi ;
Que cette ordonnance prévoit d'effectuer des tests de discrimination par les inspecteurs sociaux ;
Que la Région attend d'avoir suffisamment de plaintes pour réaliser ces tests ;
Que dans 9 cas sur 10, les victimes de discriminations ne déposent jamais plainte ;
Qu'aux Pays-Bas, un réseau de guichets locaux a été créé pour baisser le seuil de dépôt de plainte pour les
victimes de discriminations ;
Qu'il existe une "Coalition européenne de villes contre le racisme" (ECCAR), un réseau d'échange des bonnes
pratiques ;
Que la Commune de Schaerbeek exprime son engagement pour les droits égaux et pour la lutte contre les
discriminations et le racisme ;
Le Conseil communal de Schaerbeek décide:
1. d'adhérer officiellement à la Coalition Européenne des Villes contre le racisme (ECCAR);
2. de mettre sur pied un groupe de travail, avec les chefs de groupe de tous les partis représentés au
Conseil communal, pour élaborer un plan de lutte contre toutes les discriminations, qu'elles soient
fondées sur base de couleur de peau, origine, religion, sexe, orientations sexuelles ou handicap;
3. d'étudier dans le cadre de ce plan la possibilité de créer un guichet afin de faciliter le dépôt effectif de
plainte par les Schaerbeekois victimes de discriminations, et afin de les orienter vers les services ou
associations qui pourront les accompagner dans leurs démarches pour faire valoir leurs droits;

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Motie om van Schaerbeek een gemeente te maken die racisme en discriminatie verbant

Overwegende dat 21 maart II. de internationale dag was tegen racisme en discriminatie ;
Dat verschillende kwalitatieve en kwantitatieve studies aantonen dat de discriminatie nog steeds reëel is voor de Schaarbekenaren wortels hebbende in de immigratie;
Dat op de brusselse arbeidsmarkt, 1 op 3 ondernemingen kandidaten bevoordelen op basis van hun voorkomen;
Dat de brusselse huurmarkt, volgens testen uitgevoerd op vraag van de brusselse minister van huisvesting en milieu, tot 44% van de kandidaat-huurders met een naam met noord-afrikaanse canotatie gediscrimineerd worden;
Dat het Hoofdstedelijk Brussels Gewest op 16 november 2017 een ordonnantie gestemd heeft gericht op het vechten tegen discriminatie op het gebied van werkgelegenheid;
Dat deze ordonnantie voorziet dat discriminatie testen zullen uitgevoerd worden door sociale inspecteurs;

Dat het gewest op genoeg klachten wacht om deze testen uit te voeren ;
 Dat in 9 op 10 gevallen, de slachtoffers van discriminatie nooit klacht indienen;
 Dat in Nederland een netwerk van sociale loketten opgericht is om de drempel te verlagen voor het neerleggen van een klacht door de slachtoffers van discriminatie;
 Dat er een « Europese coalitie van steden » tegen racisme (ECCAR) bestaat, een uitwisselingsnetwerk van goede praktijken;
 Dat de gemeente Schaarbeek zijn verbintenis uit voor gelijke rechten en om te vechten tegen discriminatie en racisme ;
 De Gemeenteraad van Schaarbeek besluit:
 1. officieel lid te worden van de Europese coalitie van steden tegen racisme (ECCAR) ;
 2. een werkgroep op te richten, met de groepschefs van alle partijen vertegenwoordigd in de gemeenteraad, om een plan uit te werken om te vechten tegen elke vorm van discriminatie, op grond van huidskleur, afkomst, godsdienst, geslacht, seksuele geaardheid of handicap;
 3. om in het kader van dit plan de mogelijkheid te bestuderen om een loket op te richten, voor Schaarbekenaren slachtoffers van discriminatie, om het neerleggen van een klacht te vergemakkelijken en om hun te oriënteren naar de diensten of verenigingen die hun kunnen bijstaan in hun stappen om hun rechten te doen gelden;

* * *

Bernadette Vriamont quitte la séance -- Bernadette Vriamont verlaat de vergadering.

* * *

FINANCES -- FINANCIËN

Contrôle et stratégie -- Controle en strategie

**SP 67.- Fabrique d'Eglise Saint Albert : Compte 2017 - Aviser favorablement --
 Kerkfabriek Sint Albertus: Rekening van 2017 - Gunstig adviseren**

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

L'urgence est admise à l'unanimité. -- De dringendheid wordt eenparig aangenomen.
 Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809, modifié par l'ordonnance du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 février 2004;
 Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes ;
 Vu les articles 117, 255 et 256 de la nouvelle loi communale ;
 Vu l'ordonnance du 18 juillet 2002 portant diverses réformes en vertu de la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant transfert de diverses compétences aux régions et communautés;
 Vu l'arrêté du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale approuvant le budget 2016 de la Fabrique d'Eglise Saint Albert;
 Vu le compte de l'exercice 2017 de la Fabrique d'Eglise Saint Albert,
 Attendu que ce compte a été arrêté comme suit par l'administration fabricienne :

Recettes	Dépenses	Excédent
40.662,53€	34.818,25€	5.844,28 €

DECIDE :

d'avis favorablement le compte de l'exercice 2017 de la Fabrique d'Eglise Saint Albert.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

Gelet op het keizerlijk decreet van 30 december 1809, gewijzigd per ordonnantie van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 19 februari 2004;
 Gelet op de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der erediens ten ;
 Gelet op artikelen 117, 255 en 256 van de nieuwe Gemeentewet ;
 Gelet op de ordonnantie van 18 juli 2002 houdende diverse hervormingen krachtens de bijzondere wet van 13 juli 2001 houdende overdracht van diverse bevoegdheden aan de gewesten en de gemeenschappen ;
 Gelet op de ministerieel besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke regering die de begroting voor het dienstjaar 2016 van de kerkfabriek Sint Albertus goedgekeurd;
 Gelet op de rekening over het dienstjaar 2017 van de Kerkfabriek Sint Albertus;
 Overwegende dat deze rekening als volgt door het kerkbestuur werd vastgesteld :

Ontvangsten	Uitgaven	Overschot
40.662,53€	34.818,25€	5.844,28 €

BESLUIT :

een gunstig advies te verlenen aan de rekening over het dienstjaar 2017 van de Kerkfabriek Sint Albertus

SP 68.- Fabrique d'Eglise Saint Servais - Budget 2017 - Prise d'acte ==- Kerkfabriek Sint Servaas – Begroting van 2017 - Akte nemen

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

L'urgence est admise à l'unanimité. ==- De dringendheid wordt eenparig aangenomen.
Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté ==- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté

Vu l'article 37 du décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'églises modifié par l'ordonnance du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 février 2004

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes ;

Vu les articles 117, 255 et 256 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'ordonnance du 18 juillet 2002 portant diverses réformes en vertu de la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant transfert de diverses compétences aux régions et communautés;

Vu le budget de l'exercice 2017 de la Fabrique d'Eglise Saint Servais, arrêté par le Conseil de Fabrique;

Considérant que ce document a été arrêté comme suit par l'administration fabricienne :

Budget 2017

	Recettes	Dépenses
- ordinaires	170.773,36€	109.637,19€
- extraordinaires	190.011,17€	243.627,34€
- arrêtées par l'Evêque		7.880,00€
TOTAL	360.784,53€	360.784,53€

Considérant l'arrêté 384-02016/2980167877 de la tutelle Régionale approuvant le Budget 2017 de la Fabrique d'Eglise Saint Servais où figure une demande de subvention extraordinaire de 117.011,17€

Considérant la décision du 04 juillet 2017 par lequel le Collège des Bourgmestre et Echevins autorise la liquidation de la subvention extraordinaire de 117.011,17 € au profit de la Fabrique.

PREND ACTE:

du budget de l'exercice 2017 de la Fabrique d'Eglise Saint Servais.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

Gelet op artikel 37 van het keizerlijk decreet dd. 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken gewijzigd per ordonnantie van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 19 februari 2004;

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der erediensdiensten ;

Gelet op artikelen 117, 255 en 256 van de nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op de ordonnantie van 18 juli 2002 houdende diverse hervormingen krachtens de bijzondere wet van 13 juli 2001 houdende overdracht van diverse bevoegdheden aan de gewesten en de gemeenschappen ;

Gelet op de begroting van het dienstjaar 2017 van de Kerkfabriek Sint Servaas, vastgesteld door de Raad van de Kerkfabriek;

Overwegende dat dit document door het kerkbestuur als volgt vastgesteld wordt:

Begroting 2017

	Ontvangsten	Uitgaven
- gewone	170.773,36€	109.637,19€
- buitengewone	190.011,17€	243.627,34€
- door de Bisschop vastgesteld		7.880,00€
TOTAAL	360.784,53€	360.784,53€

Overwegende het arrest 384-02016/2980167877 van de Gewestelijke Voogdij die de begroting 2017 van de kerkfabriek Sint Servaas, waarin sprake van een buitengewone tussenkomst van 117.011,17 €.

Overwegende de beslissing van 4 juli 2017 waarbij het College van Burgemeester en Schepenen de betaling van de buitengewone tussenkomst van 117.011,17 € toekend ten voordele van de kerkfabriek.

NEEMT AKTE VAN:

de begroting van het dienstjaar 2017 van de Kerkfabriek Sint Servaas.

SERVICES GÉNÉRAUX ==- ALGEMENE ZAKEN

Gestion immobilière technique ==- Technisch vastgoedbeheer

SP 69.- REPORTER CONSEIL D'AVRIL - DECISION COLLEGE 27/03/2018 _ Concession de l'exploitation du « kiosque à bonbons » situé dans le parc Josaphat à 1030 Schaerbeek – Appel à projet – Cahier des charges -- UITGESTELD GEMEENTERAAD APRIL - BESLISSING COLLEGE 27/03/2018 - Concessie van de uitbating van de “bollewinkel” gelegen in het Josafatpark te 1030 Schaerbeek – Aanvraag tot indiening van een ontwerp – Bestek

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

L'urgence est admise à l'unanimité. -- De dringendheid wordt eenparig aangenomen. Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté

Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle loi communale ;
Considérant qu'il est nécessaire de lancer un nouvel appel à projet pour la concession de l'exploitation du « kiosque à bonbons » situé dans le parc Josaphat ;
Vu le cahier des charges déposé au dossier ;
Vu le rapport au Collège des Bourgmestre et Echevins du 27 mars 2018 ;
Considérant qu'il convient de donner suite aux conclusions de ce rapport;
Vu l'urgence ;
DECIDE :
D'approuver le lancement d'un nouvel appel à projet pour la concession de l'exploitation du « kiosque à bonbons » situé dans le parc Josaphat, de même que les termes du cahier des charges y relatif.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

Gelet op de artikelen 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet;
Overwegende dat het nodig is een nieuwe aanvraag tot indiening van een ontwerp voor de concessie van de uitbating van de “bollewinkel” gelegen in het park Josafat in te zetten;
Gelet op het bestek neergelegd in het dossier;
Gelet op het verslag aan het College van Burgemeester en Schepenen van 27 maart 2018;
Overwegende dat het past gevolg te geven aan de conclusie van dit verslag;
Gelet op de dringendheid;
BESLUIT:
Het lanceren van een nieuwe aanvraag tot indiening van een ontwerp voor de concessie van de uitbating van de “bollewinkel” gelegen in het park Josafat goed te keuren alsmede de termen van het bestek hierover.

INFRASTRUCTURES -- INFRASTRUCTUUR

Architecture et Bâtiments -- Architectuur en gebouwen

SP 70.- Fontaine du parc de la Jeunesse - Raccordement à l'eau de ville et pose d'un compteur – Pour information -- Fontein van het Jeugdperk - Aansluiting op het stadswater en plaatsing van een meter – Ter informatie

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

L'urgence est admise à l'unanimité. -- De dringendheid wordt eenparig aangenomen. Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale;
Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles Capitale;
Vu sa décision du 7 novembre 2001 de confier la gestion complète du réseau d'égouttage à l'Intercommunale Bruxelloise d'Assainissement (IBrA), devenue VIVAQUA ;
Vu l'Ordonnance du 20 octobre 2006, établissant un cadre pour la politique de l'eau ;
Vu la campagne de rénovation des fontaines publiques actuellement en cours sur le territoire de la commune;
Considérant que préalablement aux travaux de réfection de la fontaine du parc de la Jeunesse, il est nécessaire de procéder au raccordement à l'eau de ville et à la pose d'un compteur de passage;
Vu l'offre VIVAQUA n° 20055154 du 19 mars 2018, pour un prix de 1.528,52 €;
Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 27 mars 2018, par laquelle il décide :

1. Approuver l'offre 20055154 de VIVAQUA, du 19 mars 2018, pour le placement d'un compteur et le raccordement à l'eau de ville de la fontaine du parc de la Jeunesse
2. Imputer la dépense d'un montant de 1.528,52 € à l'article 766/724-60/-51 du budget extraordinaire 2018
3. Financer la dépense par emprunt

PREND POUR INFORMATION :

la décision précitée du Collège des Bourgmestre et Echevins du 27 mars 2018

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende organisatie van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op zijn besluit van 7 november 2001 om het beheer van het volledige rioleringsnet toe te vertrouwen aan de Brusselse Intercommunale voor de Sanering (BrIS), het huidige VIVAQUA; Gelet op de Ordonnantie van 20 oktober 2006, tot opstelling van een kader voor het waterbeleid;

Gelet op de lopende renovatiecampagne van de Schaarbeekse fonteinen ;

Overwegende dat alvorens te kunnen overgaan tot de herstelling van de fontein van het Jeugdperk, het noodzakelijk is de fontein aan te sluiten op het stadswater en een tussenmeter te plaatsen ;

Gelet op de offerte van VIVAQUA nr. 20055154 van 19 maart 2018 voor de prijs van 1.528,52 €;

Gelet op het Collegebesluit van 27 maart 2018, houdende :

1. goedkeuring van de offerte nr. 20055154 van VIVAQUA van 19 maart 2018, voor de plaatsing van een meter en de aansluiting op het stadswater van de fontein van het Jeugdperk ;
2. aanrekening van de uitgave voor een bedrag van 1.528,525 €, op artikel 766/724-60/53 van de buitengewone begroting over 2018
3. financiering van de uitgave met een lening.

NEEMT TER INFORMATIE :

Bovenvermeld Collegebesluit van 27 maart 2018

SP 71.- Théâtre de la Balsamine - Modification du compteur électrique suite au placement de panneaux photovoltaïques -pour approbation -- Théâtre de la Balsamine - Wijziging van de elektriciteitsmeter naar aanleiding van de plaatsing van zonnepanelen - ter goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL --- BESLISSING VAN DE RAAD

L'urgence est admise à l'unanimité. --- De dringendheid wordt eenparig aangenomen.

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté --- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles Capitale, telle qu'elle a été modifiée à ce jour;

Vu l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 juillet 2001, modifiée par l'ordonnance du 1^{er} avril 2004 et celle du 14 décembre 2006, relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale, en particulier son article 24bis, 2^o;

Vu l'article 75 des statuts de l'Association Intercommunale Coopérative Sibelga ;

Considérant que la Commune est affiliée à l'Association Intercommunale Coopérative Sibelga; association de communes dans un but d'utilité publique et que cette intercommunale assure le service de la distribution de l'électricité sur le territoire des communes associées;

Vu la délibération au conseil communal du 26 février 2016 approuvant les termes de la convention de partenariat avec l'association momentanée THV Perpetum & Lumyni pour le placement de panneaux photovoltaïques sur une dizaine de sites communaux avec production d'électricité à tarif préférentiel;

Considérant qu'il est nécessaire de modifier le compteur électrique du théâtre de la Balsamine suite au placement de panneaux photovoltaïques;

Vu le devis 2000148985 de Sibelga pour un montant de 1.875,50 €;

DECIDE :

1. Approuver à posteriori la commande de la modification du compteur électrique de la Balsamine suite au placement de panneaux photovoltaïques ;
2. Financer la dépense par emprunt.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals zij tot op heden werd gewijzigd;
Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 19 juli 2001, gewijzigd door de ordonnantie van 1 april 2004 en deze van 14 december 2006, betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, in het bijzonder het artikel 24bis, 2°;
Gelet op artikel 75 van de statuten van de Intercommunale Coöperatieve Vereniging Sibelga; Overwegende dat de Gemeente aangesloten is bij de Intercommunale Coöperatieve Vereniging Sibelga, vereniging van gemeenten met als doel het openbaar nut en dat deze intercommunale de elektriciteitsdistributie op het grondgebied van de aangesloten gemeenten verzekert;
Gelet op het raadsbesluit van 26 februari 2016 houdende goedkeuring van de tekst van de partnerschapsovereenkomst met de tijdelijke vereniging THV Perpetum & Lumyni voor de plaatsing van zonnepanelen op een tiental gemeentelijke sites met elektriciteitsproductie tegen voorkeurtarief;
Overwegende dat, naar aanleiding van de plaatsing van de zonnepanelen, het noodzakelijk is de elektriciteitsmeter van de Théâtre de la Balsamine aan te passen;
Gelet op de prijsofferte 2000148985 van Sibelga voor een bedrag van 1.875,50 €;
BESLUIT:

1. De opdracht voor de aanpassing van de elektriciteitsmeter van de Balsamine a posteriori goedkeuren na de plaatsing van de fotovoltaïsche panelen
2. De uitgave te financieren met een lening.

Equipement -- Uitrusting

SP 72.- Acquisition de diverses fournitures et/ou divers services répondant aux besoins des services - Marchés publics de faible montant conclus par factures acceptées - pour information -- Aankoop van diverse leveringen en/of diensten die beantwoorden aan de behoeften van de diensten - Overheidsopdrachten van beperkte waarde gesloten door een aanvaarde factuur - ter informatie

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

L'urgence est admise à l'unanimité. -- De dringendheid wordt eenparig aangenomen.
Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté

Vu les articles 117, 234 et 236 de la Nouvelle loi communale;
Vu la loi du 17 juin 2016 – notamment son article 92 - relative aux marchés publics
Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 - notamment ses articles 6, 7 et 124 - relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;
Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics modifié par l'arrêté royal du 22 juin 2017;
Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;
Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;
Vu la décision du 27 mars 2018 du Collège des Bourgmestre et Echevins approuvant le mode de passation et les conditions des marchés ayant pour objet « Acquisition des diverses fournitures et/ou divers services répondant aux besoins des services » ;
Considérant que les dépenses seront financées par emprunts;
Considérant que les crédits nécessaires ont été inscrits à cet effet au budget extraordinaire pour 2018 ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

PREND POUR INFORMATION :

La décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 27 mars 2018 de passer des marchés par facture acceptée, ayant pour objet « Acquisition des diverses fournitures et/ou divers services répondant aux besoins des services » selon la liste suivante :

C	B	Article	Type	Service	Objet	Montant TVAC	Adjudicataire
5	875/744-51/14		Emprunt	EEP_Répression	Chargeur Talkie-Walkie	843,98	CommunicationLine

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

Gelet op artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;
 Gelet op de wet overheidsopdrachten van 17 juni 2016 - in het bijzonder artikel 92 ;
 Gelet op het Koninklijk Besluit plaatsing van overheidsopdrachten in klassieke sectoren van 18 april 2017 meerbepaald artikelen 6, 7 en 124 ;
 Gelet op het Koninklijk Besluit tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken van 14 januari 2013 zoals gewijzigd bij het KB van 22 juni 2017;
 Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten ;
 Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brusselse hoofdstedelijke Gewest ;
 Gelet op de beslissing van 27 maart 2018 van het College van Burgemeester en Schepenen die de gunningswijze en de voorwaarden goedkeurt voor de opdrachten met als voorwerp "Aankoop van diverse leveringen / diensten die beantwoorden aan de behoeften van de diensten" ;
 Overwegende dat de uitgave zal gefinancierd worden door leningen;
 Overwegende dat de nodige kredieten hiervoor zijn ingeschreven op de buitengewone begroting van 2018;
 Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;
NEEMT KENNIS VAN :

De beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 27 maart 2018 om opdrachten te plaatsen via een aanvaarde factuur, met als voorwerp "Aankoop van diverse leveringen / diensten die beantwoorden aan de behoeften van de diensten" volgens de volgende lijst :

B	Begroting	Soort	Betrokke	Voorwerp van	Bedr	Opdracht
B	sartikel	financiering	n dienst	de uitgave	ag BTWI	nemer
72	875/744-	Leeningen	EEP_Rep	Talkie-Walkie	843,9	Communic
5	51/14					

SERVICES COMMUNAUX SPÉCIFIQUES ==- SPECIFIEKE DIENSTEN VOOR DE BEVOLKING

Patrimoine et tourisme ==- Erfgoed en Toerisme

SP 73.- ASBL Maison Autrique : Convention - Approbation ==- VZW Maison Autrique : Overeenkomst - Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

L'urgence est admise à l'unanimité. ==- De dringendheid wordt eenparig aangenomen.
 Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté ==- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale;
 Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions;
 Vu la délibération du Conseil communal du 25 juin 2014 adoptant le règlement relatif aux subventions communales et décidant d'appliquer les procédures de contrôle aux bénéficiaires d'une subvention égale ou supérieure à 3.000 €;
 Vu délibération du Conseil communal du 29 avril 2009 adoptant l'amendement apporté à l'article 13 du règlement relatif aux subventions communales;
 Vu la délibération du Conseil communal du 27 novembre 2010 adoptant l'amendement apporté aux articles 2, 4, 5, 8, 9, 10, 12, 13 et 14 du règlement relatif aux subventions communales;
 Vu l'article 8 du règlement relatif aux subventions communales qui stipule que toute association qui bénéficie d'une subvention devra signer une convention de partenariat avec la Commune;
 Décide :

d'approuver la convention entre la Commune de Schaerbeek et l'ASBL "Maison Autrique"

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

Gelet op de artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet;
 Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van sommige betoelagingen;
 Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 25 juni 2014 tot goedkeuring van het

reglement
betreffende de gemeentelijke betoelagingen en tot toepassing van de controleprocedures op de begunstigden van een betoelaging van minstens 3.000€;
Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 29 april 2009 tot aanneming van de wijziging van artikel 13 van het reglement betreffende de gemeentelijke betoelaging
Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 27 november 2010 tot aanneming van de wijziging van de artikelen 2, 4, 5, 8, 9, 10, 12, 13 en 14 van het reglement betreffende de gemeentelijke betoelagingen;
Gelet op het artikel 8 van het reglement betreffende de gemeentesubsidies dat bepaalt dat elke vereniging
die een subsidie ontvangt, een samenwerkingsovereenkomst met de Gemeente moet ondertekenen;
Besluit :
De overeenkomst tussen de Gemeente Schaarbeek en de VZW " Maison Autrique " goedkeuren.

* * * * *

Après le point 73 vote nominal auquel participent les conseillers communaux suivants -- Na het punt 73 hoofdelijke stemming waaraan de volgende gemeenteraadsleden deelnemen : M.-h. Bernard Clerfayt; MM.-hh. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs; M.-h. Frederic Nimal; MM.-hh. Etienne Noel, Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mme-mevr. Adelheid Byttebier; M.-h. Georges Verzin, Mme-mevr. Cécile C.J. Jodogne, M.-h. Ibrahim Dönmez, Mme-mevr. Mahinur Ozdemir, MM.-hh. Abobakre Bouhjar, Yvan de Beaufort, Mme-mevr. Angelina Chan, MM.-hh. Mohamed Reghif, Mohamed Echouel, Hasan Koyuncu, Mmes-mevr. Döne Sönmez, Sophie Querton, Debora Lorenzino, MM.-hh. Axel Bernard, Seydi Sag, Mmes-mevr. Lorraine de Fierlant, Joëlle van Zuylen, M.-h. Quentin van den Hove, Mmes-mevr. Barbara Trachte, Asma Mettioui, M.-h. Thomas Eraly, Mme-mevr. Fatiha El Khattabi; M.-h. Youssef Abslimou Ouadrassi; M.-h. Arnaud Verstraete; M.-h. Taoufik Ben Addi.

* * * * *

RESULTAT DU VOTE – UITSLAG VAN DE STEMMING

OUI – JA : O

NON – NEEN : N

ABSTENTION – ONTHOUDING : -

PAS DE VOTE/VOTE ANONYME – GEEN STEM/ANONIEME BESTEMMING : —

Points de l'O.J. Punten agenda	12-33	2-8	67-68, 70-73	9-11
BERNARD CLERFAYT	O	O	O	O
VINCENT VANHALEWYN	O	O	O	O
BERNARD GUILLAUME	O	O	O	O
DENIS GRIMBERGHS	O	O	O	O
FREDERIC NIMAL	O	O	O	O
ETIENNE NOEL	O	O	O	O
SAÏT KÖSE	—	—	—	—
SADIK KÖKSAL	O	O	O	O
MICHEL DE HERDE	O	O	O	O
MOHAMED EL ARNOUKI	O	O	O	O
ADELHEID BYTTEBIER	O	O	O	O
GEORGES VERZIN	O	O	O	O
JEAN-PIERRE VAN GORP	—	—	—	—
CÉCILE C.J. JODOGNE	O	—	O	O
EMIN OZKARA	—	—	—	—
HALIS KÖKTEN	—	—	—	—
IBRAHIM DÖNMEZ	O	O	O	O
DERYA ALIC	—	—	—	—
MAHINUR OZDEMIR	O	O	O	O
FILIZ GÜLES	—	—	—	—
ABOBAKRE BOUHJAR	O	O	O	O
YVAN DE BEAUFFORT	O	O	O	O
ANGELINA CHAN	O	—	O	O
MOHAMED REGHIF	O	—	O	—
MOHAMED ECHOUEL	O	O	O	O
HASAN KOYUNCU	O	O	O	O

Points de l'O.J. Punten agenda	12-33	2-8	67-68, 70-73	9-11
DÖNE SÖNMEZ	0	0	0	0
JAMILA SANHAYI	0	0	0	0
SOPHIE QUERTON	0	0	0	0
DEBORA LORENZINO	0	0	0	0
BURIM DEMIRI	0	0	0	0
AXEL BERNARD	0	0	0	0
SEYDI SAG	0	0	0	0
LORRAINE DE FIERLANT	0	0	0	0
ABDALLAH KANFAOUI	0	0	0	0
JOËLLE VAN ZUYLEN	0	0	0	0
QUENTIN VAN DEN HOVE	0	0	0	0
BARBARA TRACHTÉ	0	0	0	0
ASMA METTIOUI	0	0	0	0
THOMAS ERALY	0	0	0	0
BERNADETTE VRIAMONT	0	0	0	0
AHMED EL MASLOUHI	0	0	0	0
FATIHA EL KHATTABI	0	0	0	0
YOUSSEF ABSLIMOU OUADRASSI	0	0	0	0
ARNAUD VERSTRAETE	0	0	0	0
ABDELKRIM AYAD	0	0	0	0
TAOUFIK BEN ADDI	0	0	0	0
OUI-JA	36	32	35	35
NON-NEEN	0	0	0	0
ABSTENTIONS - ONTHOUDINGEN	0	0	0	0

RÉSULTAT DES VOTES ANONYMES – UITSLAG VAN ANONIEME BESTEMMINGEN

NUMÉRO DU POINT/ PUNT NUMMER	OUI/ JA	NON/ NEE	ABSTENTION/ ONTHOUDING
66	31	0	0

ORDRE DU JOUR (REPRISE) ==- AGENDA (VERVOLG)

POINT(S) INSCRIT(S) À LA DEMANDE DE CONSEILLERS COMMUNAUX ==- PUNT(EN)
OPGETEKENT OP VERZOEK VAN GEMEENTERAADSLEDEN

SP 34.- Point à la demande de M. VERZIN: le projet immobilier Newton place jamblin de Meux ==- Punt van de Heer VERZIN: het vastgoedproject Newton plaatst jamblin de Meux

SP 74.- Point de Monsieur Yvan de BEAUFFORT, Conseiller communal - La mobilité sur l'axe Reyers-Meiser. ==- Punt van de heer Yvan de BEAUFFORT, Gemeenteraadslid - De mobiliteit op de as Reyers-Meiser.

SP 75.- Point inscrit à la demande de Monsieur Yvan de BEAUFFORT, Conseiller communal - Citizen Lights. ==- Punt ingeschreven op vraag van de heer Yvan de BEAUFFORT, Gemeenteraadslid - Citizen Lights.

SP 76.- Point inscrit à la demande de M. Axel Bernard, conseiller communal - Pollution de l'air par le dioxyde d'azote dans les écoles en Belgique - Les résultats de l'enquête pour Schaerbeek et les initiatives de la Commune à ce propos. ==- Punt ingeschreven op vraag van dhr Axel BERNARD, gemeenteraadslid - Luchtverontreiniging door stikstofdioxide in de Belgische scholen - De resultaten van de enquête voor Schaerbeek en de initiatieven van de gemeente op dit vlak.

QUESTIONS ORALES == MONDELINGE VRAGEN

SP 77.- Question orale Lorenzino, Conseillère communale - La consommation énergétique des bâtiments communaux. == Vraag van mevrouw Lorenzino, Gemeenteraadslid - Energieverbruik van de gemeentelijke gebouwen.

SP 78.- Question orale de Mme Angelina CHAN, Conseillère communale - Boîtes à livres. == Vraag van mevrouw Angelina CHAN, gemeenteraadslid - Doos met boeken.

SP 79.- Question orale de Mme Angelina CHAN, Conseillère communale - Le règlement européen à la protection des données personnelles. == Vraag van mevrouw Angelina CHAN, gemeenteraadslid - Het europees reglement betreffende de bescherming van persoonlijke gegevens.

La séance publique est levée à 21 heures et 5 minutes == De openbare vergadering wordt beëindigd om 21.05 uur.

==

Le procès-verbal de la séance du **28/02/2018 (18:30)** est adopté sans observation == De notulen van de vergadering van **28/02/2018 (18:30)** zijn zonder opmerkingen aangenomen.

==

La séance est levée à **21 heures et 30 minutes** == De vergadering wordt om **21.30 uur** gesloten.

==

Délibéré à Schaerbeek le **28 mars 2018**.
Beraadslaagd te Schaarbeek op **28 maart 2018**.



David Neuprez

Secrétaire Communal
Gemeentesecretaris

Bernard Clerfayt

Bourgmestre-Président
Burgemeester-Voorzitter